

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

ÉTUDE
SUR LES
AGENCES D'AFFAIRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

sera soutenu le jeudi 23 juin 1898 à 1 heure.

PAR

EMILE GAZAGNES

Avocat à la Cour d'appel

Président : M. LYON-CAEN, *professeur*,
Suffragants { MM. THALLER, *professeur*,
 DESCHAMPS, *agrégé*.

PARIS

V. GIARD & E. BRIERE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, 16

1898

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

ÉTUDE

SUR LES

AGENCES D'AFFAIRES

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS
sera soutenu le jeudi 23 juin 1898 à 1 heure.

Avocat à la Cour d'appel

ACAD.
LING. BAT.
BIEL.

1898

A LA MÉMOIRE
DE MON PÈRE ET DE MA MÈRE

A MON FRÈRE

A MON ONCLE ET A MA TANTE

BIBLIOGRAPHIE

- Annales du droit commercial.** — Courte étude sur les actes de commerce, 1895 ; article de M, Thaller.
- Astruc.** — Le droit privé au théâtre, thèse de Paris 1897.
- Aubry et Rau.** — Cours de droit civile français, t. IV.
- Baudry-Lacantineris.** — Précis de droit civil, t. III.
- Baudry-Lacantineris et Barde.** — Traité des obligations, t. I.
- Baudry-Lacantineris et Walh.** — Traité du louage, t. II.
- Bédarride.** — Commentaire du Code de commerce, t. XX.
- Bertheau.** — Répertoire de la pratique des affaires v^o agences, bureaux.
- Beslay.** — Des commerçants.
- Boistel.** — Manuel de droit commercial.
- Boullanger.** — Sirey, 1866. I. 273 note sur la réduction du salaire des agents d'affaires.
- Chavegrin.** — Sirey, 1887. 8. 441 note sur les agences de renseignements.
- Dalloz.** — Répertoire et supplément au répertoire, v^o agences, bureaux.
- Darmuzey.** — Le placement des ouvriers et employés, thèse de Paris 1895.
- Demante et Colmet de Santerre.** — Cours analytique de droit civil, tomes VII et VIII.
- Demolombe.** — Cours de code Napoléon, t. XXIV.
- Georges Duval.** — Articles parus dans le Jour du 28 juin au 17 juillet 1896, sur les agences matrimoniales.

- Duvergier. — Revue Wolowsky, t. VI, article sur le mandat salarié.
- Encyclopédie (la grande). — V^o agences, bureaux.
- Fenet. — Travaux préparatoires du code civil, t. XIV, p. 534 et suiv.
- Germain. — Les agences dramatiques et lyriques. Paris, 1891.
- Glasson. — Dalloz 1890. 2, 281, note sur le mandat et le louage.
- Jolly. — La France criminelle.
- Journal officiel. — N^o du 29 avril 1887. Proposition de loi portant réglementation des agences d'affaires. Documents parlementaires. Annexe n^o 1197.
- Laborie. — Rapport présenté à la Cour de Cassation sur le courtage matrimonial. S. 1855. 1. 337 ; D. 1855. 1. 147.
- Larousse. — Dictionnaire universel et suppléments, v^o agences, bureaux.
- Léon. — Etude sur la coulisse et ses opérations, thèse de Paris 1896.
- Lyon-Caen et Renault. — Traité de droit commercial, t. I.
- Nouguier. — Tribunaux de commerce, t. I.
- Office du travail. — Le placement ; publication du ministère de commerce, 1893.
- Oudin. — Le monopole illégal des agréés.
- Pandectes françaises. — Répertoire, v^o agences, bureaux.
- Pardessus. — Droit commercial, t. I.
- Répertoire du droit français. — Sous la direction de M. Fuzier-Herman, v^o agences, bureaux.
- Revue critique. — Article de M. Duvergier sur le mandat salarié, 1836. Article de M. Lyon-Caen sur la participation des agents d'affaires aux élections consulaires, 1884, p. 330,

Ruben de Couder. — Dictionnaire du droit commercial, v^o agences, bureaux.

Simplice. — Les agences de mariage, Paris 1835.

Thaller. — Traité élémentaire de droit commercial.

Thiroux. — Article sur les chercheurs de succession. *Revue pratique*, 1867.

Troplong. — Du mandat.

Vincens. — Exposition de la législation commerciale, t. I.

X. — Note parue au *Dalloz* 1893. 2. 99 sur les agences de renseignements.

ÉTUDE CRITIQUE

CHAPITRE PREMIER

UTILITÉ ÉCONOMIQUE DES AGENCES

1. Si l'on applique le principe de la coopération complexe à un travail qui se prête au fractionnement, on produit avec plus de rapidité et moins d'efforts. C'est donc un principe de progrès ; et de fait, l'histoire montre que la division du travail a marché côte à côte avec les progrès de la civilisation. Sans elle l'homme « ne serait qu'un barbare « qui boit, mange et paresse... Ce n'est que par « elle, que toute haute culture intellectuelle, morale, esthétique et économique a été rendue possible » (1). Dans l'état de la société actuelle, les auxiliaires qui, de près ou de loin, participent à la gestion des affaires de chacun sont innombrables. Tous, depuis les membres du pouvoir qui fait la loi jusqu'au plus humble salarié, remplissent un rôle utile et nécessaire (2), et chacun apporte dans

1. Schmoller. *Revue d'écon. pol.*, année 1890, p. 246.

2. Gide. *Principe d'écon. pol.*, Paris, 1896, page 112.

sa fonction, une habileté plus grande qui résulte du fait de s'y être spécialisé.

La profession d'agent d'affaires dérive de cette loi de la division du travail. Aujourd'hui, l'activité sociale est si vive, elle s'exerce sur des opérations si compliquées que des organes spéciaux sont devenus indispensables. Les agents d'affaires ont pour fonction de coopérer pour telle ou telle partie à la gestion des affaires de chacun. L'un fournit des renseignements, l'autre procure des places ; celui-ci suit les affaires contentieuses devant les tribunaux auprès desquels il n'y a pas d'officiers ministériels spécialement établis, celui-là se charge de répandre dans le public la connaissance de tel produit ou de telle industrie, etc. ; en un mot, chacun s'est spécialisé et a pu, par ce moyen, servir avec plus d'avantage les intérêts de ceux qui font appel à son aide.

2. L'utilité des agences ne date pas d'aujourd'hui. Partout où l'activité sociale se développait, à toute époque où quelque centre commercial s'est manifesté, on a vu apparaître, à peu de choses près et sous des noms divers, ce qu'on appelle aujourd'hui un agent d'affaires.

3. A Rome, on l'appelait proxenète. Ce mot n'avait pas alors la signification défavorable qu'on

lui attribue aujourd'hui. Nous possédons un texte d'Ulpien très instructif à cet égard (1). Le mot « proxenète » avait alors le sens général d'intermédiaire et l'on reconnaissait le caractère licite de cette profession. Ceux qui l'exerçaient avaient droit à un salaire (2). Ulpien nous dit même que cette profession existait en Grèce et que le salaire auquel les proxenètes grecs avaient droit portait le nom de salaires d'interprètes (3).

4. En France, c'est vers l'époque des croisades que le commerce acquit quelque importance. Aussitôt, on voit apparaître quelques intermédiaires ayant plus d'un trait de ressemblance avec nos agents d'affaires. Mais leur entremise ne consiste qu'en actes de courtage ou de placement d'ouvriers et de servantes. Les *coraterii* ou *courretiers*, comme on les appela plus tard, furent dès leur apparition l'objet de réglementations étroites. On peut suivre l'histoire de cette profession dans les ordonnances royales (4). Sous Charles IX. nous trou-

1. « Est enim proxenetarum modus, qui emptionibus, venditionibus, commerciis, contractibus licitis utiles non adeo improbabili more, se exhibent. » Digeste ; *De proxeneticiis*, livre L, titre XIV fr. 23, *in fine*.

2. « Proxenetica jure licito petuntur », loc. cit., fr. 1, Digeste.

3. « quod Græci ἐρμηνευτικόν... appellant, » loc. cit., fr. 3.

4. Notamment une ordonnance de Philippe le Bel en

vons la profession de courtier érigée en office et le nombre des charges n'est que de huit à Paris et de douze à Lyon (1). Quant à l'industrie des placeurs qui apparaît vers la même époque, elle fut moins prospère encore. Jean le Bon la mentionne dans son ordonnance des arts et mestiers et en réglemente le salaire (2). Mais soit que les corporations lui fussent hostiles, soit que l'institution du compagnonnage, très florissante vers 1530 (3) lui ait fait concurrence, l'industrie des placeurs n'eut durant cette période qu'une existence précaire.

Le commerce qui naissait en France, n'y avait pas encore pris tout son essor. La cause en est à l'état social de ce temps : les immeubles sont seuls considérés comme vraie richesse et l'on s'efforce de faire rentrer le plus de biens possible dans la classe des immeubles ; les moyens de communication sont peu commodes et peu sûrs ; l'esprit étroit des corporations, leur organisation exclusive de toute initiative et de toute liberté sont autant

janvier 1312 ; un statut de Louis le Hutin du 9 juillet 1315 et un règlement de police de Charles VI en 1415.

1. Voir A. Fabre. *Des courtiers*, t. I.

2. Office du travail. *Le Placement*, p. 40. Publication du ministère de commerce. Année 1893.

3. Voir Darmuzey. *Le Placement* ; thèse, 1895.

d'obstacles aux entreprises ; de plus, le commerce est encore considéré comme un acte avilissant auquel les classes élevées ne sauraient se livrer sans déroger.

5. Vers le xvi^e siècle, les idées changent ; le commerce est vu avec plus de faveur. En 1556, Charles IX, accorde des lettres patentes de commerce à des nobles ; vers cette époque, le commerce semble prendre un nouvel essor. A ce moment, le besoin d'intermédiaires se fait plus vivement sentir et l'un des esprits les plus originaux de ce temps, Montaigne, en 1580, explique la nécessité de leur intervention en des termes qui peuvent servir à démontrer l'utilité des agents d'affaires actuels.

« Feu mon père, homme pour n'estre aydé que de
« l'expérience et du naturel, d'un jugement bien
« net, m'a dict aultrefois qu'il avoit désiré mettre
« en train qu'il y eust ez villes certain lieu désigné
« auquel ceux qui auraient besoin de quelque
« chose se peussent rendre, et faire enregistrer leur
« affaire à un officier estably à cet effect ; comme
« Je cherche à vendre des perles ; je cherche des
« perles à vendre ; tel veult compaignie pour aller
« à Paris ; tel s'enquiert d'un serviteur de telle
« qualité ; tel d'un maistre ; tel demande un ou-
« vrier ; qui cecy, qui cela, chascun selon son be-

« soing. Et semble que ce moyen de nous entr'ad-
« vertir apporterait non leggiere commodité au
« commerce publicque ; car à tous coups il y
« a des conditions qui s'entrecherchent, et pour
« ne s'entr'entendre, laissent les hommes en
« extrême nécessité » (1). Le désir de Montaigne
ne devait se réaliser que cinquante ans plus tard.
En 1630, un homme à l'esprit inventif, Théophraste Renaudot, médecin de Louis XIII et fondateur de la « Gazette de France », le premier journal qui ait paru en France, essaie d'établir un bureau de placement. Il s'installe rue de la Calandre, près du Palais en son « Bureau d'adresses et rencontres ». Renaudot obtint la faveur royale pour son entreprise. Celle-ci eut un succès énorme et ses opérations s'étendirent bientôt à toutes sortes d'affaires. Voici comment elle se présentait au public : « De par le Roy, on fait assavoir à toute per-
« sonne qui voudrait vendre, acheter, louer, per-
« muter, prester, apprendre, enseigner, aux mais-
« tres qui veulent prendre serviteurs et à ceux qui
« cherchent condition pour servir en quelque qua-
« lité que ce soit ; à ceux qui auront les lieux,
« commodités et industries propres pour estre em-

1. Montaigne ; D'un défaut de nos polices. *Essais*, Liv. I. chap. XXIV.

« ployez à quelqu'une des choses mentionnées en
« ce présent livre, ou qui auront d'autres avis à
« donner ou recevoir *pour toutes sortes d'affaires,*
« *négoce et commodités* quelconques, qu'ils y
« seront reçus indifféremment sans qu'on y préfère
« ou favorise aucun autre que celui qui fera la
« condition du public meilleure ; et qu'ils se pour-
« ront adresser au bureau estably par Sa Majesté
« pour la commodité publique... Ledit Bureau
« d'adresses se tient... à l'enseigne du Coq » (1).

C'était, on le voit, une agence d'affaires universelle. Elle rendait les plus grands services et nombreux étaient les clients qui se pressaient rue de la Calandre. L'idée vint aussitôt à l'autorité d'user de l'agence de Renaudot comme d'un excellent organe de police. Une ordonnance parut bientôt (2) qui astreignit tout étranger, arrivant à Paris et cherchant condition à venir s'inscrire au Bureau d'adresses. Les peines les plus sévères, les galères furent édictées contre ceux qui contreviendraient à l'ordonnance. C'était altérer la nature de l'agence ; d'entreprise commerciale, elle devenait un instrument administratif : ce fut sa ruine. A partir de ce moment, sans disparaître complètement, le Bu-

1. Office du Travail. *Le Placement*, p. 46.

2. *Loc. cit.* p. 48.

reau d'adresses est déserté et ne connaît plus le succès des premiers jours.

6. Nous arrivons au XVIII^e siècle. Son début est marqué par une tentative financière dont la fortune prestigieuse est aussitôt suivie d'un effondrement complet. Law est venu et a obtenu l'agrément du Régent pour son système. Une rage de spéculation s'empare de tous. On troque terres, rentes, titres, meubles, pour se précipiter rue Quincampoix et s'arracher le papier magique dont la valeur enfle sans cesse. Les années 1719 et 1720 furent, sans doute, une époque favorable pour l'industrie des intermédiaires et quand après la ruine du Système, les fortunes eurent changé de mains, ceux qui avaient prêté leurs soins et leurs services aux agioteurs durent être au nombre de ceux que cette fiévreuse campagne avait enrichis.

7. Mais voici la Révolution. Les institutions anciennes sont renversées. Les biens du clergé et de la noblesse sont mis en vente. Le 2 septembre 1790, la Constituante abolit l'ordre des avocats ; la loi du 3 brumaire, an II (art. 12) supprime les avoués et les formes de procédure. Les entraves qui gênaient le commerce et l'industrie sont brisées. Dans cette atmosphère de liberté, les agences d'affaires se multiplient et prospèrent. Mais

l'on ne tarde pas à s'apercevoir que les abus auxquels on avait cru mettre un terme, n'ont fait que changer de forme. Des lois sont portées contre les agioteurs, les accapareurs, et ceux-là même qui avaient protesté contre les exactions du monde judiciaire de l'ancien régime, se reprennent à désirer un retour en arrière. Sous des noms nouveaux, les avocats et les procureurs sont rétablis. Voici déjà une première marque de défiance à l'égard des agents d'affaires. Ils ne disparurent pas pour cela. La vente des biens nationaux, la gestion des fortunes de ceux que les vicissitudes politiques retenaient à l'étranger, donnaient matière à leurs entreprises. Durant cette période troublée, ils acquirent une place assez importante et leurs traits caractéristiques s'accusèrent suffisamment, pour que le législateur de 1807 les naturalisât commerçants. Pourtant, l'ère du plein épanouissement des agences n'est pas encore arrivée. Les lois de cette époque nous révèlent quel était encore l'état social. Le Code civil accuse à chaque pas ses préférences pour la fortune immobilière, et les offices ministériels que l'on vient de créer et de rénover, devaient pouvoir, pour la plus grande partie, à la gestion des affaires des particuliers qui nécessitent une capacité spéciale. Ainsi s'explique la

brève mention que fait le Code de commerce d'une industrie qui devait jouir, peu après, d'une si grande prospérité.

8. Les grandes découvertes de la première moitié de ce siècle ont provoqué cette évolution. L'élan qu'elles ont communiqué au commerce, n'a pas de précédent dans l'histoire. Tout est transformé : aujourd'hui, on va chercher au loin l'instruction, les relations, les affaires, les plaisirs... ; à l'immobilité d'autrefois a succédé une activité fiévreuse ; les liens qui retenaient l'homme dans la famille ou près du clocher se sont relâchés ; le cercle des relations s'est démesurément agrandi ; le champ livré à l'activité paraît ne plus avoir de limites ; la fortune mobilière, merveilleusement souple et propice à la spéculation, s'est prodigieusement accrue et a pris le pas sur la richesse immobilière. Le monde des affaires plus que tout autre, a vu ses usages transformés ; aujourd'hui, pour agir avec profit, il faut, non seulement que l'action soit puissante et soutenue, mais encore qu'elle soit rapide et qu'elle se manifeste sur des points multiples et souvent fort éloignés les uns des autres.

De pareilles transformations ont considérablement accru la complexité de toute entreprise et la

loi de la division du travail a reçu des applications incessantes (1). A l'intérieur de chaque exploitation les auxiliaires (commis, représentants, etc.) se sont multipliés ; on a créé des succursales, merveilleux organes qui permettent de porter l'effort au loin tout en conservant l'unité de direction. ce n'était pas encore assez. La complexité et la multiplicité des affaires sont devenues telles, qu'on a dû recourir pour certains services à des auxiliaires indépendants, extérieurs, faisant de leur entreprise l'objet de leur propre spéculation.

9. Les agents d'affaires appartiennent à cette dernière classe : notre siècle a vu leurs succès et leur nombre va toujours grandissant. Sans doute, nos lois avaient prévu un certain nombre de besoins qui réclament l'intervention d'hommes d'une capacité et d'une aptitude spéciales. En instituant des notaires, des avoués, des agents de change etc. elles avaient cru donner au public des auxiliaires suffisants dans les circonstances graves et difficiles. Mais elles ont fixé un cercle très étroit à leur action. En sortir c'est manquer aux règles professionnelles et il est de nombreux services qu'ils ne

1. « La division du travail croît en raison directe de l'étendue du marché ». Gide. *Principes d'écon. pol.* p. 201.

peuvent pas rendre sans porter atteinte à la dignité de leur ministère. De plus, en créant pour eux ce qu'on appelle un office ministériel, la loi a formé un organisme stable et plein de garanties sans doute, mais souvent impropre, par sa stabilité même, aux usages actuels qui exigent le dédoublement, les modifications incessantes de l'activité. Les agents d'affaires sont venus tenir la place inoccupée; grâce à la liberté extrême dont ils jouissent, ils peuvent se plier facilement aux nouveaux usages ; ils peuvent, chose impossible pour les officiers ministériels, avoir des représentants, établir des succursales, en un mot, adapter à leur entreprise tous les organes qui font le succès des établissements commerciaux. Aussi font-ils une redoutable concurrence aux officiers ministériels, qu'ils réduisent à se confiner strictement dans les affaires qui leur sont réservées par leurs privilèges.

10. Les opérations auxquelles se livrent les agences sont nombreuses et variées ; chaque jour, elles en entreprennent de nouvelles et pour si détaillées que soient les explications qui suivent, nous en laisserons forcément quelques-unes dans l'ombre. Avant d'aller plus loin et pour montrer dans quel milieu et à quel époque favorables se meuvent

les agences, donnons quelques brèves explications sur le fonctionnement des plus originales d'entre elles.

11. Un négociant est invité à traiter avec une contre-partie qu'il ne connaît point et qui habite à l'autre bout du territoire ou à l'étranger. Comment mesurer le crédit qu'il peut accorder à cet inconnu ? Voilà deux hommes, qui suivant l'expression de Montaigne « faute de s'entr'entendre » vont rester en extrême nécessité ». Mais ce besoin est trop fréquent aujourd'hui pour n'avoir pas été prévu et pour qu'ont n'ait pas essayé d'y satisfaire. Il a donné naissance à l'industrie des agents de renseignements : ceux-ci se font donner des indications sur le degré de solvabilité des maisons de quelque importance ; ils sont en relations avec de nombreux correspondants établis dans les villes lointaines ; ils peuvent, en échange d'une faible rémunération, communiquer rapidement tous les renseignements utiles. Chacun y trouve son bénéfice et de nombreux marchés devant lesquels ont eût hésité sans leur intervention, se concluront à l'avantage de tous.

12. Nous ne saurions mieux faire pour donner une idée des progrès réalisés par les agences, des inventions utiles que l'esprit de spéculation leur

suggère, que de donner une rapide description d'une des plus vastes d'entre elles ; l'agence Havas (1). Aujourd'hui, les opérations auxquelles elle se livre sont si diverses qu'il est impossible de caractériser sa nature par une seule épithète. Elle date de 1835 et se livrait alors à la traduction des articles parus dans la presse étrangère. Vers 1840, alors que les dépêches restaient souvent en souffrance, par suite des imperfections du télégraphe aérien, seul en usage alors, Havas eut l'idée (idée de génie suivant M. Théry, et qui en tous cas, constituait un réel progrès) d'organiser des services réguliers par pigeons-voyageurs entre les principales capitales de l'Europe. Jusque-là, l'agence Havas n'était qu'une agence d'informations politiques et financières ; mais en 1856, elle absorbe l'agence de publicité Bullier et dès lors elle vend les nouvelles à la presse contre le droit pour elle d'insérer des annonces aux dernières pages des journaux. A cette époque, elle a acquis une importance énorme. Elle jouit des avantages d'une direction forte et bien centralisée

1. Nous nous sommes inspirés pour cette description de l'article de M. Théry dans la *Grande Encyclopédie de Berthelot*. V^o Agence. Voir aussi Larousse, *Dictionnaire universel*, V^o Agences.

et a établi des succursales ou des correspondants dans les capitales et les places importantes du monde entier. De plus, une légion de correspondants-voyageurs réunissant des conditions d'aptitude particulières, sont à la disposition du bureau central et sont prêts à partir pour tous les points où surviennent des événements intéressants. Grâce à cette organisation perfectionnée, l'agence est à même de fournir rapidement et avec précision les renseignements les plus divers et cela avec une incroyable économie de frais de revient. Depuis une vingtaine d'années, ses opérations ont encore augmenté en nombre et en variété. Elle fournit à la presse abonnée, non seulement des nouvelles de toute nature, mais encore des articles de tête nuancés suivant les opinions du journal, des romans inédits, etc. Bien plus, elle compose typographiquement ces matières pour les feuilles qui le désirent et qui se trouvent sur le parcours de trains rapides, de sorte que les abonnés n'ont qu'à insérer les clichés tout préparés dans leur presse, en y joignant simplement une chronique de l'endroit rédigée sur place. Elle a découvert une source de bénéfices plus originale encore : on sait que le prix d'une dépêche de longueur minima adressée à certaines villes éloignées,

par exemple dans les Etats de d'Amérique du Sud, est basé sur des tarifs très onéreux et tels qu'il peut s'élever à près de 200 francs. Grâce à l'usage de tableaux conventionnels à divisions numérotées (1) et dont les doubles sont entre les mains de ses correspondants, l'agence a su, en utilisant la nature d'une lettre ou d'un chiffre, leur place dans un mot, transmettre en dix signes simples la description du mouvement des principales valeurs à la Bourse. De plus, elle offre aux particuliers qui sont en relations d'affaires avec ces pays éloignés, la possibilité, en usant de tableaux conventionnels analogues de transmettre leurs ordres dans le corps de la dépêche de l'agence. De telle sorte, qu'en payant la plus petite somme possible pour l'envoi d'une dépêche, elle peut transmettre ses notes personnelles et celles de plusieurs particuliers, dont l'ensemble représente, dans dix mots, le sens développé de plusieurs pages, alors qu'en usant du procédé habituel, il faudrait, sans espoir d'agir avec plus de rapidité et de précision, dépenser une somme dix fois supérieure.

1. Voir la description détaillée de ce service télégraphique ; la *Grande Encyclopédie de Berthelot*. V Agences. *L'Almanach Hachette*, pour 1898, donne, à la page 220, un tableau conventionnel télégraphique basé sur des principes analogues.

13. N'est-elle pas aussi, bien caractéristique, dans notre siècle où chacun vise à la rapidité et au bon marché, l'industrie des agences de voyages ? Elles conduisent sur tous les points curieux de France, d'Italie et d'Orient, des légions de touristes. Dans leurs bureaux, ceux-ci choisissent tel itinéraire ; le voyage se fera en tant de jours et dans telles conditions de confort ; ils paient une fois pour toutes une somme déterminée et dès lors ils peuvent se mettre en route débarrassés des soucis du voyage et préoccupés seulement de voir et d'entendre ; l'agence se charge de tout : elle a ses hôtels, ses guides et parfois même, dit-on, ses heures d'entrée privilégiées dans nos monuments publics ; c'est elle, qui est responsable à l'égard des touristes et si ceux-ci ont des réclamations à faire ou des indemnités à obtenir, c'est à elle, qu'ils doivent s'adresser. Les agences de voyages réalisent des bénéfices en obtenant des réductions de la part des fournisseurs auxquels elles assurent un chiffre élevé et régulier d'affaires et en outre, en pratiquant, à l'égard des touristes qu'elles font voyager par bandes, une opération qui a quelque ressemblance avec celle à laquelle se livrent les commissionnaires de transport et connue sous le nom de *groupage*. C'est

ainsi qu'elles ont rendu abordables pour les bourses moyennes, les excursions lointaines que seuls les gens opulents pouvaient autrefois se permettre.

14. Il n'est pas jusqu'aux agences matrimoniales, bien vieilles pourtant, puisque déjà les Romains avaient recours à elles qui, à notre époque d'extrême instabilité, n'aient acquis une utilité plus grande. Ils sont nombreux aujourd'hui, ceux qui vont passer leur vie loin de la maison qui les a vu naître. Les relations de famille à famille sont moins étroites ; dans la famille même, les liens se sont considérablement relâchés. Il n'est pas rare qu'il y ait dans les grandes villes des gens complètement isolés et incapables lorsque vient l'heure du mariage, de trouver le parti qui peut convenir à leur caractère et à leur situation. Quel que soit le parti que l'on prenne sur cette question si controversée de la validité du courtage matrimonial, il faut bien reconnaître qu'au moins dans le cas dont nous parlons son utilité légitime son intervention.

15. L'industrie des chercheurs de succession ; celle des placeurs, des agents de publicité, de locations etc., procèdent de causes analogues. Les agents d'affaires en général, sont assurés d'un succès qui ne peut manquer de grandir encore, car

il a son origine dans les usages, les besoins et les nécessités actuels, produits d'une évolution économique qui s'accroît tous les jours davantage.

CHAPITRE II

LES AGENCES DEVANT L'OPINION.

16. Disons-le tout de suite, les agents d'affaires sont en général mal vus. Veut-on un indice caractéristique de la défiance que le public manifeste à leur égard ? Que d'offres et de demandes d'emploi, que de propositions diverses publiées à la quatrième page des journaux, se terminent par ce brocart « *rien des agences* » ! Nous allons rapporter brièvement les principales accusations que l'on a formulées contre elles, et nous constaterons qu'elles sont souvent exagérées et que l'on a le tort d'étendre à tous les membres d'une profession le discrédit qui ne devrait s'appliquer qu'à certains

17. « Il est une manière de juger commode à
« notre paresse, qui nous fait pardonner ou nous
« fait absoudre en gros toute une époque, toute
« une profession, toute une classe sociale, tout un
« peuple, toute une race. C'est la théorie du bloc

« chère aux esprits passionnés et aux esprits superficiels... Parle-t-on de la Bourse, les uns excusent tout, les autres réprouvent tout. En aucun domaine cependant les distinctions ne sont plus nécessaires, bien qu'en aucun elles ne soient moins faciles... »

Nous avons tenu à rapporter ici, les excellentes pensées développées, par M. Anatole Leroy-Beaulieu, dans un article récent sur le monde de la Bourse (1). Elles s'appliquent parfaitement à la matière qui nous occupe : cette habitude d'attribuer à une catégorie soit tous les mérites, soit tous les défauts, est si conforme à l'esprit humain, que l'éminent auteur que nous venons de citer, tombe au cours du même article, dans l'abus qu'il signale : veut-il désigner les établissements qui lui paraissent suspects, il se sert aussitôt du mot « agence ».

18. Il y a certainement une grande injustice à condamner les bureaux d'affaires sans distinction : « Il est à peine besoin de faire remarquer, dit M. Poincaré, qu'il est beaucoup d'agents d'affaires honnêtes et scrupuleux, qui simplifient les affaires au lieu de les embrouiller et qui sont

1. *Revue des deux Mondes*, 15 déc. 1897.

« pour leurs clients des conseils précieux et dévoués... (1).

19. Quelle est la cause de cette défaveur si souvent manifestée ? Le vague dans lequel se perd ce mot « agent d'affaires », l'usage irréfléchi qu'on en fait, prêtent à toutes sortes de confusions. De plus, n'importe qui peut se dire agent d'affaires et en fait nombre d'individus peu recommandables se dissimulent sous cette enseigne ; de là ces assimilations injustes.

20. N'avons-nous pas vu, il y a quelques mois, à propos d'une retentissante affaire d'avortement qualifier d'agents d'affaires les gens qui se livrent à ce marché louche appelé *dichotomie*, par lequel certains médecins peu scrupuleux abandonnent la moitié de leurs honoraires aux rabatteurs qui leur procurent des clients (2). C'est encore agence d'affaires que l'on a appelé l'officine qui, entre autres opérations immorales, organisait des adultères simulés pour permettre aux ménages désunis d'arriver sûrement et commodément au divorce et d'esquiver la prohibition de l'article 298 du Code civil (3). Le même titre a été attribué à ceux qui se

1. *La grande encyclopédie*. V^o agences.

2. Voir les journaux parus du 20 au 29 mars 1897.

3. Le *Droit*, 13 sept. 1896. Le *Figaro* du 8 décembre 1897.

présente au baccalauréat pour le compte des candidats qui ont de justes motifs de n'être pas sûrs d'eux-mêmes (1)... Nous pourrions multiplier ces exemples. L'abus que l'on a fait du mot agence, entre pour beaucoup dans le discrédit qui s'attache à ce terme.

21. Mais parfois les accusations portées contre les agences ont été formulées avec plus de précision. Quatres classes de bureaux d'affaires ont surtout été l'objet de marques de défaveur : ce sont 1° celles qui s'occupent d'affaires litigieuses ; 2° celles qui recherchent les successions ignorées pour se faire payer le prix de leur révélation ; 3° les agences matrimoniales ; 4° les bureaux de placement.

22. *Agences d'affaires litigieuses.* Au sujet des agences d'affaires litigieuses, encore faut-il se mettre en garde contre une tendance fâcheuse qui s'est manifestée à toute époque et que l'on a exprimée par ce brocart injuste « *Homme de loi, homme de proie* ». Huissiers, avoués, avocats, magistrats même, ont souvent été victimes de la malignité publique et ont servi de cible aux traits de maint écrivain. Rabelais, La Fontaine, Molière,

1. Le *Droit*, 1 novembre 1896.

Racine (1) pour ne parler que des* plus célèbres, ont contribué pour beaucoup à répandre cette idée fausse. Cujas, chez qui l'on est très étonné de trouver pareils sentiments, reproduit en l'approuvant le mot de Sénèque sur les avocats.

*Clamosa rabiosa fari jurgia vendunt,
Iras et verba locant* (2)....

Et ne traite pas mieux les avoués « *rapacissimo hominum genere* » (3). Les agents d'affaires, de qui ne sont exigés ni diplômes, ni garanties, et qui, en général, n'ont pas su organiser entre eux des associations dans lesquelles certains membres choisis auraient pu surveiller les agissements de chacun et faire respecter l'honorabilité de la profession, devaient prêter le flanc à de pareilles attaques ; et les notaires et les avocats ne se sont pas fait faute de les leur prodiguer.

23. « Quel est le rôle d'agent d'affaires, dit la

1. M. Obrin, avocat général à Nancy, a donné dans son discours de rentrée, un exposé complet des opinions manifestées contre les hommes de loi et les formalités de procédure. Discours rapporté dans la *Gazette des Tribunaux* du 18 nov. 1897.

2. Cujas, *Comm. in lib. III. Resp. Pap. ad legem, 7 mandati*.

3. *Ibid.*

« *Revue pratique du notariat* ? Il n'exerce pas
« un ministère ; c'est un mandataire qui fait au
« besoin la chasse au mandat et prend toutes les
« affaires telles qu'elles se présentent, bonnes ou
« mauvaises, honnêtes ou véreuses. Tout lui con-
« vient pourvu qu'il atteigne ce but : *gagner de*
« *l'argent en faisant des affaires*, et il en fait
« malgré tout..... Tandis que l'agent d'affaires
« n'est mu que par l'appât du gain, le notaire
« obéit à un devoir légal ; l'un pêche en eau trou-
« ble, fait des spéculations douteuses en y enga-
« geant ceux qui s'adressent à lui ; l'autre prête
« son ministère en ayant soin de s'abstenir de
« toute opération qui pourrait entacher son hon-
« neur ou compromettre sa dignité » (1).

Ce parallèle est fait en mettant en présence deux types trop absolus : d'un côté un agent d'affaires fatalement malhonnête, et de l'autre un notaire exact observateur des règles professionnelles ; c'est dire qu'il ne répond pas à la réalité. Si la profession d'agent d'affaires compte dans son sein des individus peu scrupuleux, il ne faut pas conclure de là que ce vice soit inhérent à cette profession ; de même, si le notariat est une institu-

1. *Revue pratique du Notariat*, année 1881, p. 690.

tion digne de toute estime, il n'en est pas moins vrai que des défaillances se remarquent parfois parmi ses membres et que depuis quelques années même elles ont une tendance à s'accroître. La moyenne des déconfitures et des destitutions qui était de 18 à 25 par an jusqu'en 1882 s'est graduellement élevée et déjà en 1887 elle atteignait 75, le triple (1).

« Aujourd'hui, dit M. Jolly, trop de notaires « cherchent dans l'accord factice de leurs clients « l'occasion d'une affaire lucrative ;... ce qui était l'accessoire est devenu le principal (2).... » C'est-à-dire que beaucoup de notaires se transforment en agents d'affaires ; cette tendance est l'un des symptômes de la crise qui sévit aujourd'hui sur le notariat, crise assez accentuée pour qu'on ait déjà songé à prendre des mesures pour y remédier (Décret du 30 janvier 1890). Il faut remanier l'organisation aujourd'hui surannée d'une institution qui est encore appelée à rendre de grands services (3). En matière de rédaction d'actes *sous-seing privé* les notaires, auxquels

1. *Journal Officiel*, 25 février 1889.

2. Jolly. *La France criminelle*. p. 259.

3. *Le Droit*, numéros du 20 nov. et du 9 déc. 1897.

on s'adressait presque toujours autrefois, voient leur rôle diminuer par suite de l'accroissement de l'instruction générale et de la concurrence que leur font les agents d'affaires. De plus à l'époque où l'on recherchait des garanties foncières pour le placement des capitaux, le notaire était tout indiqué ; mais aujourd'hui la richesse recherche de plus en plus la forme mobilière ; les fonds d'Etat, les valeurs commerciales, industrielles se sont multipliées ; chaque jour en voit surgir de nouvelles ; quels conseils un notaire peut-il donner à ceux qui recherchent cette forme de placement ? Comme on l'a dit fort justement : « C'est un petit Poucet qui se perd dans les forêts de la coté » (1). Les notaires ont donc tort de s'en prendre aux agents d'affaires à propos de la crise qu'ils traversent.

24. Les avocats eux aussi, voient d'un mauvais œil les agents d'affaires litigieuses. Les Conseils de leur ordre ont été d'avis que le seul fait d'avoir exercé cette profession crée pour l'avenir un obstacle à l'accès du barreau. Mais cette décision inspirée d'une défiance injuste parce qu'elle est trop générale, et basée sur une extension abusive don-

1. Le *Gaulois*. 2 mai 1896.

née à l'article 42 de l'ordonnance de 1822 (1), n'a guère obtenu de faveur que parmi les avocats (2). La jurisprudence n'a pas encore eu à se prononcer sur ce point précis, mais elle a tranché des litiges s'y rapportant, aux sujets desquels des opinions ont pu se manifester ; tout récemment, M. le conseiller Petit et M. l'avocat général Cruppi, concluant à la Chambre des requêtes, adoptaient l'opinion adverse (3). Au surplus l'incompatibilité absolue et durable que les avocats veulent voir chez qui a été agent d'affaires est si peu fondée qu'il existe des décisions en sens contraire émises du Conseil de l'ordre lui-même. En 1841, le Conseil « pensant qu'il a le pouvoir de rechercher l'esprit de l'art. 42, a admis au tableau le « sieur X... qui après avoir exercé la profession « d'agent d'affaires, avait été honoré d'une haute « magistrature (4)... »

1. Art. 42, *in fine* «... En sont exclues (de la profession d'avocat) toutes personnes *exerçant* la profession d'agent d'affaires. »

2. Liouville. *La profession d'avocat*, n° 20. Cresson. *Usages*, t. I, p. 107.

3. Note sous Cass. Sirey, 1896. 1. 169. Dans le même sens, Garsonnet. *Tr. de pr.* t. I, p. 427.

4. Mollot, *Règles de la profession d'avocat*, tome, I, r. 475.

Il n'est pas jusqu'aux agréés des tribunaux de commerce, qui ne repoussent toute assimilation avec les agents d'affaires. Or, nous verrons plus loin, que, dépourvus de tout caractère officiel et ne jouissant de certains privilèges que contrairement à la loi, ils sont de véritables agents d'affaires au sens légal de l'expression.

25. Révélateurs de successions. Il est une autre catégorie de bureau d'affaires qui, à raison de la nécessité où ils se trouvent d'agir dans l'ombre, paraissent au premier aspect devoir être réprouvés (1) : ce sont ceux qui révèlent des secrets et qui plus spécialement se livrent à la recherche des successions en déshérence et des héritiers inconnus qui ignorent leurs droits. Ce n'est pas au théâtre seulement, que des jeunes gens sans famille, trouvent au dénouement un père noble et

1. Plaidoirie de M^e Groualle, citée dans Demolombe, tome XXIV, n^o 335 *ter* « L'agent d'affaires avec toute
« son habileté, et parfois toute sa ruse, vient faire miroi-
« ter aux yeux de clients inhabiles à surveiller leurs in-
« térêts et obligés d'ajouter foi à ses paroles, un secret
« dont il ne manquera pas d'exagérer l'importance
« Vouloir appliquer, en pareille occurrence les règles c'est
« assurer l'impunité à la ruse ; c'est sacrifier le faible
« à des hommes qui pourraient être disposés à aller jus-
« qu'à la limite extrême de ce que la loi n'a pas défen-
« du..... »

généreux, ou qu'un oncle d'Amérique survient au bon moment pour faire la joie et la prospérité de ses neveux. Dans la réalité de ces faits se produisent. Il n'est pas étonnant que des gens aient basé leur spéculation sur la recherche de ces conditions qui s'ignorent et sur la révélation du secret qui qui rapprochera les intéressés.

Ils agissent en cachette, sans doute ; mais il ne faut pas induire de là que leurs manœuvres soient malhonnêtes ou même louches. La loi ne prévoit-elle pas l'utilité du secret ? Ne l'impose-t-elle pas souvent ? Le silence n'est-il pas pour ces agents d'affaires la condition du succès et le moyen normal de l'atteindre ? Veut-on qu'ils déclarent ouvertement ce qu'ils recherchent et ce qu'ils découvrent ? Leurs services courraient fort le risque de n'être pas rémunérés et ce serait exiger d'eux un dévouement inconnu dans les usages de commerce. Leur but final, comme celui de tout commerçant, est de gagner de l'argent et c'est chose légitime lorsque les moyens employés pour y arriver le sont eux aussi. Or, comment gagnent-ils leur rémunération ? En faisant connaître la vérité ignorée ; en révélant des droits méconnus ; en donnant aux intéressés la possibilité de les faire valoir. Ces actes ne sont-ils pas dignes d'estime ?

et le prix que les révélateurs stipulent en échange des secrets dévoilés, n'est-il pas légitimement acquis ? Ces secrets ne sont pas venus à leur connaissance, sans efforts et par le simple fait du hasard. S'il en était ainsi, on comprendrait à la rigueur qu'il y ait quelque indécatesse à ne pas les livrer gratuitement. Mais il en est autrement : outre qu'il y a un certain mérite, digne en lui-même d'une récompense éventuelle, à s'aventurer, à ses risques et périls dans des recherches dont le bénéfice direct sera pour autrui et qui peut-être n'aboutiront à aucun résultat « c'est seulement « grâce à des recherches inouïes, à l'application « persévérante d'une intelligence perspicace sub- « tile, à des avances considérables d'argent, enfin « à l'organisation coûteuse du matériel et du per- « sonnel de son établissement, que le chercheur « de successions est arrivé à conquérir sur l'in- « connu le secret dont il est en possession ; que « par conséquent ce secret est le produit de son « travail, la conquête de son intelligence et de sa « volonté. Dès lors ne serait-ce pas exiger de lui, « non pas un acte de charité, mais presque un « acte d'héroïque abnégation que de lui demander

« d'abandonner gratuitement ce qui lui a tant
« coûté à acquérir ? » (1).

*
**

26. Parlons maintenant des agences matrimoniales. Que n'a-t-on pas dit sur leur compte ? Le terme de proxénète leur a été souvent appliqué dans son sens le plus mauvais. Un opuscule humoristique, paru il y a une dizaine d'années se terminait par cette appréciation peu encourageante. « Ne laissons pas entrevoir la possibilité d'agences utiles et honnêtes ; il n'y en a pas et il ne saurait y en avoir ». Et l'auteur ne voyait d'autre solution à la question, que d'envoyer « les marieuses à St-Lazare » ! (2) C'est de considérations analogues que procède un article plus récent où il est dit, que sous prétexte d'établir des rapprochements entre les familles sans relations, elles n'avaient pour but réel « que d'extorquer le plus d'argent possible aux naïfs et aux désillusionnés ». Et l'on nous indique aussitôt quelques-uns des pro-

1. A. Thiroux. *Des chercheurs de successions*. Cette étude a paru également dans la *Revue pratique du droit français*, nos du 1^{er} et 16 avril 1867. En ce sens, Demolombe tome XXIV, n° 335 *ter*.

2. Pierre Simplicie. *Les agences de mariage*, Paris, 1885.

cédés employés pour arriver à cette fin ; ils constituent tous des escroqueries. De pareils agissements sont évidemment exclusifs de conventions valables, et s'il est vrai qu'ils soient habituels chez les agents matrimoniaux, nous ne comprenons pas que ceux-ci ne soient pas constamment en prison. L'art. 405 du Code pénal réserve, en effet, outre des amendes très fortes de un à cinq ans de prison à « quiconque... en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de « fausses entreprises, de pouvoirs ou d'un crédit « imaginaires, pour faire naître l'espérance ou la « crainte d'un succès, d'un accident ou de tout « autre événement chimérique, se sera fait remettre ou délivrer, ou aura tenté de se faire remettre ou délivrer des fonds... billets, promesses, « quittances ou décharges... » Il est certain, au contraire, qu'il y a des agences matrimoniales honnêtes et loyales. Il en est une qui a eu son heure de célébrité vers le milieu du siècle. Elle était dirigée par M. de Foy ; c'était un homme, riche, honorablement connu, jouissant de très bonnes relations, exer-

1. Larousse, Deuxième supplément au dictionnaire, v^o agences. Une série d'articles parus dans le « *Journal* », à partir du 28 juin 1896 sous la signature de M. Duval Georges sont animés d'un esprit analogue.

cant sa profession ouvertement. Plus de 10.000 mariages, dit-on, se sont faits par ses soins (1).

27. On est allé plus loin et non content de s'en prendre aux professionnels, on a soutenu que toute promesse contre salaire, de soins à donner pour la conclusion d'un mariage devait être considérée comme illicite. La controverse sur cette question date de loin et ne paraît pas près de prendre fin. Ulpien la tranchait dans le sens favorable ou courtage matrimonial. (2) Cujas, Domat, Odilon-Barrot, Berryer, Nouguier, (3) et de nos jours MM. Baudry-Lacantinerie, (4) Lyon-Caen et Renault (5) sont partisans de la même opinion. Mais la liste de ceux qui prohibent le courtage matrimonial n'est pas moins longue ; on y voit notamment : Demolombe, (6) Laurent (t. XVI, n° 15), Aubry et Rau (7) et M. Ruben de Couder (8). La jurisprudence s'est prononcée (9)

1. *Ibid.* D'après Larousse et M. Duval, il y aurait à Paris 100 agences connues de la police et réparties en trois classes, suivant le rang des personnes qu'elles mettent en relations.

2. *Digeste*, livre 50, titre 14.

3. Tribunaux de commerce, t. I, n° 330.

4. *Précis de droit civil*. t. II n° 852.

5. *Traité de Droit com.* t. I. n° 146.

6. *Cours du Code Napoléon* t. 24, n° 335.

7. Tome IV, p. 322, note 11.

8. *Dictionnaire de Droit com.* v° Agent d'affaires, n° 4 et 25.

9. Dans le dernier sens. Cass. 1^{er} mai 1855, D. 1856. I.

dans les deux sens, mais le plus souvent dans le dernier. La Cour de Poitiers (1) condamne d'une façon absolue et sous quelque forme qu'elles se manifestent, de pareilles conventions, car, suivant elle, « au point de vue de la morale, le mariage « qui est le lien le plus important de la vie, doit « en être aussi le plus saint et le plus sacré ; il « est du devoir de la justice de lui conserver cette « pureté qui en fait le mérite et la force. Que s'il « est permis à des tiers de s'interposer pour amener un rapprochement entre deux personnes que « des convenances réciproques paraissent devoir « unir, cette intervention, pour être morale, doit « être le résultat d'une affection sincère et désintéressée. Admettre qu'il en puisse être autrement, « ce serait avilir le mariage, qui deviendrait de « la sorte l'objet d'une industrie et d'un trafic « honteux (2). »

28. C'est aller trop loin. Nous sommes pénétrés de la grandeur et de la sainteté qui doit présider à un acte aussi grave auquel les religions ont

147 ; en note un très long rapport du conseiller Laborie. Arrêt Besançon, 6 mars 1895. *Gazette des Tribunaux* du 17 mars.—Contrà trib. Seine 6 janv. 1830. *Gaz. trib* 7 janv.

1. 9 mars 1853. D, 53. 1. 211.

2. Motifs cités dans le rapport du conseiller Laborie.

donné un caractère plus pur encore. Mais nous ne saurions faire abstraction du côté matériel qui lui est inhérent comme à toute chose humaine. N'y a-t-il pas des recherches à faire, des dispositions préliminaires à prendre? Ne se préoccupe-t-on pas, avant de conclure une union qui modifie si profondément le sort de ceux qui s'y engagent et à laquelle sont attachés le bonheur et le bien-être d'une famille probable, de prendre des mesures pour rendre ce sort heureux et ce bien-être certain? Ce sont là des actes matériels pour lesquels on demandera souvent l'aide des tiers. Sachons donc éviter l'équivoque sur laquelle est basé l'arrêt de la cour de Poitiers. Ce n'est pas le mariage en lui-même, comme il tend à le dire, qui participe à l'objet de la convention de l'intermédiaire; ce sont des soins à donner, des démarches à faire qui sont le seul objet de son obligation. Cette intervention n'a-t-elle pas son utilité et sa valeur? Ne se manifeste-t-elle pas sous la forme de services et s'il y a services, pourquoi n'y aurait-il pas rémunération? — Objectera-t-on que l'entremetteur étant salarié a un intérêt trop direct à la conclusion du mariage? que pour obtenir le consentement du parti que, l'on recherche, il est poussé à user de tous les moyens, y compris le dol et la

fraude ? Nous admettrions la valeur de cette objection dans le cas où le paiement du salaire est subordonné au succès. Alors, en effet, suivant l'expression employée par la cour de Cassation (dans l'arrêt célèbre de 1855 qui ne s'est prononcé que sur ce cas), le salaire apparaît moins comme la rémunération de services que comme une *prime à la réussite*, et il est non seulement possible, mais probable et presque fatal que l'entremetteur ne recule devant aucune manœuvre pour l'atteindre ; et nous comprenons que pareille convention soit réputée contraire aux bonnes mœurs.

Mais dans l'hypothèse normale, c'est-à-dire, lorsque l'entremetteur se charge de donner ses soins, en échange d'un salaire fixe, basé sur leur importance et leur valeur, nous nous trouvons en présence d'une convention aussi légitime que tout autre. Dira-t-on que les manœuvres déloyales de l'intermédiaire sont encore possibles et doivent être présumées ? Mais, s'il fallait annuler tout contrat dont l'exécution est susceptible de fraude, en resterait-il un seul debout ?

Nous admettrons donc, en principe, la validité du courtage matrimonial et par voie de conséquence, la légitimité de l'entreprise d'agence matrimoniale. Sans doute, il vaut toujours mieux, à

l'heure où l'on se détermine au mariage, agir soi-même ou avec l'aide de parents, d'amis ou de gens désintéressés. Mais pour ceux qui sont dépourvus de ces précieux auxiliaires (ils sont nombreux aujourd'hui, dans les villes), l'intervention d'une agence est utile et presque nécessaire.

L'opinion, nous l'avons dit, n'est guère favorable aux agents matrimoniaux. Leur entremise salariée choque encore nos idées. Pourtant, en Angleterre, elle est admise sans difficulté (1). La morale serait-elle chose variable suivant les pays ?

29. Chez nous, trop de prétendues agences matrimoniales ne sont, en somme, que des officines de prostitution. Sous le mot neutre d'*union*, elle proposent des marchés dans lesquels le mariage n'a rien à voir et dont le véritable objet se laisse facilement deviner. Ces agissements ont provoqué des plaintes et récemment encore M. le sénateur Bérenger (2) appelait l'attention du gouvernement sur la publicité donnée à des propositions dans le genre de celles-ci :

1. Le Code civil allemand promulgué en 1896, refuse toute action pour le paiement du courtage matrimonial (art. 656).

2. Séance du 8^e avril 1897.

Jeune femme du monde, ne se suffisant pas désire union sûre
avec un monsieur aisé.

Jeune homme de 25 ans, désire connaître pour union désintéressée
une dame de 40 ans (1).

On peut voir, tous les samedis, aux annonces d'un journal très en vogue à Paris, des propositions dans le genre des précédentes insérées à la rubrique *mariage*.

30. Bureaux de placement. De toutes les agences, celles qui subissent le plus d'attaques sont celles qui s'occupent du placement des ouvriers et employés. C'est surtout à Paris que la campagne a été vive ; elle a pris parfois la forme d'une émeute. En 1886 (2), une vive agitation est commencée par les garçons de café. Le 9 juin de la même année une ligue se forme. Le Conseil municipal et la Chambre des députés reçoivent une pétition couverte de vingt mille signatures. Bientôt on en vient à la violence : en 1888, quelques cafés sont saccagés, des tentatives d'explosion sont dirigées contre certains bureaux de placement, notamment le 5 décembre contre celui du numéro 103, de la rue St-Denis. Une série de propo-

1. Annonces citées dans le discours de M. Béranger.

2. En 1837 des manifestations avaient déjà eu lieu. En 1848, un décret du 8 mars supprima les bureaux de placement.

sitions de loi furent soumises à la Chambre. Elles vinrent en discussion, le 8 et le 9 mai 1893, sans amener de résultat. Le débat se rouvrit le 26 février 1897, et dura six séances. Le Sénat a repris la discussion le 28 janvier 1898 (1). Les textes votés par les deux Chambres ne concordent pas. Nous les reproduisons dans la seconde partie de cette étude. (V. n° 96 *infra*).

31. Au cours de la longue discussion de ces propositions au Palais-Bourbon, la question a été posée sous toutes ses faces. De nombreuses accusations ont été formulées contre les placeurs. On les a représentés comme des « bandits qui vivent de « la misère d'autrui, comme les chercheurs d'épaves vivent des naufragés (2) et dont l'industrie « n'est, pour qui va au fond des choses, que le prolongement de la traite des noires et de la traite des « blanches, ou plutôt n'est que la réunion, l'addition, « la synthèse de cette double traite (3). » Sous ces déclamations, il est facile de saisir le véritable mobile de la plupart des promoteurs de ces propo-

1. Séances de la Chambre du 26 février, des 5, 12 et 19 mars, des 2 et 9 avril 1897. Séances du Sénat du 28 janvier et des 18 et 19 février 1898.

2. Discours de M. Jourde. Séance du 9 mai 1893.

3. Discours de M. Jules Guesde. Séance du 26 février 1897.

sitions de loi. Ce qu'ils voulaient, en fin de compte, c'était moins supprimer l'industrie des placeurs que mettre le marché du travail, entre les mains des syndicats ouvriers. Cette tendance s'est affirmée sans ambages, lorsqu'on les a vu demander la prohibition du placement, même gratuit, par les sociétés de secours mutuels, les associations charitables et les sociétés de bienfaisance (1).

32. Pour si violentes qu'aient été les accusations formulées contre cette industrie, elle a pour elle le témoignage favorable de ses résultats. On sait que le décret de 1852 a été interprété dans ce sens, que, ne sont soumis à la surveillance administrative que les bureaux de placement payants et qu'il est loisible aux sociétés philanthropiques, aux syndicats, aux municipalités de faire des placements gratuits ; bon nombre de ces derniers, l'ont tenté ; or, il ressort d'une statistique officielle (2), qu'en 1891 les placeurs salariés ont effectué quatre fois plus de placements que tous autres bureaux gratuits, et que la même proportion s'établit entre les deux catégories de bureaux, sur les offres et les demandes d'emploi (3). Si les placeurs de profes-

1. M. Dejeante. Séance du 17 mars 1897 à la Chambre.

2. Discours de M. Guillemain qui cite l'*Office du travail*. Séance du 12 mars 1897.

3. Récemment encore, le *Moniteur des syndicats ou-*

sion peuvent tenir tête avec un tel succès à la concurrence des placeurs gratuits, il y a bien là, un indice certain que les services rendus par eux sont moins illusoires que ce qu'on veut bien le prétendre.

On a dit aussi qu'il n'était « pas juste de fonder « une industrie sur un salaire qui n'est pas en- « core né » que c'était « tuer le salaire dans son « germe » (1). C'est jouer d'équivoque ; l'industrie des placeurs n'est pas fondée sur le salaire, mais bien sur le placement, c'est-à-dire sur des efforts à faire pour procurer du travail et loin de tuer le salaire dans son germe, elle a, au contraire, pour effet de lui donner le moyen de naître. Il y a bien là un service rendu et il est juste que tout service soit rémunéré.

N'a-t-on pas encore accusé les bureaux de placement de provoquer la baisse des salaires : « Pour « la corporation des ouvriers boulangers, a-t-on « dit, qui se compose de 13.000 ouvriers, 3.500 à « 4.000 sont constamment occupés. Il en reste donc

ouvriers (n° du 28 nov. au 18 déc. 97), en était réduit à constater que les bureaux municipaux gratuits, n'avaient produit durant le deuxième semestre de 1897, que « d'assez minces résultats en égard à l'énorme masse de travailleurs inoccupés ».

1. M. Coutant. Séance du 26 février 1897 à la Chambre.

« 9.000 qui ne travaillent pas d'une façon assidue
« et qui alimentent par leur misère, les bureaux
« de placement » (1). Que peuvent les bureaux de
placement à ce déplorable état ? Est-ce que les syn-
dicats feraient mieux ? Peuvent-ils procurer des
places qui n'existent pas ? Pourquoi les rendre res-
ponsables des effets désastreux produits par ce
mouvement de plus en plus accentué, qui porte les
ouvriers à délaisser les campagnes et les centres
moyens pour accourir en masse à Paris et dans les
grandes villes ?

33. Sans distinguer entre les bureaux régulière-
ment ouverts et ceux qui opèrent clandestinement,
on leur a reproché encore de n'être que des mai-
sons interlopes servant de marché à la prostitu-
tion (2). De pareilles affirmations sont surprenan-
tes. Le bureau de placement est une des rares
agences d'affaires soumises à la surveillance admi-
nistrative. Le décret de 1852 est sévère à leur égard.
Il les astreint à demander une autorisation toujours
révocable quand ceux qui l'ont obtenue s'en mon-
trent indignes ; il édicte des peines contre ceux qui
se livrent au placement sans autorisation. Faire le
procès des placeurs revient donc à faire le procès
de l'administration chargée de les surveiller.

1. *Ibid.*

2. Même orateur. Séance du 6 mars 1897.

34. L'industrie du placement a été défendue par M. Yves Guyot en 1893 et par M. Guillemin en 1897. La Chambre a adopté la contre-proposition de ce dernier, dans ses principales dispositions. Elle a reconnu que les placeurs rendaient de précieux services aux travailleurs, mais elle a maintenu le principe de l'autorisation et la surveillance administrative afin de prévenir des abus et pour que l'on puisse donner la chasse aux bureaux clandestins.

35. Les quatre catégories d'agences que nous venons d'examiner sont celles contre lesquelles se sont surtout élevées les réclamations et qui jouissent le moins de l'estime publique. Quant aux autres (agences de brevets d'invention, d'assurances, de locations, de voyages, de publicité, etc), elles obtiennent, en général la même faveur que tout autre entreprise commerciale.

36. L'objet de l'industrie des premières aussi bien que des secondes est, en lui-même, licite. Il faut reconnaître pourtant que des abus sont trop souvent commis par les agents d'affaires. La loi n'exige d'eux aucune garantie, ni de capacité, ni d'honorabilité. C'est pour remédier à cela que fut déposée il y a 10 ans sur le bureau de la Cham-

bre une proposition de loi (1) dont l'exposé des motifs s'exprimait ainsi : « Les causes du mal peuvent se résumer en quelques mots : absence
« complète et constante de garantie à tous les
« points de vue, manque absolu de contrôle..... ;
« le passé, les antécédents, la moralité, la solvabilité, l'expérience, la compétence, les capacités,
« le souci des devoirs professionnels ... le respect
« des intérêts à lui confiés, ne sont-ils pas autant
« d'inconnues chez tout agent d'affaires ? Certes
« oui..... Personne n'a le droit de lui demander
« la preuve de ses dires ou la justification des
« titres qu'il se donne. Ainsi, il se dit juriconsulte ; il faut le croire ! Il s'intitule ancien notaire ; mais a-t-il abandonné cette carrière volontairement ou à la suite de quelque mésaventure ?
« Mystère ! Le coffre-fort installé en bonne place
« dans son cabinet est-il vide ou convenablement
« garni ? Mystère ! La provision qu'il vous demande de verser servira-t-elle vraiment aux démarches nécessitées pour suivre votre affaire, ou
« uniquement à alimenter son train de maison ?
« Mystère ? On pourrait continuer longtemps

1. Présentée par MM. Borie, Vacher, Labrousse, Deltestable et Brugellies. *Journal officiel* du 29 avril 1887 ; *documents parlementaires*, p. 1003 et s.

« cette série de questions et de réponses dubitatives. ».....

37. Si l'on ajoute à cela, que trop de gens sans scrupules et n'exerçant en fait que des professions innommables se dissimulent sous le titre d'agents d'affaires, on comprendra qu'il est urgent de prendre des mesures pour protéger le public contre l'état de choses actuel et pour mettre les agents d'affaires vraiment dignes de ce nom, à l'abri du discrédit jeté trop inconsidérément sur les membres d'une profession aussi recommandable en elle-même que tout autre.

CHAPITRE III

SYSTÈMES PROPOSÉS POUR SUPPRIMER LES ABUS

38. Les réclamations formulées contre les agents d'affaires sont trop nombreuses pour qu'on n'ait pas essayé de leur donner satisfaction. Le législateur de 1807 les avait, sans doute, entendues ou prévues, lorsqu'il rangeait l'entreprise d'agences d'affaires au nombre des actes de commerce. Il donnait par là un certain nombre de garanties au public : la célérité de la procédure commerciale, le pouvoir d'user de la contrainte par corps. C'est l'avis de nombreux auteurs qui voient dans cette disposition du législateur une manifestation de défiance à l'égard des agents d'affaires (1). Mais depuis 1867 la contrainte par corps est supprimée.

1. Bédarride, *La juridiction com.*, n° 270. Boistel, *Tr. de Dr. com.* n° 31. Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. I, n° 140 bis. Thaller, *Tr. élémentaire de Dr. com.*, n° 20.

Le remède paraît donc insuffisant et beaucoup d'autres ont été proposés.

39. Surveillance du ministère public. Certains pour empêcher le renouvellement des agissements si souvent reprochés aux agents d'affaires, voudraient les voir soumis à la surveillance du ministère public; et puisque notre organisation judiciaire n'a pas établi des membres du parquet auprès des tribunaux consulaires, ils désireraient que l'entreprise d'agence d'affaires ne fut pas réputée acte de commerce, ce qui la ferait rentrer dans le droit commun et la rangerait dans la compétence des tribunaux civils (1).

Cette mesure aurait sans doute de bons effets ; mais elle a l'inconvénient de supprimer les quelques avantages qui résultent de la commercialité : notamment la rapidité et le coût peu élevé de la procédure commerciale, et la possibilité de régler par la faillite une situation obérée.

40. Surveillance administrative. — D'autres ont voulu porter remède au mal en soumettant les agences d'affaires à l'autorisation préalable et à la surveillance exercée par l'administration. Ce régime existe en Allemagne pour l'Alsace-Lorraine (2).

1. Boistel *Traité*, n° 43. Lyon-Caen et Renault, *loc. cit.*

2. Loi du 19 mars 1884 concernant l'exercice de la pro-

Il fonctionne accidentellement chez nous et l'autorisation est indispensable à certaines agences (1), notamment aux bureaux de placement. Mais la campagne menée récemment contre les placeurs montre bien que ce régime n'est pas suffisant pour calmer les appréhensions que font naître les agences. Aussi est-il venu à l'esprit de certains d'établir à leur égard une réglementation étroite et sévère, leur imposant des conditions de moralité et de capacité aussi sérieuses que celles que l'on exige des officiers ministériels. C'est de là qu'est dérivée la

fession consistant à administrer les affaires d'autrui et à s'entremettre pour les conventions immobilières, les emprunts et les mariages,

« L'exercice de la profession d'agents d'affaires peut
« être interdit à ceux qui ne paraissent pas aptes à le
« remplir. Ceux qui veulent établir une agence doivent
« en avertir le directeur du cercle ou de la police de leur
« domicile ; le président de département prononce l'in-
« terdiction qui doit être motivée et contre laquelle l'in-
« téressé peut se pourvoir devant le Conseil impérial. Le
« ministre est autorisé à réglementer la tenue des livres
« des agents d'affaires et la surveillance qui peut être
« exercée à leur égard ; les contraventions sont punies
« d'amendes pouvant s'élever jusqu'à 100 marcs ou d'un
« emprisonnement de quatre semaines au maximum ».
Annuaire de législation étrangère, année 1884, p. 259 ;
Bertheau. *Répertoire raisonné de la pratique des af-
faires*. V^o agent d'affaires.

1. V. n^o 90 et suiv. *infra*.

Gazagnes

proposition de la loi (1) déposée à la séance de la Chambre du 28 octobre 1886 par M. Borie et quatre autres députés.

41. Réglementation proposée en 1887. — Le titre premier de la proposition divise en 14 classes les opérations qui vont être réglementées. Il est à noter que toutes les variétés d'agences d'affaires ne sont pas prévues dans cette longue énumération ; c'est ainsi que nous n'y voyons figurer ni les agences de publicité, ni les agences matrimoniales, ni les bureaux de placement. Or nous avons vu précédemment que ces deux dernières catégories d'agences sont peut-être celles contre lesquelles se sont élevées le plus de plaintes. On pourrait donc faire à cette proposition de loi le reproche d'être incomplète.

En revanche les titres suivants multiplient à l'excès les futures obligations imposées aux agents d'affaires. Ils déterminent les conditions d'âge, de nationalité, de capacité qu'il faudra fournir (art. 2) Il faudra produire de nombreuses pièces justificatives, demander une autorisation (art. 3) ; verser un cautionnement élevé (art. 10) ; s'astreindre à de nombreuses formalités d'écritures sur des ré-

1. *Journal officiel*, Documents parlementaires. Session extraordinaire de 1887, p. 1003 et suiv.

gistes spéciaux divisés en un nombre déterminé de colonnes (art. 12) ; subir des inspections « à des « époques indéterminées » (art. 15) ; obéir à des tarifs d'émoluments (art. 19)..... et à bien d'autres formalités plus inquisitoriales les unes que les autres Les amendes des contraventions à la tenue des répertoires « seront exigibles sur la simple constatation des contraventions en la même forme « et de la même façon que celles concernant les répertoires des *officiers ministériels* (art. 20). ».

Parmi les nombreuses pénalités édictées par la proposition de loi, relevons celle-ci. « L'absence d'autorisation entraînera les pénalités édictées par le Code pénal pour *usurpation de fonctions*... (art. 21 B). Pourquoi s'arrêter en route et ne pas proposer tout de suite la création de nouveaux offices ministériels ? La situation serait plus nette. D'après cette proposition de loi, les agents d'affaires seraient astreints à toutes les formalités et à toutes les obligations imposées aux officiers ministériels sans avoir aucun des avantages réservés à ceux-ci. Elles les ferait passer de l'état de liberté absolue où ils se trouvent encore, à une situation que l'excès de surveillance et de réglementation rendrait intolérable.

Depuis 1887, date de son dépôt sur le bureau

de la Chambre, il n'a plus été question de cette proposition.

42. *Surveillance corporative.* Peut-être vaudrait-il mieux que les agents d'affaires honnêtes et soucieux de la bonne renommée de leurs professions organisassent eux-mêmes une surveillance réciproque. La loi de 1884 sur les syndicats professionnels leur en fournit les moyens. Pourquoi, à l'exemple de certains coulistiers (1) et des agents de brevets d'invention, ne se constitueraient-ils pas en compagnies dont l'entrée ne serait accessible qu'aux gens dont la réputation serait à l'abri du reproche et dont les capacités professionnelles seraient jugées suffisantes ; dans lesquelles certains membres pourraient être chargés, en vertu de statuts préalablement établis, de surveiller les actes de chacun et de signaler ceux qui seraient repréhensibles. Malheureusement, la loi sur les syndicats n'a pas produit tous les heureux résultats qu'on attendait d'elle. C'est un fait trop fréquent aujourd'hui, la plupart de ces associations, loin de rester strictement professionnelles et de

1. V. Léon, *La coulisse et ses opérations*, thèse de Paris, 1896. Les hommes d'affaires de la Seine, certains placeurs ont également formé des syndicats. Les agréés, par la réglementation que leur imposent les tribunaux de commerce, sont également constitués en corps.

faire l'union entre les membres d'une même profession, sont plutôt devenues des organes de discorde et de lutte. Si l'on réagissait contre cette tendance, si l'on conservait aux syndicats la nature que la loi leur a donnée, nous croyons que spécialement dans le cas qui nous occupe, ils rendraient les plus grands services,

43. *Registre du commerce* (système proposé)
Toutes les propositions que nous venons d'énumérer et qui ont été émises pour remédier à la situation dans laquelle se trouvent les agences d'affaires en France, ou bien présentent des difficultés d'exécution, ou bien sont inefficaces pour pallier le mal. Existe-t-il une solution de ce difficile problème ? Nous croyons que si l'on introduisait chez nous une institution qui fonctionne à la satisfaction générale dans de nombreux pays étrangers, on préviendrait beaucoup d'abus. Nous voulons parler du registre de commerce (1).

1. On peut faire remonter l'origine de cette institution au ^{xiv}^e siècle. A Barcelone, centre commercial important à cette époque, la Louga, corporation marchande, possédait des registres sur lesquels les membres admis étaient immatriculés (V. *Annales de dr.com.* 1897, p.240). Toutefois ce n'est que dans le courant du ^{xix}^e siècle que l'Allemagne a donnée au registre du commerce la forme d'un système complet de publicité et de garanties à l'égard des tiers.

En somme qu'a-t-on à redouter des agents d'affaires ? D'abord le renouvellement trop fréquent d'agissements pour lesquels les tribunaux de commerce ne sont pas assez vigilants ou sont insuffisamment armés ; et ensuite la facilité avec laquelle certains individus dissimulent leurs actes inavouables en se couvrant du titre d'agent d'affaires. Le registre de commerce a justement pour effet d'obliger les commerçants à déclarer leur nom et le véritable objet de leur entreprise à peine d'être privés de droits que cette qualité confère, bien qu'ils soient tenus des obligations que cette qualité impose.

L'Allemagne connaît le registre du commerce qu'organise une loi de 1861 et que maintient le Code de commerce de 1897. Il est admis dans beaucoup d'autres pays (1).

Dans les pays régis par le Code de commerce allemand, il existe au greffe des tribunaux de bailage ou régionaux, un registre appelé *Handelsregister*, sur lequel les commerçants établis dans le ressort sont tenus de faire inscrire le nom sous le-

1. L'Autriche en 1861 ; le Chili, en 1865 ; la Hongrie en 1875 ; l'Italie en 1882 ; la Suisse en 1883 ; la Roumanie en 1884 ; la Suède en 1885 ; le Portugal en 1888 ; le Mexique en 1889 ; la République Argentine en 1890.

quel ils exercent leur profession et qui leur sert de signature, ceux de leurs fondés de pouvoirs, le genre des opérations qui font l'objet de leur commerce, le nombre et la désignation de leurs succursales, etc. Toutes les modifications importantes qui surviennent au cours de l'existence de l'entreprise, telles que les adjonctions ou séparations d'associés, vente du fonds, faillite, etc., sont également portées sur le registre. Le greffier, sous la surveillance du tribunal, procède à l'inscription et veille à ce qu'aucune similitude de noms ne puisse produire de confusion. La publicité la plus grande est donnée au registre. Le premier venu peut consulter les inscriptions, qui de plus, au fur et à mesure qu'elles se produisent, sont insérées dans des journaux désignés par le tribunal.

44. Voici quels sont les effets de cette institution : d'abord, le commerçant qui ne s'est pas fait inscrire est passible d'une amende ; de plus (et c'est là le plus important), bien qu'il soit soumis à toutes les obligations imposées aux commerçants, il ne peut se prévaloir des avantages que la loi leur concède (électorat, éligibilité au tribunal). En outre, *« le renvoi devant la juridiction commerciale ne peut être réclamé que par un commerçant « immatriculé quand la compétence de cette ju-*

« *ridiction dépend de la qualité du défendeur* » (Loi allemande de 1867, art. 113) (1). Pour éviter toute tentative de fraude, le Code suisse des obligations, n'admet même pas que l'établissement commercial soit géré sous le nom du prédécesseur (art. 874).

45. De tous les projets que nous avons énumérés, c'est ce dernier qui nous paraît préférable. Nous pensons que l'introduction en France de pareilles mesures aurait les plus heureux effets pour tous les commerçants en général, et plus spécialement au sujet de la matière qui nous occupe. On préviendrait ainsi les abus qui se commettent trop souvent parmi les agents d'affaires, aussi bien parmi ceux qui ont droit à ce titre, que parmi ceux qui ne s'en servent que pour abriter leurs pratiques illicites. Ils se verraient dans l'alternative ou d'avouer le véritable objet de leur entreprise ou de se voir exposés à la compétence des tribunaux civils et à la surveillance du ministère public. Cette mesure laisserait intact le principe de la liberté du commerce. Les agents d'affaires

1. Lyon-Caen et Renault, *Traité de Dr. com.* tome I, n° 194 bis. Raoul de la Grasserie, articles parus dans la *Revue du Commerce et de l'Industrie*, année 1895, p. 303, 337, 385.

honnêtes n'auraient aucune raison pour ne pas dévoiler leur nom et la véritable nature de leurs opérations. Ils y trouvaient même l'avantage d'une certaine publicité. De plus, le public aurait dans le registre du commerce une source de renseignements sûrs et précis. Il y aurait en outre, peu de chose à faire pour réaliser cette réforme. Notre législation s'est en effet partiellement engagée dans cette voie en organisant la publicité du contrat de mariage des commerçants, de l'autorisation donnée au mineur et à la femme mariée et des sociétés de commerce (1). Il suffirait de donner à ces mesures l'extension et la généralité qu'elles ont reçues dans de nombreux pays.

1. Une nouvelle mesure dans ce sens vient d'être prise. La loi du 1^{er} mars 1898 établit la publication, sur un *registre* tenu au greffe consulaire, de tout nantissement d'un fonds de commerce.

ÉTUDE JURIDIQUE

PRÉLIMINAIRES

46. « La loi répute acte de commerce..... «....
« toute entreprise.... d'agences, bureaux d'affai-
« res. » Ainsi s'exprime l'article 632. (C. com.) Par-
tant de ce texte, les auteurs sont arrivés à des con-
clusions qui ne concordent guère. — Avant de nous
engager plus avant dans cette étude, nous allons
rapporter brièvement les diverses opinions émises.

47. Et d'abord, que doit-on entendre par « agent
d'affaires » ? Plusieurs ont hésité au moment de
donner une définition et ont cru mieux faire pour
fixer les idées de donner des exemples et de se
contenter d'une énumération.

« Les agents d'affaires, dit Nouguier, guident
« le plaideur au début de son procès ; — poursui-
« vent auprès des administrations le recouvre-
« ment des créances méconnues ; — négocient

« pour leur client, des valeurs dont le produit
« immédiat est utile ; — perçoivent les arrérages
« des rentes sur l'Etat ou sur les particuliers ; —
« pénètrent même dans l'intérieur des familles et
« mettent en rapport des personnes inconnues
« l'une à l'autre et qui désirent contracter ma-
« riage, — fournissent des placements pour les
« capitaux ; — gèrent les fortunes des grands pro-
« priétaires ; — dirigent les opérations des
« faillites ; — s'occupent de traduire en langues
« diverses les documents qui leur sont remis ; en
« un mot, ils donnent la direction à tous les in-
« térêts, acceptent tous les mandats et spéculent
« sur le salaire que mérite leur empressement à
« satisfaire tous les besoins » (1). D'autres ont
été plus hardis et ont essayé de condenser dans
une formule les éléments fondamentaux des agen-
ces d'affaires. La cour de Colmar a vu en elles
« une spéculation d'abord lieu à des transactions
« entre les agences et leurs clients et à l'émission
« d'effets qui le plus souvent sont négociables ;
« nécessitant, en outre, des paiements et des re-
« couvrements, des correspondances, des tenues
« de livres, c'est-à-dire toutes opérations qui sont

1. Nouguiér, *Tribunaux de com.*, tome I p. 427,

« propres au commerce ». (1) Citons encore la définition donnée par MM. Lyon-Caen et Renault : « Est agent d'affaires celui qui fait profession de donner, moyennant salaire, ses soins aux affaires d'autrui » (2).

48. Mais le désaccord règne surtout au sujet de la nature juridique des relations entre les agents d'affaires et leurs clients. Tandis que les uns y voient invariablement un contrat de mandat (3), les autres pensent que le contrat intervenu est un louage de services (4). Cette question est d'une grande importance car le mandat et le louage obéissent à des règles différentes.

49. Telles sont les principales opinions émises jusqu'à ce jour sur cette question si obscure.

1. 26 février 1839. *Jour. Pal.*, 39. 1. 256.

2. *Traité de Dr. com.* tome I, n° 140. — V. notre définition, n° 61. *infra*.

3. Ruben de Couder. *Dictionnaire de Droit com.*, V° Agent d'affaires, — Thaller, *Traité élémentaire*, n° 20. — Valabrègue, *Nouveau cours de droit com.*, n° 33. — Dalloz, *Répertoire*, v° agent d'affaires. — Poincaré, *La grande encyclopédie*, v° agent.

4. Pardessus ; *Droit Com.* tome I, page 46 ; Lyon-Caen et Renault, *Traité* n° 140 *bis*. D'autres y voient des contrats de nature mixte tenant du louage et du mandat. D'autres, considèrent certains contrats d'agence d'affaires comme des contrats innommés (Baudry-Lacantinerie et Barde, *Des obligations*, tome I, p. 17).

Avant de l'aborder, nous avons tenu à rappeler les avis de ceux qui l'avaient déjà examinée. D'une façon générale, les auteurs parlent très sommairement des agences dans leurs commentaires sur l'art. 632; et nous venons de voir qu'ils interprètent diversement la volonté de la loi; si l'on ajoute à cela, que les décisions de la jurisprudence, à cause de leur contrariété, ne peuvent être réunies en un ensemble rationnel, on comprendra combien est instable et peu sûr, le terrain sur lequel nous allons pénétrer.

50. *Division.* — Dans un premier titre, nous étudierons les agences d'affaires considérées en tant qu'entreprise commerciale; nous essaierons d'en faire l'analyse; d'y rapporter les nombreux types d'agences existant aujourd'hui; de voir les conséquences du caractère commercial que la loi leur attribue et les obligations spéciales auxquelles elle astreint certaines d'entre elles.

Dans un second titre, nous examinerons les rapports de droit créés entre les agents d'affaires et leurs clients, et les diverses conséquences des contrats intervenus.

TITRE PREMIER

LES AGENCES D'AFFAIRES ÉTUDIÉS EN TANT QU'ENTREPRISES COMMERCIALES.

CHAPITRE PREMIER

ANALYSE DE L'ENTREPRISE D'AGENCES D'AFFAIRES.

51. Pourquoi l'entreprise d'agences, bureaux d'affaires se trouve-t-elle énoncée dans l'article 632? Cette question a fixé l'attention de maint auteur. Suivant que l'on adoptera telle ou telle théorie de la commercialité, cette énonciation sera ou ne sera pas rationnelle. Pour les partisans de l'idée de spéculation (Nouguier, Massé) les agents d'affaires sont bien à leur place dans cet article. Mais pour ceux qui admettent l'idée de circulation, ces mêmes agents ne sont pas à leur place dans la famille commerciale(1). A raison des corrections et des restric-

1. Thaller, *Traité élémentaire*, n° 20. *Annales du dr*,

tions que les partisans de systèmes absolus sont obligés de faire, il est permis de penser que le législateur n'a pas obéi à une idée d'ensemble tirée de la nature des choses. Aux économistes seuls, le droit de dire que « le commerce est la systématique de l'échange (1) ».

52. Le rôle du législateur est tout autre. Il s'inspire sans doute des données de l'économie politique et des sciences morales en général, mais il a surtout en vue de régler pratiquement les rapports des hommes. Il comprend que les prescriptions du droit civil et de la procédure correspondante n'ont pas assez de souplesse ou d'empire eu égard à certains faits, et se voit contraint de faire des lois exceptionnelles et parmi celles-ci est la loi commerciale.

L'article 632 où les catégories d'actes de commerce, réputés tels par le législateur se présentent sans ordre, montre bien qu'il n'est pas dérivé d'une idée d'ensemble. « Ces actes ne trouvent pas leur définition dans des conditions absolues de droit et de justice ; *ils sont soustraits au droit com.*, annexée 1895 p. 184. Courte étude sur les actes de com.

1. Leroy-Beaulieu. *Traité théorique et pratique d'économ. politique*, t. III. p. 13.

« *mun pour des raisons d'utilité pratique*, de telle
« sorte que des faits, souvent peu différents au
« point de vue rationnel, sont traités différemment
« par la loi, parce qu'au point de vue pratique, il
« n'y a pas le même intérêt à les ranger tous dans
« la classe des actes de commerce. » Ainsi s'expriment nos maîtres MM. Lyon-Caen et Renault (1) ; et cette explication des motifs déterminants du législateur rend plus forte l'opinion généralement admise par les auteurs, que les agences et bureaux d'affaires n'ont été astreints aux règles commerciales que sous l'influence d'une idée de défiance (2). Ce serait pour donner des garanties plus étroites et des voies de recours plus commodes et plus rapides à leurs clients, que ces entreprises auraient été commercialisées. Cette solution est corroborée par les considérations historiques que nous avons données au début de ce travail. Durant la période révolutionnaire et jusqu'en 1807, les nombreux agents d'affaires qu'avait fait naître l'instabilité des fortunes et des lois, s'étaient livrés à des pra-

1. *Traité de dr. com.*, t. I, n° 103.

2. Vincens croit pourtant que l'admission des agences au rang d'actes de commerce dérive de leur vague ressemblance avec l'entreprise de commission. V. *Exposition de la législation com.* t. I, p. 134.

tiques abusives et avaient donné matière à des plaintes trop fréquentes : il était à prévoir que ces agissements se renouvelleraient par la suite ; telle est vraisemblablement l'idée qui a motivé l'insertion des agences dans l'article 632.

53. Cet article répute acte de commerce l'*entreprise* d'agences, bureaux d'affaires, et cette place, ce mot a une signification spéciale : on entend par là, une série d'actes qui, pris isolément ne seraient pas réputés commerciaux, mais qui le deviennent par suite de leur fréquence, de leur répétition par un même auteur. Il existe entre eux, outre une analogie réciproque, deux liens qui en font un agrégat auquel la loi attribue une qualité particulière : d'abord le temps ; ensuite la personne qui les accomplit. Nous disons donc qu'un acte isolé d'agence d'affaires n'est pas commercial ; et que cette qualité ne lui est attribuée que s'il fait partie intégrante d'un ensemble déterminé d'actes analogues.

54. Faut-il s'attacher étroitement au terme « *bureaux* » et exiger, pour que cette entreprise soit réputée acte de commerce, qu'elle soit en quelque sorte matérialisée et rendue apparente par une certaine publicité, un certain appareil intérieur et extérieur résultant de l'établissement d'un bureau, d'un cabinet ouvert au public et à lui annoncé par

des prospectus ou une enseigne? C'est l'avis de Bédarride (1), de Bravard et Demangeat (2) et de M. Ruben Couder (Dictionnaire V^o agent d'affaires n^o 4). Nous ne saurions partager cette opinion. D'une façon générale, pour être considéré comme commerçant, il n'est pas nécessaire d'exercer ostensiblement des actes de commerce. Le mot « *notoirement* » qui se trouvait dans le projet de l'art. 1, fut supprimé à bon escient au cours des travaux préparatoires du Code de commerce. Dès lors, comment croire que le législateur, dont la défiance s'est manifestée à l'égard des agences et qui, sous l'empire de cette idée, les a commercialisées pour leur imposer une certaine contrainte, leur ait laissé la faculté d'échapper à cette contrainte, en se dissimulant. L'effet direct de l'opinion de Bédarride serait de créer une prime à la clandestinité. On ne doit pas, selon nous, s'attacher si étroitement à la lettre de l'art. 632. Si le législateur a employé les expressions de *bureaux*, c'est moins pour ne rendre commerciales que celles qui apparaissent avec un certain appareil intérieur et extérieur, que pour exprimer simplement sa pensée en désignant les agences par les noms qui correspondent aux formes sous les-

1. *La juridiction commerciale*, n^o 271.

2. Tome VI, p. 357.

quelles elles apparaissent habituellement. Nous concluons donc que l'ouverture publique d'un bureau n'est pas nécessaire pour qu'une entreprise d'agence d'affaires soit réputée commerciale, et que, comme pour les autres entreprises énoncées au Code, ce caractère résultera de l'accomplissement par un même individu de faits analogues, suffisamment répétés pour constituer un ensemble d'une certaine importance (1).

§§. Mais si le fait d'avoir bureau notoirement ouvert n'est pas nécessaire, il est suffisant pour qu'il y ait acte de commerce. Prenons un exemple ; quelqu'un loue un appartement, il y installe un personnel, il offre au public par des prospectus ou une enseigne de se charger de la gestion de telles ou telles affaires ; ou encore, il achète pour en continuer l'exploitation le fonds d'un agent d'affaires. Peu importe qu'il ne se soit pas encore livré aux actes de sa profession, il faut voir en lui un commerçant et un agent d'affaires (En ce sens ; Pardessus, cours, n° 78 ; — Bravard ;

1. Dans ce sens, on peut invoquer les nombreux arrêts (voir *infra*, n° 56) par lesquels des notaires, des avoués, etc. (qui n'auraient pu s'offrir publiquement comme agents d'affaires sans être aussitôt suspendus ou révoqués) ont été considérés comme tels lorsqu'en fait ils s'étaient livrés aux actes de cette profession.

Traité, tome I, page 57. — Boistel, *Précis*, n° 55 ; — Lyon-Caen et Renault ; *Traité*, tome I, n° 207. — Les tribunaux ont plusieurs fois jugé en ce sens V°, *Gazette du Palais*, répertoire, V° acte de com. n°s 149 et 156. — En sens contraire Beslay ; *Des Commerçants*, n° 62.

56. Cette profession est souvent accessoire à une autre : ainsi, les banquiers se livrent souvent à la recherche et à la vente de renseignements commerciaux ; la plupart des journaux sont en même temps des agences de publicité ; certains même se chargent, moyennant salaire de la gestion d'immeubles..... ; partout où elle apparaît, l'entreprise d'agences d'affaires doit être considérée comme acte de commerce.

Il faut admettre cette solution, même dans le cas où des actes d'agence d'affaires sont exercés par quelqu'un dont la profession principale est incompatible avec une profession commerciale ; il est de fait, que de nombreux notaires sont enclins à sortir du cercle des opérations dans lequel leurs règles professionnelles les confinent (1) ; s'ils font habituellement des actes d'agents d'affaires, on doit les considérer comme tels et leur appliquer au besoin les sanctions de la loi commerciale (fail-

1. Voir *suprà*, n° 25.

lite compétence, liquidation judiciaire, banqueroute, etc) (1). Il en est de même pour les avocats (2), les avoués (3), les huissiers, etc.

57. Mais comment établira-t-on l'existence de l'entreprise et par conséquent la commercialité de l'agent d'affaires? Par tous les moyens possibles et la décision du juge sur la preuve des faits est souveraine et échappe au contrôle de la cour de cassation (Boistel; *Manuel de droit com.* n° 32.—Lyon-Caen et Renault; *Traité*, tome I, n° 197).

58. Tel est le premier élément (agrégation à une entreprise) indispensable pour qu'un acte de gestion soit considéré comme acte d'agent d'affaires et par conséquent comme commercial. Il en est d'autres encore. Il faut que ce fait soit accompli par son auteur avec l'intention d'en retirer un bénéfice; il faut que les relations entre agent et client soient à titre onéreux. Si la spéculation se rencontre parfois dans des actes non-commerciaux, il n'en est pas moins vrai que le commerce ne se conçoit pas sans la spéculation (Lyon-Caen et Renault, *Traité*, tome I, n° 103.—Thaller, *Traité élé-*

1. Cass. 15 avril 1844, Sir. 44. 1. 540. Cass. 9 août 1849, Sir. 49. 1. 617. Cass., Req. 15 janvier 1895, Dalloz, 95. 1. 40.

2. Montpellier, 11 mars 1844, Sir. 1844. 1. 351.

3. Rennes, 11 mars 1851, Sirey, 52. 2: 353.

mentaire n° 824). Donc la *non-gratuité* est le second élément de l'agence d'affaires.

59. Nouvel élément à déterminer : en quoi consistent les services rendus par les agents d'affaires à leurs clients ? Quels sont les actes qui donnent à une entreprise la physionomie d'agence ? Les termes de l'art. 632 (toute entreprise d'agences (1) bureaux d'affaires), ont un sens très large. La nature des affaires (2) à gérer, la forme sous laquelle se manifestent les actes de ces gestions

1. A la fin du XVIII^e siècle le mot agent n'était guère appliqué, dans le langage du droit, qu'aux agents de change et aux agents du clergé (*Encyclopédie*, 1778, V^o agent)

On doit l'entendre comme synonyme de régisseur et de gérant. A partir de la Révolution son usage devint fréquent. La cause en est à un décret du 7 ventôse an II, par lequel « la convention nationale, sur la demande faite
« par les régisseurs des poudres et salpêtres de changer
« leur titre qui rappelle le souvenir de la royauté odieuse
« à des républicains, décrète que les mots agents et agences
« ces seront partout substitués aux mots régie et régisseurs.. » V. *Collection générale des Lois*, t. XVII, p. 520.

2. Le mot *affaires* est un de ceux qui défient l'analyse. On peut entendre par là tous les actes qui ont pour but de réaliser des bénéfices, d'obtenir des avantages pécuniaires et même moraux ; c'est en un mot le jeu des intérêts et l'agence d'affaires apparaît comme une sorte de terrain vague dans lequel on peut faire rentrer toutes les spéculations qui ne sont pas autrement nommées par

sont indifférentes. Telle est l'opinion généralement admise (1). Dans le chapitre suivant nous donnerons une énumération détaillée des nombreuses variétés d'agences existant aujourd'hui.

60. Ainsi entendue sans restrictions la sphère d'application de l'agence d'affaires comprendrait les actes de courtage et de commission ; et le fait est qu'il est presque impossible de différencier rationnellement le commissionnaire et le courtier de l'agent d'affaire.

Tous font profession de donner leurs soins aux affaires d'autrui. Frappé de ce trait de ressemblance, M. Thaller dans son récent ouvrage (2) trouve qu'ils ont entre eux une certaine *affinité*.

le Code de commerce et qui ont pour objet la prestation de services quelconques et la satisfaction des intérêts les plus divers.

1. Beslay (*Des commerçants* n° 24) partisan de la théorie de la circulation distingue suivant que les agents d'affaires font ou ne font pas acte d'entremise. Dans le premier cas, ils seraient commerçants ; dans le second cas ils ne le seraient pas. Cette opinion est isolée.

A un autre point de vue, la Cour de Bruxelles a jugé que seuls, les agents d'affaires qui donnaient leurs soins aux affaires commerciales étaient commerçants. *Sic*: Locré, *Esprit du Code de com.*, t. VIII, p. 290. En sens contraire, presque tous les auteurs et une jurisprudence constante.

2. *Traité élémentaire de droit com.*, n° 20.

Cette affinité est si marquée, que, si le législateur n'avait pas pris la peine de commercialiser expressément l'acte de courtage et l'entreprise de commission, il est fort probable que la doctrine et la jurisprudence les auraient tout de même fait rentrer dans la famille commerciale en les considérant comme des variétés de l'agence d'affaires. Une telle interprétation aurait été légitime ; si, en fait, elle n'est pas nettement formulée, elle se trouve en puissance dans les nombreux commentaires et les nombreux arrêts où les mots agence et courtage sont pris confusément l'un pour l'autre (1). Pour nous, l'acte d'agence d'affaires est le genre, dont l'acte de commission et l'acte de courtage sont deux espèces, espèces que le législateur a individuellement nommées et qui par suite de

1. Une vive controverse règne à propos des caractères distinctifs du contrat de commission. V. Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. III, n° 412 et suiv. — Thaller, *Traité élémentaire*, n° 923 et suiv. « La question doctrinale, dit « M. Thaller, n'a du reste qu'un médiocre intérêt dans « la pratique. La profession rétribuée d'intermédiaire « rentrera dans la donnée de l'agence d'affaires si elle ne « dépend point de la commission, ce qui a toujours pour « effet de soumettre l'agent à la compétence des tribunaux de commerce ainsi qu'à la faillite. Seule paraît « engagée dans le débat la partie du privilège du commissionnaire établi par l'art. 95 : il faut le refuser à un « simple agent d'affaires ».

cette circonstance, ont une existence distincte en apparence. Dans les pages qui suivent, nous étudierons les agences d'affaires proprement dites en laissant de côté le courtage et l'entreprise de commission.

* *

61. Mais la portée d'application que nous venons de reconnaître à l'acte d'agence d'affaires est trop grande encore : ainsi entendue, elle comprendrait des opérations faites professionnellement par des gens auxquels la spéculation et le commerce sont interdits. Les avoués sont des mandataires habituels ; les avocats plaident pour autrui... pourtant il ne faut pas voir en eux des agents d'affaires (pas plus qu'en tout officier ministériel) parce que les règles qui constituent leur charte privée, leur ont attribué un titre officiel et un monopole, à charge pour eux de s'abstenir de toute spéculation (1). La multiplicité des services salariés rendus par eux au public conformément aux règles de leur profession respective, ne peuvent constituer une entreprise commerciale et l'on ne saurait voir en eux des agents d'affaires.

1. Il est souvent difficile de déterminer quels sont les actes permis ou interdits aux avoués, aux avocats. Les barreaux de France ont parfois des règles différentes. V. Sirey, 1895. 2. 29 notes.

62. Tels sont les éléments que relève l'analyse. On peut les condenser dans cette formule qui résume ce chapitre : *Est agent d'affaires celui qui fait entreprise de donner ses soins moyennant rétribution aux affaires quelconques d'autrui (courtage et commission mis à part) sans que la prestation de tels faits soit réservée à certaines personnes revêtues d'un caractère officiel.*

CHAPITRE II

REVUE DES AGENCES D'AFFAIRES

63. Pénétrons maintenant dans le domaine des faits et passons la revue des diverses agences que l'on doit faire rentrer dans le cadre théorique que nous venons de tracer. Elles sont nombreuses, car ce cadre jouit, suivant l'expression de M. Thaller, d'une singulière *élasticité d'application* (1). Rappelons-nous que l'agence d'affaires est souvent dissimulée, jointe accessoirement à quelque autre entreprise, à quelque autre série d'opérations de nature sensiblement différente ; et de plus, que s'il est beaucoup d'agences qui se spécialisent dans telle ou telle catégorie d'affaires de même nature, il en est aussi beaucoup qui se livrent aux actes les plus variés. A ce dernier point de vue, la lecture du Bottin est instructive.

64. *Agents d'affaires litigieuses.* — Les premiers

qui s'offrent à nos yeux sont ceux qui se chargent de diriger les affaires litigieuses d'autrui devant les tribunaux auprès desquels la postulation n'est pas réservée à des procureurs officiels (tribunaux de commerce, justices de paix). Il se présentent au public sous des noms divers : *bureau de contentieux*, *agence d'expropriation*, *agences en détaxe*, toutes dénominations que l'on peut faire rentrer dans le titre générique d'agence d'affaires litigieuses.

Agréés. — On doit également voir un simple agent d'affaires litigieuses, en celui qui est *agréé* par un tribunal de commerce. La constitution d'un corps d'agréés à qui l'on attribue des privilèges, un costume, à qui l'on fixe des tarifs, excède les pouvoirs des tribunaux. Elle est en flagrante opposition avec l'art. 5 du Code civil (1) et les art. 421 et 414 du Code de procédure civile. De plus, les privilèges dont les agréés jouissent dans l'exécution de leurs mandats et même le seul fait d'être recommandé au public par préférence

1. Cass. 25 juin 1850, S. 50. 1. 743 ; D. 50. 1. 228. Avis du Cons. d'Etat du 9 mars 1825, *Sic* : Oudin, *Le monopole illégal des agréés* ; Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. I, n° 352 ; mais ces auteurs reconnaissent aux tribunaux le droit de recommander les agréés. Lyon-Caen, *Revue critique*, 1884, p. 330. *Contrà* Boistel, *Précis*, n° 43 ; Bordeaux, 12 mars 1884. S. 84. 2. 177.

à d'autres, sont une atteinte au droit qu'ont les justiciables de se voir traités en égaux, soit qu'ils se présentent eux-mêmes, soit qu'ils se présentent par mandataires et de jouir d'une liberté absolue dans le choix de ceux-ci. Nous ne saurions voir une qualité légale dans l'agréé d'un tribunal de commerce et nous le rangeons dans la catégorie des agents d'affaires litigieuses.

Mais cette qualité légale existe chez les syndics de faillite (1), les arbitres rapporteurs, les experts liquidateurs, commis par les tribunaux. Il en est beaucoup dans les grandes villes qui se livrent exclusivement à l'exécution des mandats que leur confère la justice ; bien que ces mandats soient rémunérés, à raison du caractère officiel qu'ils revêtent, ils ne donnent pas le titre d'agent d'affaires à ceux qui les acceptent (2).

Par opposition on doit voir des agents d'affaires en ceux qui reçoivent habituellement mandat des parties pour des expertises, des liquidations, des représentations aux faillites (3).

1. Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. I, n° 140. Rubens de Couder, v° Commerçant, n° 19-9°. *Contrà*, Trib. Dôle, 19 fév. 81. S. 81. 2. 95.

2. Conseil d'Etat, 28 décem. 1858. *Rec. Lebon*, p. 259

3. Dalloz. *Répert.* v° agents d'affaires, n° 5-4° Conseil d'Etat, 26 avril 1847. D. 47. 4: 355.

65. L'acheteur et le vendeur de créances litigieuses est-il agent d'affaires ? S'il se livrait exclusivement à de tels actes nous ne le considérerions pas comme tel, car ce n'est pas gérer les affaires d'autrui que de s'en rendre le maître (1). Empressons-nous d'ajouter que de telles opérations sont presque toujours le fait d'agents d'affaires litigieuses et que, dans ce cas, on peut les faire rentrer dans l'entreprise d'agence par la théorie de l'accessoire.

Agences d'affaires non litigieuses.

66. Gérants. — Le préposé à la direction d'un établissement de commerce, souvent appelé *agent commercial*, n'est généralement pas considéré comme commerçant ; encore moins comme agent d'affaires (2).

67. Mais on doit le considérer comme agent d'affaires lorsque sa gestion a le caractère d'une entreprise, notamment dans le cas où il touche un forfait pour ses frais et salaires d'administration,

1. Beslay voit, au contraire, en lui le type de l'agent d'affaires commerçant (Beslay, *Des commerçants*, n° 24).

2. Lyon-Caen et Renault, *Traité*. n° 140 *bis*.

(Toulouse, 14 février 1843, Dal. 47. 4. 5), ou encore lorsqu'il lui est attribué des primes suivant l'extension qu'il a donnée à l'établissement (Paris, 27 fév. 1869. Dal. Rep. Supp. V. Agent d'affaires, n° 2. — S. 69, 2, 136; en l'espèce, c'était le gérant d'une société d'assurances mutuelles) ; — Paris, 28 mars 57; S. 58. 2. 197.

68. Pour la même raison, on doit voir un agent d'affaires en celui qui est le gérant de plusieurs maisons de commerce (Paris, 24 août 1867. Sous trib. comm. Com. 17, p. 404).

69. Ceux qui se chargent de la gestion des immeubles, de passer les baux, percevoir les loyers sont agents d'affaires (Cass. 8 nov. 1876, D. 77, 1, 184).

70. Sont également agents d'affaires ceux qui font entreprise :

a) De remplir les formalités indispensables pour l'obtention des brevets, le dépôt des marques;

b) De donner des consultations, de rédiger des actes, des mémoires. — Cons. d'Etat, 26 avril 1847, D. 47. 4. 355.

c) De se livrer à la traduction de pièces et documents (Pardessus, n° 43) ;

d) De recruter un personnel de sténographes et de le mettre à la disposition du public ;

e) D'expédier ou de remettre, tout en respectant le monopole de l'Etat, les télégrammes et la correspondance. (V. *suprà*, n° 12);

f) De réunir un personnel d'infirmiers, de leur donner une instruction spéciale, pour les mettre à la disposition du public ; agence de garde-malades. Trib. Com. Seine, 30 juillet 1896. V. Le Droit 21 août;

g) De se charger de porter à la connaissance du public des offres et des demandes diverses, des communications, etc, soit par affiches, soit par crieurs, soit par la voie de la presse (1). Il y a des journaux qui se livrent exclusivement à ces opérations, par exemple les « *Petites Affiches* ». Il y a aussi beaucoup de feuilles qui, dans leurs trois premières pages, sont politiques, artistiques ou littéraires et qui, dans la quatrième insèrent contre rémunération des informations de nature diverse pour le compte de tous ceux qui s'adressent à elles. Les uns et les autres sont des agences de publicité. (V. *Annales du droit com.* 1895, page

1. V. sur la publicité à Paris, un intéressant article de l'*Éclair* du 14 mars 1898,

197). (*Contrà*: cour de Rouen, 2 février 1898, *Gaz. des Trib.* du 10 février).

71. Les règleurs de cérémonies sont également des agents d'affaires. A Paris, cette industrie se manifeste surtout sous la forme d'organisation de convois funèbres. Leurs directeurs se chargent de faire toutes communications nécessaires, s'entretiennent auprès de l'administration des pompes funèbres, du clergé, de l'administration des cimetières. (Trib. Seine, 15 juillet 1886, — Dall. Rép. Supp. V^o Agent d'affaires, n^o 2).

72. Le sont aussi :

a) Les *agents de renseignements* commerciaux (voir *suprà* n^o 115, Cass. 20 janv. 1875 ; Sir. 75. 1.126). Paris 24 octobre 1883; le Droit 18 janvier 1886.

b) Les *chercheurs et révélateurs de succession*;

c) Les *chercheurs et vendeurs de nouvelles* politiques, financières, etc. (Voir *suprà*, n^o 12);

d) Les *agences matrimoniales*, (voir *suprà*, n^{os} 27). — Paris, 11 janv. 1884 ; S. 84, 2, 100 ; Nouguiér, n^o 302, et *Gazette des Tribunaux* du 7 janv. 1830 ;

e) Les *bureaux de placement* payants (par *a contrario* de Cass. 26 fév. 63. — D. 63. 1. 208). Ce sont des agences d'affaires de quelque façon qu'ils opèrent (bureaux, journal) (voir *suprà*,

n° 30 et suiv.) Les *bureaux de nourrices*, quoique soumis à des règles administratives différentes, sont une variété des agences de placement;

f) Les *agents dramatiques* qui font pour les artistes ce que les bureaux de placement font pour les ouvriers et employés, (Cass. 31 janv. 1837 ; S. 37, 1. 320). Il ne faut pas les confondre avec l'*agence théâtrale*, en qui l'on doit voir également une agence d'affaires, et qui sert d'intermédiaire entre le public et le directeur de théâtre en prenant à sa charge les avantages et les risques de la *location*. Parfois ces deux agences sont confondues en une seule. (Voir Astruc ; le droit privé au théâtre ; thèse de 1897) ;

g) Les *agences d'émigration* chargées de recruter et de transporter les émigrants ;

h) Les *agences de remplacement militaire* dont l'industrie a disparu, faute d'objet, par suite de la loi du 27 juillet 1872.

73. Quelle que soit l'opinion que l'on adopte sur le point de savoir si l'achat d'immeubles pour les revendre est acte de commerce, il faut voir un agent d'affaires en celui qui fait profession de s'entre-mettre pour les ventes et les achats (Cons. d'Et. 25 avril 55. D. 55, 5, 344).

Il en est de même pour celui qui sert habituel-

lement d'intermédiaire pour l'aliénation et l'acquisition des *fonds de commerce*. (Lèbre ; *Traité des fonds de com.* ; n° 177), et pour celui qui s'entremet en matière de *locations*.

74. Les *coulissiers* sont-ils agents d'affaires ? Il faudrait tout d'abord s'entendre sur le sens de ce mot. Ils se livrent à de multiples opérations (Voir Léon ; *La coulisse et ses opérations* ; thèse, 1895) ; mais en tant qu'ils se font des actes d'entremise sur les valeurs de bourse, ils sont agents d'affaires. (Cass. req. 28 fév. 1881 ; S. 81, 1, 295).

75. Le sont aussi les *agences de voyages* dont nous avons déjà donné un aperçu (*suprà* n° 13).

76. Une industrie toute nouvelle, née de l'extension donnée aux sports vélocipédiques, apparaît à nos yeux comme une véritable agence d'affaires. Les *entraîneurs* se chargent souvent de l'éducation de jeunes gens en qui ils reconnaissent des aptitudes et que dans l'argot sportif on appelle « poulains » ; quand leurs élèves sont suffisamment entraînés pour les courses, ils signent pour eux des engagements sur les vélodromes, font les avances de frais, et, le jour de la lutte venu, prennent toutes les dispositions pour assurer la victoire. Ils se font rémunérer en se faisant attribuer une part des prix obtenus.

77. *Entrepôts.* — Le contrat de dépôt salarié a reçu de nos jours par suite des conditions économiques nouvelles et des prescriptions exceptionnelles du législateur, une très grande extension et une grande variété d'applications. Prendre professionnellement le soin et la garde des objets déposés par autrui, c'est bien là un acte de gestion capable, dans certains cas de donner la qualité d'agents d'affaires à ceux qui s'y livrent. En fait, par qui ces actes sont-ils faits ?

1) Par les *commissionnaires* qui prennent en consignment les marchandises pour l'aliénation desquelles ils ont reçu commission : auquel cas le contrat de dépôt est un accessoire du contrat de commission et rentre à ce dernier titre dans la loi commerciale ;

2) Par les particuliers, commissionnaires ou non, qui reçoivent en dépôt, aux frontières et aux barrières, les denrées qui sont temporairement exemptes de droits et admises, sous la surveillance de l'administration à l'*entrepôt fictif*. Nous voyons dans cette opération un acte d'agence d'affaires ;

3) Par les *magasins-généraux*, établissements à opérations complexes ouverts aux seuls négociants et industriels (loi du 28 mai 1858, art. 1). En principe ils sont des dépositaires chargés de

détenir pour le compte d'autrui (warrants) ; à cet égard, on peut les considérer comme agents d'affaires. Une série de lois et de décrets les ont autorisés à se charger du camionnage de l'assurance, du règlement des droits d'octroi (Décr. 12 mars 1859) ; à prêter sur les marchandises déposées et à négocier les warrants qui garantissent ces prêts (loi du 31 août 1870) ; des salles de ventes à l'encan leurs sont adjointes ; il est difficile, comme on le voit, de qualifier par un seul mot la nature de leurs opérations ; à des titres multiples, il faut les considérer comme commerçants.

4) La nécessité s'est fait sentir, de permettre aux agriculteurs, lorsqu'ils ne peuvent (et le cas est fréquent) se débarrasser de leurs récoltes, et les constituer en gage pour se procurer des fonds. Dans la République argentine, sous le nom de « *baraccas* » de nombreux établissements répondent à ces besoins (1). Il est inutile d'insister sur leur utilité. Tout récemment, dans un magistral discours qui a obtenu les honneurs de l'affichage, M. Méline, président du Conseil, promettait de prendre des mesures dans ce sens. Le moyen qu'il proposait consiste « à autoriser l'établissement du gage sans

1. Code de commerce argentin. traduction H. Prudhomme, p. 38.

« déplacement chez l'agriculteur » (1) et à décider que le titre du gage pourra circuler comme un warrant. Ce projet de retour à l'hypothèque romaine sur les meubles est curieux à noter. Son application serait croyons-nous difficile vu la facilité avec laquelle on peut faire circuler et disparaître les meubles (2). Pourquoi ne créerait-on pas tout simplement des entrepôts agricoles avec faculté d'émettre des warrants ?

5) Enfin il est une catégorie de dépositaires salariées, nés des usages modernes, en qui nous voyons des agents d'affaires. Ce sont ceux qui reçoivent des modèles de machines pour les exposer aux yeux du public. Nous connaissons une telle entreprise qui s'intitule *agence des automobiles* et qui s'engage à *mettre en exposition* dans un

1. Séance de la Chambre des députés, 21 nov. 1897.

2. Dans sa séance du 31 mars 1898, la Chambre a voté le projet de loi sur les warrants agricoles. Voici les principales dispositions de l'art. 3. « Le greffier de la justice de paix inscrira sur les deux parties d'un registre à souche établi spécialement à cet effet, et d'après les déclarations de l'emprunteur, la nature, la quantité et la valeur des produits qui devront servir de gage à l'emprunt, ainsi que le montant des sommes à emprunter. La feuille détachée de ce registre devient le warrant qui permettra au cultivateur de réaliser son emprunt ».

hall ouvert au public, les types de machines que les constructeurs lui donnent en dépôt (1).

78. Assurances terrestres. — La loi n'a parlé expressément que des assurances maritimes (art. 633 et 332 et suiv. du C. com.). Au cours du siècle, l'usage de contracter des assurances terrestres s'est généralisé. Ces opérations sont faites ou bien par mutualité et l'opinion dominante y voit, en principe, des actes civils; (2)* ou bien elles sont faites par des compagnies qui s'engagent à subir les risques des assurés en échange d'une prime fixe; on est généralement d'accord pour considérer ces entreprises comme commerciales; mais à quel chef rentrent-elles dans la loi commerciale? Les uns voient en elles une variété de l'agence d'affaires. « Dans l'assurance sur la vie, contre la grêle, l'incendie, les accidents, la compagnie prend à sa charge les conséquences dommageables d'un fait certain

1. On donne le nom d'*agents d'exposition* aux intermédiaires que recherchent et louent des emplacements pour le compte des exposants. Ce sont des agents d'affaires.

2. « L'assurance mutuelle est un acte de commerce quand elle se rattache pour les mutuellistes à l'exercice de leur commerce ». Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. I, n° 164.

« (la mort) ou d'événements possibles ; l'acceptation de ce mandat, lorsque l'assureur s'offre au public.... constitue l'*agence d'affaires* » (Appert. *Des actes de commerce*, thèse de Paris, 1897, p. 203. — Thaller, *Traité élémentaire*, n° 32 et *Annales du droit com.* 1895, p. 203). La largeur de sens que comporte l'expression *agence d'affaires*, justifierait cette solution si la loi n'avait expressément parlé des assurances maritimes, (art. 633, C. com.). Or, au point de vue de l'assureur, les opérations auxquelles il se livre n'ont-elles pas la même nature qu'elles aient pour objet la promesse de réparer les dommages éventuels qui se produiront en mer ou qu'elles consistent à se charger des risques d'incendie, de grêle, de gelée ou de tout autre accident ou éventualité survenant à terre? (Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit com.* tome I, n° 164). Nous croyons donc que les assurances terrestres à prime rentrent dans la loi commerciale par suite de leur analogie avec l'assurance maritime.

Tontines. — Les tontines qui ne sont que des associations d'assurés mutuels en cas de vie, ne rentrent donc pas dans la donnée de l'agence d'affaires.

79. Caisses d'épargne. — Les économistes ont

vanté l'influence moralisatrice des caisses d'épargne; cette institution a pour but d'encourager l'esprit d'économie, en facilitant les dépôts de faible importance, en garantissant aux petits déposants le remboursement prompt et sûr des sommes déposées. Aussi l'Etat est-il intervenu. Une loi du 9 avril 1881 organise la Caisse nationale d'épargne qui est un établissement public. Une loi du 20 juillet 1893 régleme le fonctionnement des caisses d'épargne ordinaires. Elle organise le système de « l'adduction forcée » (Cauwès. *Cours d'écon. pol.* tom. III, p. 559) par lequel les Caisses d'épargne ordinaires sont tenues de verser à la Caisse des dépôts et consignations toutes les sommes qu'elles reçoivent des déposants (art. 4). Les caisses d'épargne ordinaires sont-elles des agences d'affaires? On l'a soutenu. (Appert, *Des actes de commerce*, loc. cit.) Pour nous, le fait de recevoir des sommes en dépôt constitue une opération de banque.

80. *Mont de piété.* Ce sont des établissements dont le but est la bienfaisance; ce caractère ne saurait se rencontrer dans une agence d'affaires.

Mais les *commissionnaire au Mont de piété* ne sont-ils pas *agents d'affaires*. Cette question est

l'objet d'une vive controverse (1). D'après les uns ils seraient de simples préposés de l'établissement de prêts ; d'après les autres ils auraient double face ; au regard du mont de piété, ils seraient des employés ; au regard des emprunteurs, ils seraient de simples particuliers, agissant à leurs risques et périls. Pour nous, le but des lois sur les prêts sur gages faites dans l'intérêt des malheureux, ne doivent pas laisser place à une spéculation. De plus il nous est difficile d'admettre qu'un même individu soit pour les uns un employé, assermenté ; et pour les autres un commerçant ayant une entreprise indépendante. Ces distinctions subtiles n'ont d'autre résultat que de diminuer la responsabilité des Monts de piété aux dépens des emprunteurs et d'amener sur les prêts consentis une élévation du taux de l'intérêt telle que certains de ces établissements de bienfaisance en arrivent à prêter à 12 et même 14 pour cent. (Cauwès, cours tome II, n° 663).

Un arrêté du Préfet de la Seine rendu en date du 4 avril 1887 conformément à l'esprit qui a présidé à la création de ces institutions de bienfaisance a supprimé les commissionnaires au mont de piété dans le département de la Seine.

1. V. Dalloz. *Supplément au répertoire*. V. Commissionnaire au mont de piété.

81. En résumé, parmi les nombreux types d'agents d'affaires existant, nous voyons : ceux qui s'occupent d'affaires litigieuses, y compris les agréés ; ceux qui se livrent professionnellement aux expertises, liquidations, représentations aux faillites et qui sont commis par les parties ; les gérants professionnels d'immeubles ; l'administrateur de compagnies ou de sociétés qui est salarié à forfait et qui spéculé sur son administration ; l'agent de plusieurs maisons de commerce ; l'agent de brevets d'invention ; l'agent rédacteur d'actes ; l'agent de consultations ; les agents de traduction, de sténographie ; de service postaux et télégraphiques ; de garde malades ; les agences de publicité sous toutes leurs formes ; les règleurs de cérémonies ; les agents de renseignements ; les révéléurs de successions, de secrets ; les vendeurs de nouvelles ; les agents matrimoniaux ; les plaçeurs d'ouvriers, employés et nourrices ; les agents dramatiques et théâtraux ; les agents d'émigration ; les entremetteurs de ventes et achats d'immeubles, de fonds de commerce ; les coulissiers ; les agents de voyages ; les entraîneurs vélocipédiques que nous avons indiqués ; ceux qui font professions d'être dépositaires ou tiers détenteurs (entrepôts, magasins généraux) ou de se

livrer à la garde et à l'exposition d'objets mobiliers ; ceux qui s'entremettent auprès de l'administration des expositions pour retenir des emplacements pour le compte des exposants.

Nous n'oserions prétendre que cette énumération soit complète et il est probable que de nouvelles variétés d'agences dont nous ne pouvons prévoir l'existence apparaîtront dans l'avenir.

CHAPITRE III

CONSÉQUENCES DU FAIT QUE L'ENTREPRISE D'AGENCE D'AFFAIRES EST RÉPUTÉE ACTE DE COMMERCE

82. Du fait que l'entreprise d'agence d'affaires est réputée acte de commerce, il résulte que celui qui s'y livre est soumis aux obligations imposées aux commerçants et jouit des privilèges à eux attribués.

Cette considération est féconde en conséquences.

83. Tous les actes faits par un agent d'affaires sont présumés se rapporter à son entreprise et par suite sont présumés commerciaux. Mais cette présomption disparaît devant la preuve contraire, (art. 638, C. com.)

Il doit tenir les livres imposés par la loi : livre-journal, copie de lettres, livre des inventaires (art. 8), cotés, visés et paraphés conformément aux articles 10 et 11. Il doit les conserver pendant dix

ans. S'il enfreint ces prescriptions, il peut être condamné comme banqueroutier simple.

Le faux dans les écritures de son négoce est passible des travaux forcés,

S'il vient à cesser ces paiements il peut être déclaré en faillite ou en liquidation judiciaire et au besoin condamné comme banqueroutier simple ou comme banqueroutier frauduleux.

Avant la loi de 1867, il pouvait être contraint par corps pour ses dettes supérieures à 200 francs se rattachant à son commerce.

Il doit, lorsqu'il est marié, publier son régime matrimonial conformément aux articles 67 et suivants, et les modifications qui lui font subir le divorce et la séparation de corps.

Les interdits, les individus pourvus d'un conseil judiciaire, les mineurs, les femmes mariées sont incapables légalement de se livrer à l'entreprise d'agence d'affaires. Mais les mineurs et les femmes mariées peuvent être habilités suivant les formes prescrites par les articles 2, 3, 4, 5, 6 et 7, (C. com.)

84. Dans le chapitre suivant nous étudierons les restrictions et les réglementations exceptionnelles imposées au libre exercice de certaines agences. Du fait que leurs opérations sont commerciales,

concluons pour le moment qu'elles sont interdites, par une sanction pénale (art. 175, Cod. pénal) aux agents du gouvernement dont les fonctions publiques ont pour objet la surveillance de tels établissements. Une sanction civile la nullité, dérive de la précédente. C'est ainsi par exemple que ni directement, ni par actes simulées, ni par interposition de personnes, un juge ne peut prendre ni recevoir un intérêt dans une agence d'affaires litigieuses ; et qu'un préfet serait astreint aux pénalités de l'art. 175 et à la sanction civile qui en dérive, s'il prenait ou recevait un intérêt dans un bureau de placement situé sur le territoire où s'étend sa compétence administrative.

85. Le commerce est également interdit à de nombreux fonctionnaires et officiers ministériels (1). Mais l'infraction à cette prohibition n'a pas les graves conséquences de la précédente. La sanction est en dehors du Code pénal ; elle est purement disciplinaire et consiste, au plus, dans la révocation de l'officier public (2). Civilement, l'acte conserve ses caractères naturels et sa validité est parfaite. Donc si quelque magistrat, avoué, avocat se livrait à des actes d'agent d'affaires il

1. Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. I, n° 215.

serait considéré comme tel et par conséquent soumis à la loi commerciale. (V. *suprà*, n° 56).

86. Compétence.—Dans les procès où les agents d'affaires sont parties, les tribunaux de commerce sont compétents lorsque l'acte sur lequel intervient le litige est commercial au regard des deux parties, soit par lui-même, soit en vertu de la théorie de l'accessoire.

Mais les contrats faits par les agents d'affaires s'ils sont toujours commerciaux au regard de ceux-ci, sont souvent civils au regard de leurs contreparties, par exemple dans les cas où un agent dramatique s'occupe du placement d'un acteur et où un révélateur de secrets fait connaître à un héritier les droits successoraux que celui-ci ignore. L'acte est alors mixte, commercial pour une partie, civil pour l'autre. Lorsque c'est le client qui est défendeur, les tribunaux civils sont seuls compétents. Lorsque c'est l'agent d'affaires son adversaire peut le traduire à son choix devant les juges civils ou devant les juges consulaires. Une jurisprudence constante autorise cette option. (*Contrà*, Lyon-Caen et Renault. *Traité*, tome I, n° 361).

1. En faveur de la commercialité du mandat *ad litem* donné par un commerçant il existe un récent arrêt de la cour de Riom du 12 août 96 (D. 97. 2. 47.)

Agréés. — Les agréés en qui nous avons vu de simples agents d'affaires litigieuses doivent être soumis aux règles que nous venons d'exposer. N'étant pas officiers ministériels, l'art. 60 du Code de procédure civile (sur l'attribution de compétence pour le règlement des frais de justice, au tribunal devant lequel ils ont été faits) ne saurait leur être applicable.

87. Preuves. — La nature des contrats faits par les agents d'affaires peut ainsi que nous venons de le voir, être complexe : civile à l'égard d'une partie, commerciale à l'égard de l'autre.

Lorsque ces actes et les obligations qui en dérivent sont commerciaux au regard des deux parties, tous les modes de preuve peuvent être employés contre l'un et l'autre. La preuve peut donc résulter d'actes publics, d'actes sous-seing privé, de la correspondance, des livres, des témoignages même au-dessus de 150 francs, des présomptions, de l'aveu et du serment.

Ces moyens de preuve peuvent encore être employés contre l'agent d'affaires par l'adversaire au regard duquel l'acte est civil. Mais contre ce dernier les modes de preuve du droit commun sont seuls admissibles (1).

1. Voir la critique de ce système. Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. III, n° 87.

88. Patente. Les commerçants sont soumis à la patente. C'est une contribution directe composée d'un droit fixe et d'un droit professionnel.

Les agents d'affaires sont incorporés à la quatrième classe des patentables (loi du 15 juillet 1880). Le droit fixe auquel ils sont assujettis varie suivant la population de leur résidence de soixante-quinze à 12 francs (tableau A.) Le droit proportionnel se compose du trentième de la valeur locative de leur maison d'habitation et des locaux servant à l'exercice de leur profession.

Au point de cet impôt, les agréés sont mis dans la classe des architectes, avoués, médecins, etc. Ils ne paient qu'un droit proportionnel du quinzième de la valeur locative de tous les locaux par eux occupés (tableau D).

On ne saurait tirer argument du fait que la loi de juillet 1880 met les agréés à part des agents d'affaires, pour prétendre qu'on ne doit pas les assimiler à ceux-ci. Les lois fiscales n'ont pas pour effet d'attribuer ou de reconnaître telle ou telle qualité aux contribuables ; elles n'ont d'autre objet que l'établissement et la perception des impôts.

89. Elections consulaires. La loi du 8 décembre 1883 qui organise ces élections, donne le droit de

vote « aux citoyens français commerçants patentés « depuis cinq ans ». (art. 1). Les agents d'affaires (y compris les agréés) ont donc le droit en leur qualité de commerçants de participer au vote. L'art. 2 de la même loi qui énumère les incapables ne les nomme pas. Ils peuvent également être élus membres du tribunal de commerce, s'ils réunissent les conditions requises par l'art. 8, (âge de 30 ans, cinq ans d'exercice de la profession et résidence dans l'arrondissement.)

Il ne faut pas s'arrêter aux dispositions certainement illégales d'une circulaire du Préfet de la Seine, d'après laquelle les agents d'affaires ne devraient pas participer à ces élections (Cass. 24 déc. 1884. S. 85. 1. 73. Lyon-Caen et Renault, *Traité*, tome I, n° 385, note; *Revue critique*, année 1884, p. 330, article de M. Ch. Lyon-Caen. Dans le même sens par *a contrario* Cass. 14 déc. 1890. *Gaz. des Trib.* n° du 5 mars 1898.

CHAPITRE IV

L'AGENCE D'AFFAIRES EN DROIT ADMINISTRATIF

90. La liberté du commerce est un principe fondamental de notre législation. A défaut de lois d'exception, les agents d'affaires peuvent se livrer librement à leurs opérations sans justifier de capacités spéciales et sans avoir besoin de se munir d'une autorisation.

On a proposé de réglementer étroitement cette entreprise. Mais les Chambres n'ont pas encore entamé la discussion de la proposition de loi déposée en 1887 (voir n° 41).

91. Exceptionnellement, certaines variétés d'agences sont soumises à des règles qui restreignent considérablement leur liberté d'action. Ce sont : les bureaux de placement, les bureaux de nourrices ; les agences d'émigration.

92. *Bureaux de placement.* Supprimés en 1848, les bureaux de placement avaient été rétablis en

1852 et réglementés. Depuis lors, plusieurs propositions de loi avaient été déposées à la Chambre. Leur suppression était demandée. La discussion a eu lieu à la Chambre en 1897 et au Sénat en 1898. Elle n'a pas encore abouti.

Décret du 25 mars 1852. — Il est encore en vigueur. Quiconque veut tenir un bureau de placement « *sous quelque titre et pour quelques professions, places et emplois que ce soit* » doit en demander l'autorisation à l'autorité municipale. Des garanties de moralité sont exigées (art. 1). L'autorité municipale surveille la gestion et règle les tarifs (art. 3). Des pénalités, amende et prison sont infligées à ceux qui enfreignent ces règlements (art. 4). L'autorisation peut être retirée pour des motifs déterminés à l'art. 5. Enfin, les règlements de l'autorité municipale ne sont exécutoires qu'après l'approbation préfectorale.

93. L'interprétation du décret de 1852 a conduit la Cour de Cassation à juger qu'une association charitable ayant pour but et pour objet le *placement gratuit* de servantes n'était pas un bureau soumis à la réglementation (Cass. 23 fév. 1863, Dalloz, 63. 1. 208).

94. Il arrive souvent que les bureaux de placement se contentent de publier les offres et deman-

des d'emploi par l'émission d'une feuille périodique. Sous cette forme, ils doivent se soumettre à la nécessité de l'autorisation et de la surveillance (Bordeaux, 24 avril 1889; La Loi du 14 mai).

95. Souvent aussi de grands journaux insèrent à leurs annonces ces offres et ces demandes. En fait, on n'exige pas qu'ils se soumettent aux prescriptions du décret : c'est un abus, dont on s'est plaint fort justement à la Chambre, lors de la discussion des nouvelles propositions de loi. Les termes très nets de l'art. 1 les astreignent à la surveillance administrative.

Les agences dramatiques (placement d'artistes) jouissent de la même liberté de fait. C'est encore une inobservation de l'art. 1. (Astruc; *Le droit privé au théâtre*, page 176).

96. *Propositions en discussion.* — Le décret de 1852 ne tardera pas à disparaître. La question du placement est une de celles qui ont le plus occupé les Chambres. Les textes votés au Palais-Bourbon et au Luxembourg ne sont pas encore identiques. Nous allons rapporter le texte de la Chambre et nous reproduirons les articles du texte du Sénat qui sont en discord avec le premier.

97. Art. 1. — Le placement des ouvriers et employés des deux sexes est assuré : 1^o par les bu-

reaux de placement gratuits ; 2° par les bureaux de placement payants.

TITRE I. — *Bureaux de placement gratuits.*

Art. 2. — Ne sont soumis à aucune autorisation les bureaux de placement gratuits créés par les municipalités, par les syndicats professionnels ouvriers, patronaux ou mixtes, les bourses de travail, les compagnonnages, les sociétés de secours mutuels, les associations charitables et les sociétés de bienfaisance.

Art. 3. — Les bureaux de placement gratuits énumérés à l'article précédent, sauf ceux qui sont créés par les municipalités sont astreints au dépôt d'une déclaration préalable effectuée à la mairie de la commune où ils sont établis. La déclaration devra être renouvelée à tout changement de local du bureau.

Art. 4. — Dans chaque commune un registre constatant les offres et les demandes de travail et d'emploi sera ouvert à la mairie et mis gratuitement à la disposition du public.

Dans les communes ayant plus de 30.000 habitants, la mairie sera tenue d'établir un bureau de placement gratuit.

Art. 5. — Sont exemptées du droit de timbre, les

affiches, imprimées ou non, concernant exclusivement les offres et demandes d'emploi et de travail et apposées soit par les bureaux de placement gratuits, soit par les intéressés.

Art. 6. — Tout gérant ou employé d'un bureau de placement gratuit qui aura perçu une rétribution quelconque à l'occasion du placement d'un ouvrier ou employé, sera puni des peines prévues par l'article 14 ci-dessous.

TITRE II. — *Bureaux de placement payants.*

Art. 7. — Nul ne pourra tenir un bureau de placement payant sous quelque titre et pour quelque profession que ce soit, sans une autorisation spéciale délivrée par l'autorité municipale. Elle sera accordée à toutes personnes (majeures de l'un et de l'autre sexes) d'une moralité reconnue, jouissant de leurs droits civils et politiques.

N. B. — Les mots entre parenthèses ne sont pas dans le texte de la Chambre, mais sont dans celui du Sénat. La fin de l'art. 7 voté au Sénat se termine ainsi : « Les femmes devront jouir de leurs droits civils ; les hommes de leurs droits civils et politiques ».

Art. 7 (*suite*). — Les possesseurs actuels de bureaux de placement ont un délai de trois mois pour demander ladite autorisation.

Art. 8. — L'autorité municipale surveille les bureaux de placement afin d'y assurer le maintien de l'ordre, les prescriptions de l'hygiène et la loyauté de la gestion. Elle prend les arrêtés nécessaires à cet effet et règle le tarif des droits qui pourront y être perçus.

Elle est tenue de communiquer au conseil municipal un rapport annuel sur le fonctionnement de ses bureaux de placement.

Ce rapport sera envoyé à l'office du travail. (*Au Sénat* ce paragraphe a été modifié ainsi qu'il suit : « Ce rapport sera envoyé au ministre du commerce et de l'industrie »).

Art. 9. — Aucun hôtelier, logeur, restaurateur ou débitant de boissons, ne peut joindre à son établissement la tenue d'un bureau de placement.

Cette disposition n'est pas applicable aux bureaux de nourrices qui restent régis par les lois et règlements spéciaux actuellement en vigueur.

A partir de la promulgation de la présente loi, les placeurs ne pourront plus faire la vente des fonds de commerce.

(Il n'a pas été question au Sénat de ces deux derniers paragraphes)

Art. 10 (*Chambre*). — La perception d'un droit d'inscription préalable et le versement de toute avance sont interdits.

L'autorité municipale fixe par profession le maximum des droits de placement qui ne peuvent être dépassés sous aucun prétexte. Ces droits sont acquittés moitié par le patron et moitié par la personne placée.

Art. 10 (*Sénat*). — La perception d'un droit d'inscription préalable est interdite. Le versement d'une avance dont le maximum est fixée par l'autorité municipale peut être fait à titre de dépôt remboursable en cas de non placement.

Les droits de placement sont fixés par profession.

Art. 11. — Les droits de placement ne sont dus qu'après un placement réellement effectué et qu'aura duré pour chaque profession et suivant l'usage des localités un temps déterminé par l'autorité municipale.

Art. 12. — Les tarifs et l'arrêté d'autorisation de chaque bureau sont affichés ostensiblement dans le local dudit bureau. (Le Sénat ajoute « ainsi que la présente loi. »)

La mairie de chaque localité dresse et fait afficher un tableau des tarifs des différents bureaux de placement.

TITRE III. — *Pénalités.*

Art. 13. — Toute offre moyennant rétribution d'un

emploi imaginaire (ou non vacant) faite sous quelque forme que ce soit, toute manœuvre d'un placeur ayant pour but de faire perdre à l'employé la place qu'il lui aurait procurée, seront punies des peines portées à l'art. 405 du Code pénal.

Tout placeur qui se sera entremis pour adresser des personnes en quête d'emploi, même majeures, à des maisons de débauche sera punie des peines portées à l'art. 334 du Code pénal.

N. B. — Les mots « ou non vacant » ont été supprimés au Sénat.

Art. 14.

Art. 15.

Art. 16. — Retrait d'autorisation

Art. 17.

Art. 18 (*Chambre*). — Les règlements émanés de l'autorité municipale en vertu des dispositions qui précèdent ne sont exécutoires qu'après l'approbation du préfet. Il en est de même des retraits d'autorisation et des fermetures de bureaux par application de l'art. 16.

Art. 18 (*Sénat*). — *Son premier paragraphe est identique à l'art. 18 de la Chambre.*

... En cas de refus d'autorisation par le maire ou à défaut de réponse de celui-ci dans le mois qui suivra, la demande d'autorisation pourra être ac-

cordée par le préfet sur réclamations de l'intéressé.

En cas de désaccord sur les tarifs et sur l'application des tarifs, la fixation appartiendra au préfet qui statuera dans le délai d'un mois.

Art. 19.

Art. 20. — Abrogation du décret de 1852.

98. Comme on le voit l'accord est fait entre la Chambre et le Sénat en ce qui concerne les bureaux de placement gratuits. Ils seront astreints à la déclaration préalable ; de plus, les mairies joueront nécessairement le rôle de placeurs. (V. le décret du 8 mars 1848).

En ce qui concerne les bureaux payants, la réglementation de 1852 est singulièrement aggravée. Ils se trouveront livrés à la merci des municipalités, à moins que la Chambre ne modifie son article 18 dans le sens de l'art. 18, voté au Sénat. L'art. 9 est inspiré des préoccupations étroites et jalouses qui animaient la législation des anciennes corporations. Enfin l'article 10 voté par la Chambre et l'article 11 adopté par le Parlement tout entier, rencontreront vraisemblablement d'insurmontables difficultés d'application, à moins qu'ils n'aient pour effet de consacrer la ruine du placement payant. De pareilles tendances ont paru à certains singu-

lièrement rétrogrades (1). « Agir ainsi c'est vouloir légiférer pour toutes les circonstances, habiller en confection l'humanité tout entière » (2).

99. Bureaux de nourrices. — La loi du 28 décembre 1874 (art. 10) complétée par le décret du 27 février 1897 astreint ces agences à demander au préfet, l'autorisation de se livrer à l'entreprise de rechercher et de placer les nourrices. Elles sont soumises à des prescriptions d'hygiène et doivent recevoir l'inspection des délégués de l'administration.

100. Agences d'émigration. — Avant d'entreprendre les opérations d'engagement et de transport des émigrants, il faut au préalable obtenir une autorisation du ministre de l'agriculture, du commerce et de l'industrie (art. 1. Loi du 18 juillet 1860). Les conditions du transport sont étroitement réglementées. L'agence est responsable des retards (art. 7 et 8). Compétence pour le règlement des indemnités est attribuée au ministre, sauf recours au Conseil d'Etat (art. 9). Cette loi a été complétée par un décret du 9 mars 1861 dont l'article premier

1. Observations de M. Franck-Chauveau. Séance du Sénat du 27 janvier 1898.

2. Expressions de M. Boucher, ministre, qui pourtant s'est fait le défenseur de la réglementation proposée. Séance du Sénat du 18 février 1898.

exige des agences d'émigration le dépôt d'un cautionnement dont le taux varie entre quinze mille et quarante mille francs.

101. Plusieurs variétés d'agences émettent des imprimés périodiques. Les bureaux de placement, les agences de publicité, les agences de renseignements commerciaux opèrent souvent de cette façon. Les prescriptions de la loi de 1881 sur la presse leur sont applicables et notamment l'obligation de la déclaration préalable faite au procureur de la République (art. 7).

102. — Enfin pour jouir de certains privilèges de fait devant les tribunaux de commerce il faut avoir été *agréé* par eux dans les formes et suivant les conditions qu'ils déterminent. Nous avons déjà critiqué cette réglementation (V. n° 64).

103. Telles sont les dérogations expresses apportées au principe de la liberté des agences. (1) D'autres limitations existent encore et gênent le libre exercice de ces entreprises. Ce sont celles qui résul-

1. Nous avons émis l'opinion que les magasins généraux étaient des agents d'affaires (V. N° 77-4°). Ils ne peuvent être ouverts qu'en vertu d'une autorisation du préfet après avis de la Chambre de commerce (Loi du 31 août 1870, art. 1). Le concessionnaire d'un magasin général doit verser un cautionnement variant de 20.000 à 100.000 fr. (art. 2).

tent du fait que de nombreux actes de gestion pour autrui ont été réservés par des lois spéciales à certains privilégiés, notaires, avoués, agents de change, etc. Les agents d'affaires dont les opérations confinent à celles qui ont été érigées en monopole au profit de ces privilégiés, sont portés à pénétrer dans ce domaine réservé. Deux sanctions répriment ces immixtions, l'une civile que nous étudierons plus loin, l'autre pénale.

104. Le fait d'intervenir dans les transactions sur les effets publics au mépris du monopole des agents de change, constitue un délit que la loi du 28 ventôse an IX punit (1) d'une amende variant

1. Cette sanction pénale et la sanction civile qui consiste dans la nullité des opérations faites par le ministère d'intermédiaires irréguliers ont paru insuffisantes. Aussi la question de la réorganisation du marché financier a-t-elle été souvent agitée.

D'après l'art. 76 et l'interprétation que lui a donnée un arrêt de la Cour de Cassation du 1^{er} juillet 1885 (S. 85. 1. 257. V. conclusions de M. l'avocat général Desjardins rapportées sous cet arrêt) les agents de change ont seuls le droit de faire les négociations des effets et autres admis à la côte officielle. L'art. 76 a été constamment violé. Les agents de change se plaignirent. A diverses reprises, des poursuites furent engagées contre des coulissiers ; mais les abus n'en continuèrent pas moins à se produire.

Une proposition de loi, ayant pour objet la suppression du monopole des agents de change fut déposée à la fin

entre le sixième et le dixième du cautionnement des agents de change. (Ce cautionnement s'élève

de 1897 sur le bureau du Sénat, par MM. Trarieux et Boulanger. La commission nommée pour étudier cette proposition semblait lui être favorable (Discours de M. Gouin. Séance du Sénat du 2 avril).

Au cours de la discussion du dernier budget, M. Fleury-Ravarin, introduit un amendement dont voici le texte : « Quiconque fait commerce habituel de recueillir des « offres et des demandes de valeurs de bourse, doit à « toute réquisition des agents de l'enregistrement, s'il « s'agit de valeurs admises à la cote officielle, représenter « des bordereaux d'agents change où connaître les numéros et les dates des bordereaux ainsi que les noms « des agents de change de qui ils émanent, et, s'il s'agit « de valeurs non admises à la cote officielle, acquitter « personnellement le montant des droits ». M. Cochery, ministre des finances, qui venait de recevoir une plainte des agents de change contre les coulissiers, vit dans l'amendement Fleury-Ravarin un moyen de mettre un terme aux agissements des coulissiers. L'amendement Fleury-Ravarin, soutenu par le ministre des finances est devenu l'art. 14 de la loi des finances du 13 avril 1898.

Au cours de la longue discussion sur cet article, au Palais-Bourbon et au Luxembourg, le ministre des finances a promis de réorganiser le marché financier. Le nombre des agents de change sera porté de 60 à 80 : en outre le ministre a déclaré que les agents de change délivreraient des bordereaux gratuits aux coulissiers qui font les négociations sur la rente. Comment concilier cette disposition avec l'art. 76 du Code de commerce ?

L'amendement de M. Fleury-Ravarin et les projets du ministre des finances ont généralement été critiqués.

actuellement à Paris à 250.000 francs). De plus, ces officiers ministériels peuvent se prévaloir de l'article 1382 du Code civil pour exiger réparation de tout dommage.

105. L'art. 258 punit toute immixtion dans les fonctions publiques de deux ans à cinq ans de prison sans préjudice de la peine du faux si l'acte porte le caractère de ce crime. Cet article s'applique à celui qui se livre aux actes réservés aux huissiers (Trib. corr. Seine 22 avril 1846) et aux notaires (Cass. 7 mai 1858. Sir. 58. 1. 689; Dalloz 58. 1. 260). Pour être puni des peines indiquées, il suffit que l'agent d'affaires se soit livré à des manœuvres telles qu'on ait pu croire qu'il était investi de ces fonctions. (Cass. 14 juin 1861, S. 61. 1. 1011).

106. Le décret du 19 juillet 1810 punit ceux qui postulent au mépris du privilège des avoués d'une amende qui peut s'élever à cinq cent francs pour la première fois et au double pour la seconde. Ils deviennent incapables d'être nommés avoués.

Discours de M. Viviani, Crémieux (Séance du 8 mars à la Chambre ; Discours de M. Raynal (Séance du 2 avril au Sénat). Les économistes ont mal accueilli les dispositions nouvelles. *Monde économique*, n° 12 mars article de M. Beauregard. *Economiste français*, n° 12 mars ; article de M. P. Leroy-Beaulieu. *Journal des économistes*, n° du 15 avril, article de M. Zablet *Les Lois nouvelles*, n° du 15 février et du 15 mars articles de M. Schaffhauser.

ÉTUDE JURIDIQUE

TITRE II

ETUDE DES CONTRATS FAITS PAR LES AGENTS D'AFFAIRES

PRÉLIMINAIRES

107. Nous avons déjà signalé le vague qui règne sur la nature des rapports entre agents et clients. « Les habitudes industrielles du xix^e siècle ont « pris au dépourvu le jurisconsulte et le législateur. » Ainsi s'exprime M. Planiol dans un remarquable article sur le louage de services (1). En notre matière plus qu'en tout autre, les nouvelles habitudes sociales ont produit des usages et des modes d'action que le législateur n'avait pu prévoir et que les auteurs ont très diversement

1. *La Grande Encyclopédie*. V^o Louage.

appréciés. Qu'est-ce que le contrat du mandat salarié ? Quels sont les effets des contrats en vertu desquels les services sont rémunérés à forfait ou suivant les résultats qu'ils produisent ? Voilà deux questions d'une importance capitale pour notre sujet. Nous les rencontrerons à chaque pas ; aussi vaut-il mieux s'y attaquer tout de suite et prendre position. Avant d'aborder l'examen détaillé des relations entre agents d'affaires et clients, nous allons dans les deux premiers chapitres de ce titre étudier spécialement les deux points que nous venons de signaler.

CHAPITRE PREMIER

DU MANDAT

108. Sur la question du mandat les noms les plus illustres sont attachés aux théories les plus contraires. Qui croire? Rappelons brièvement l'objet de la discussion.

En quoi consiste le fait du mandataire? En un fait de représentation dans un acte juridique, disent les uns. En un acte quelconque de gestion disent les autres et ils donnent des exemples: « Je vous charge de surveiller ma maison durant mon absence, de cultiver mes fleurs, d'arroser mon jardin.... de faire pour moi un voyage, le tout gratuitement (1) ». D'autres distinguent suivant que les actes promis ont une nature servile ou intellectuelle. En ce dernier cas seulement il y aurait mandat; ainsi, les professeurs, les avocats les médecins,.. etc, seraient des mandataires.

1 Demante et Colmet de Santerre. *Cours analytique*, t. VIII, n° 201 bis.

Autre face de la question : Le Code civil déclare formellement que le mandat peut être salarié ; et la Cour de Cassation déclare sans plus amples motifs qu'un appel « aux principes de la matière » (voir *infra* n° 127) que le juge lorsqu'il trouve le salaire excessif, peut le réduire à une somme qui ne doit pas excéder une équitable et modeste rémunération. Le mandat serait donc toujours un office d'ami et le salaire promis ne devrait être que le symbole de la reconnaissance. C'est la théorie que Pothier a traduite dans un exemple célèbre : pour récompenser un avocat qui s'est chargé de ma cause, et pour lui donner un faible témoignage de ma reconnaissance, je lui promets le *Thesaurus* de Meermann qui manque à sa bibliothèque (1). Hélas ! les faits sont absolument contraires à l'ingénieuse hypothèse de Pothier, et la Cour de Cassation nous paraît avoir trouvé l'origine du droit de réduction plutôt dans le rôle prétorien qu'elle s'attribue parfois, que dans les textes et l'esprit de nos lois.

Autre question, autre controverse : le mandat salarié est-il synallagmatique parfait ou imparfait ?

1. Pothier, *Du mandat* n° 23.

109. Si la discorde règne au sujet des principes constitutifs du mandat, elle règne bien plus au sujet des conventions qui forment des variétés de ce contrat. Qu'est-ce que la commission ? Plusieurs définitions (malheureusement contradictoires) répondent à cette question. Quelle est au juste la nature juridique des conventions entre maîtres et commis, préposés, représentants ? Controverse. Pour nous résumer, toutes les fois qu'un contrat a quelque trait de ressemblance avec le mandat, on peut être certain que son interprétation sera contradictoire.

Puisque aucune des nombreuses solutions proposées ne nous satisfait, ayons l'audace d'en chercher une autre.

110. Il est un mode d'investigation préconisé tout récemment par des hommes éminents : « c'est
« l'étude au point de vue économique des diffé-
« rentes institutions.... de leur mode de fonction-
« nement pratique, la recherche des faits qui en
« dérivent ou qui en constituent la genèse, la re-
« constitution juridique de ces mêmes institu-
« tions..., mode d'interprétation de la loi supérieu-
« re au commentaire aride des textes et qui doit

« compléter ce commentaire. » (1) Telle va être notre méthode.

111. « La science est une langue bien faite », a dit Condillac. Si sur le mandat et les contrats connexes, on n'est pas arrivé à s'entendre, c'est que peut-être la tyrannie de certaines associations d'idées se fait sentir au point que l'on entend toujours le mot mandat avec un sens qui rappelle un des caractères du contrat désigné à Rome sous ce nom : la gratuité. Chez nous aussi, de nombreux mandataires sont attachés par des liens d'affections aux personnes au nom desquelles ils administrent. De là résulte une tendance à généraliser et à croire que tout contrat de représentation implique une confiance particulière et un office d'ami ; que si un salaire peut être dû, il doit l'être moins à titre de marchandise qu'à titre de matérialisation de la reconnaissance.

112. A Rome, le mandat était essentiellement gratuit ; l'acte du mandataire consistait dans la prestation d'un fait quelconque, qu'il eût pour l'objet l'administration d'un patrimoine ou qu'il consis-

1. *Annales de droit com.* 1897, p. 197. Commentaire du livre de M. Perrone. *La spirito sociologica nel diritto commerciale.*

tât à reprendre des habits (1). « Mais l'idée de la
« représentation d'une personne par une autre
« est restée étrangère au droit romain où c'est la
« règle qu'une personne libre et *sui juris* ne peut
« acquérir que par elle-même et ne peut obliger
« qu'elle-même (2) ». Lorsque dans le dernier
état du droit, on arrive aux résultats pratiques
de notre représentation, le mandataire est encore
lié avec ceux avec qui il a traité pour le compte
du mandant et ce n'est que par la voie oblique,
par le moyen des actions utiles, que celui-ci est
en relation avec eux. Mais les faits battaient en
brèche, cette conception systématique ; les man-
dataires exigeaient de l'argent. Pour conserver au
mandat son intégrité juridique, les jurisconsul-
tes usaient d'un de ces subterfuges qui leur
étaient familiers, ils déclaraient alors que cette
rémunération n'était pas une *merces* mais un *honor*,
qu'aucune action dérivant du contrat ne la sanc-
tionnait, qu'elle n'était exigible que par le moyen
extra-contractuel d'une *persecutio extraordinaria*. Grâce à ce pacte avec la logique (si toutefois

1. Girard. *Manuel élémentaire*, p. 563 et 565. Inst. de Justinien. Livre III, titre XXVI fr. 13 *in fine*.

2. Petit. *Traité de droit rom.*, n° 292. « Il en était autrement entre le chef de famille et les personnes placées sous sa puissance. Petit *loc. cit.* en note.

la logique se prête à de telles transactions) l'harmonie juridique de ce contrat n'était pas troublée.

113. Mais pour admettre ces stratagèmes il fallait avoir l'âme et l'esprit romains. Déjà dans notre ancien droit, il en est qui s'y refusent. Guy Coquille, logicien intransigeant, voulant appeler chaque chose par son nom, déclare que « les procureurs qui reçoivent salaires et sous l'attente d'iceulx s'emploient pour les parties... font un « *negoce qui magis spectat ad locationem operarum propter mercedem* (1). » Malheureusement Pothier se rattache au système romain (2) et l'influence de ce jurisconsulte qui est si grande dans nos lois, s'est fait sentir dans le contrat de mandat que nous a donné le Code.

114. Tout d'abord, l'art. 1984 accrédite chez nous la fiction de la représentation de la personne juridique du mandant. Mais ce n'est guère que par ce point qu'il se différencie des règles romaines. Sans doute l'art. 1986 nous dit que le mandat est gratuit s'il n'y a convention contraire ; sans doute l'art. 1999 se sert du mot brutal de salaire. Il n'en est pas moins vrai qu'une atmosphère de gratuité entoure ce contrat : c'est ce qui

1. *Questions et réponses sur les coutumes de France.* Paris, 1634. *Questions* 197.

2. Pothier. *Du mandat*, 23 et suiv.

ressort, sans qu'on puisse hésiter un instant des travaux préparatoires et des déclarations formulées par les magistrats qui présentaient l'art. 1986. Écoutons Berlier au corps législatif. « Le salaire... « sera d'une exacte justice toutes les fois que le « mandataire n'aura pas assez de fortune pour « faire à son ami le sacrifice de son temps et de « ses soins... *la rétribution sera moins un lucre « qu'une indemnité* (1). Le tribun Tarrible, lors de la communication au Tribunal s'exprime ainsi : « Une récompense donnée ou promise n'est ja- « mais réputée dans ce contrat qu'une idemnité ; « *elle n'est point un bénéfice*, elle ne change donc « point la nature du mandat... (2) » Et Bertrand de Greuille lors de la discussion devant le corps législatif dit : « Le mandat est un *échange de con- « fiance et de bienfaisance* qui a eu lieu entre les « deux contractants. Le projet reconnaît formelle- « ment ce principe et vous ne trouverez pas sans « qu'il en altère l'essence en permettant de stipu- « ler au profit du mandataire *quelques témoi- « gnages de bienveillance*... Voudrait-on humilier « sa personne, dégrader ses services, en le ran- « geant dans la classe de ceux qu'on reçoit des

1. Fenet, t. XIV, p. 584.

2. id. p. 590.

« mercenaires et autres salariés ?... Non sans « doute... (1) »

En présence des déclarations si nettes unanimement exprimées par ceux qui firent la loi, il n'est pas permis de douter. Nous avons donc en droit français : 1^o un contrat de mandat initial, gratuit par essence et dans lequel l'office d'ami est fondamental. 2^o un contrat de mandat qui, bien que salarié, est un succédané du précédent et lui emprunte, en dépit de son apparence onéreuse, un vague fondement de gratuité. Pour respecter la volonté de la loi, nous considérerons donc les deux formes de mandat, dont parle le Code civil, comme des contrats de bienfaisance.

115. Peut-on dire que les contrats faits par les agents d'affaires aient le caractère des contrats dont nous venons de parler ? Non certes. Pour les agents d'affaires, comme pour tout commerçant, le mobile qui les fait agir c'est l'appât du lucre ; s'ils se chargent des affaires de leur client, ce n'est pas par bienveillance, c'est pour alimenter leur entreprise commerciale, c'est pour réaliser des bénéfices en faisant intégralement payer leurs soins à leur valeur marchande. Le titre de mercenaires leur convient parfaitement. Admettre qu'il en soit autrement ce serait fausser la nature de l'agence

1. id. p. 605.

d'affaires. La loi l'a bien comprise telle que nous la décrivons, puisqu'elle a fait d'elle un acte de commerce.

Donc lorsqu'un agent d'affaires contracte, la cause de son obligation est l'objet de l'obligation de son client : c'est le salaire. Il n'entend être tenu que si sa contre-partie l'est également et par voie de réciprocité. Le contrat est fait dans l'intérêt des deux parties : au regard du client pour que ses affaires soient faites : au regard de l'agent pour qu'un *benefice* résulte pour lui du travail qu'il va fournir ; toute idée de bienfaisance serait ici déplacée : le contrat est donc à titre onéreux et synallagmatique parfait.

Mais sous quelle rubrique du Code allons-nous le faire rentrer. Dans le mandat ? il n'y faut pas songer : le mandataire, nous l'avons vu est un ami, en droit français ; tandis que l'agent d'affaires est un marchand. L'art. 1710 du Code civil (le louage d'ouvrage est un contrat par lequel l'une des parties *s'engage à faire quelque chose* pour l'autre, moyennant un prix convenu entre elles) a un sens assez large pour contenir l'agence d'affaires. L'objet de l'obligation du locateur c'est « *faire quelque chose pour autrui* ». N'est-ce pas également l'objet de l'obligation de l'agent d'affaires ?

faïres? L'objet du droit de l'un et de l'autre n'est-il pas identique? N'est-ce pas le salaire? (1).

116. Le fait de l'agent d'affaires se manifeste souvent sous des formes différentes: tantôt il promet des services purs et simples (traduction, sténographie, garde-malades, etc); tantôt il promet d'être le représentant de son client (affaires litigieuses, liquidations, locations d'immeubles, etc) et dans ce cas, on lui donne communément la qualité de mandataire. De cette appellation dérivent toutes les controverses; car, ainsi que nous l'avons vu, suivant la volonté de la loi, le titre de mandataire doit être l'apanage de ceux dont le ministère est pleinement ou vaguement gratuit.

117. D'où provient cette tendance à voir toujours un mandataire en celui qui parle au nom d'autrui? C'est que le Code n'a formulé avec précision la théorie de la représentation que dans l'art. 1984 qui est le premier article du titre du mandat. Le Code de Commerce lui-même a subi cette tendance, lorsque, malgré l'antinomie irréductible qui existe entre l'office d'ami et l'office de mar-

1. En ce sens, Baudry et Barde. *Traité théorique et pratique des obligations*, t. I, p. 11. « Vouloir maintenir le caractère unilatéral à une convention « alors qu'elle fait naître des obligations réciproques, c'est vouloir l'impossible ». *Sic.* Cass. 26 juillet 1854. S. 55. 1. 33. D. 54. 1. 297.

chand, il renvoie au titre du mandat pour la détermination « des droits et des devoirs du commissionnaire qui agit au nom d'un commettant. » (art. 94).

C'est donc par suite d'une faute dans le plan de construction des textes que le mandat paraît accaparer la représentation. L'observation des faits prouve que cette utile fiction s'exerce également en dehors de ce cercle étroit où règne la gratuité complète ou tempérée. Ne pas vouloir la reconnaître serait dénaturer les mobiles, nier l'existence des agents d'affaires qui agissent au nom d'autrui.

Pour le jurisconsulte qui analyse les rapports de droit, la représentation n'est qu'une modalité qui peut aussi bien s'adapter à des contrats à titre gratuits qu'à des contrats à titre onéreux. Un ouvrage récent construit suivant un enchaînement rationnel et dégagé de l'ordre numéroté du Code, étudie cette conception juridique avec les modalités des obligations (1). Une pareille méthode est en parfaite harmonie avec la nature intime des faits. Elle ne se rencontre pas seulement dans l'ouvrage dogmatique que nous indiquons; elle vient d'être adoptée dans un grand monument de législation positive: en effet, le nouveau Code civil

1. Capitant. *Introduction à l'étude du droit civil*.

allemand, profitant d'un siècle d'expérience, incorpore l'étude de la représentation, dans sa partie générale, avec les modalités des actes juridiques (art. 164 à 181) (1).

118. En résumé, les mandats (gratuit et salarié) décrits au Code civil, sont, suivant l'intention du législateur, des contrats de bienfaisance. Conclut avant tout dans l'intérêt du mandant. l'obligation qui en dérive a pour objet la prestation d'un fait, consistant en un acte de représentation. Que si celui qui promet ce fait stipule un salaire, pour rester un mandataire (au sens donné à ce mot par le législateur), son salaire ne doit être qu'une rémunération.

Les agents d'affaires eux aussi, promettent la prestation de faits. Mais la recherche du lucre est le ressort essentiel de leur entreprise ; ce désir de réaliser un bénéfice est évident et la loi l'a jugé à sa vraie valeur en rangeant ceux qu'il anime dans la classe des commerçants. En échange de leurs services, les agents d'affaires entendent être payés. Le contrat dans lequel ils s'engagent est fait aussi bien dans leur intérêt que dans celui de leur client : il est parfaitement et radicalement à titre

1. Code civil allemand de 1897. Traduction Meulensere Livre I.

onéreux ; créateur de deux obligations équivalentes et réciproques, il est synallagmatique parfait : c'est un louage de services.

La nature du contrat ne change pas quand le fait promis par l'agent d'affaires consiste en un acte de représentation de la personne de son client, car ce contrat a pour éléments fondamentaux la promesse de la prestation d'un fait et la promesse réciproque d'un salaire (1). (Art. 1710. C. civ.)

1. Sur la question du mandat salarié. V. *Revue Wolowsky*, t. VI, article de M. Duvergier. Cet éminent jurisconsulte s'exprime ainsi... « Le louage d'ouvrage consiste dans l'obligation de faire une chose moyennant un prix ; il y a cela aussi dans le mandat salarié. Mais celui qui loue son travail agit en son nom... Au contraire, le mandataire agit au nom du mandant... Voilà ce qui distingue les deux contrats ». On le voit, le mandat salarié que M. Duvergier a en vue, n'est pas celui que décrit le Code civil, c'est plutôt le contrat de celui qui, voulant réaliser un bénéfice, s'engage à représenter autrui. Nous croyons avoir démontré qu'un tel contrat est un louage de services, services consistant en un fait de représentation.

Dans un ordre d'idées parallèles, M. Glasson (note au Dalloz. 92. 2. 281) déclare que les professions d'avocats, de médecins, de professeurs... etc, donnent lieu à des louages de services, contrairement à l'avis de ceux qui à raison du caractère intellectuel et relevé de tels offices, voient en eux des cas particuliers du mandat.

CHAPITRE II

DU LOUAGE D'OUVRAGE

119. Suivant la très juste remarque de M. Planiol que nous avons insérée au début de ce titre, dans notre siècle, tout a une tendance à revêtir des formes industrielles. La recherche avide des résultats a imprimé au louage de services une allure particulière : aujourd'hui, on aime moins payer le fait d'autrui suivant sa durée que suivant l'ouvrage réellement et définitivement produit. L'usage des travaux à forfait, de l'ouvrage à l'entreprise et payable suivant son résultat effectif, s'étend de jour en jour.

Celui pour qui l'ouvrage est fait trouve à ce système de grands avantages. Tout d'abord il peut envisager et connaître avec certitude la somme qu'il déboursera ; il sait ensuite que le locateur, étant intéressé à l'exécution rapide du travail, le servira avec promptitude ; enfin, il s'assure contre les risques qui peuvent survenir durant la confec-

tion de l'ouvrage, puisqu'il ne sera tenu que si celui-ci est achevé et livrable.

120. Des milieux manufacturiers, cette forme de contrat s'est propagée dans d'autres domaines. Les agents d'affaires notamment l'adoptent souvent. Les placeurs, les agents de renseignements commerciaux, les révélateurs de secrets, de nouvelles... ne contractent guère que de cette façon.

121. Quelle est la nature de ces contracts ? Restent-ils dans la sphère du louage de services ? Sont-ils des ventes ? Sont-ils des contrats innommés ?

Dans le langage courant et même dans certains arrêts, on entend dire, *vente de renseignements*, *vente de secrets*, *vente de nouvelles*. C'est, croyons-nous, un abus qu'il faut éviter parce qu'il est contraire à la nature intime de ces conventions. Sans doute les obligations de ces agents d'affaires apparaissent comme un bloc qui est livré au client contre un prix que l'on peut également envisager comme un bloc. Par ces considérations, on est tenté de se croire dans le domaine de la vente et c'est ce que décidaient Pomponius (1), Pothier et Troplong (2) dans une espèce analogue. Il s'agis-

1. Digeste livre XVIII, loi 8 § 1.

2. *De la vente*, t, I, n° 204,

sait de l'acquisition des chances d'un coup de filet. Or le filet ramena un trépied d'or : grande discussion entre les contractants qui portèrent leur litige devant un arbitre, qui préceuseur de Perrier Dandin s'attribua le trépied. D'après Pothier, le trépied aurait dû rester aux pêcheurs, « car les vendeurs « et les acheteurs n'avaient entendu vendre et « acheter que le poisson qui serait pris » (1). On le voit Pothier déplace l'hypothèse ; il n'argumente plus sur une vente d'une espérance, mais sur la vente d'objets réels. Il eût été plus juste, croyons-nous, de considérer le contrat intervenu comme un louage de services contracté à forfait.

Ce qui caractérise le louage de services c'est la prestation de faits. Or que fait l'agent qui donne un renseignement commercial, sinon louer ses services, sinon prêter un fait ? Nous objectera-t-on que ces renseignements sont généralement donnés sur des fiches émises par les agences ? On ne doit pas s'arrêter à cette faible matérialité : le papier importe peu, ce sont les énonciations qu'il renferme qui sont essentielles. Ces énonciations sont le fait de l'agent qui par conséquent est un locateur de services.

Par analogie, nous voyons un louage de servi-

1. *Contrat de vente*, n^o 6.

ces dans la convention qui a pour objet la révélation d'un secret, d'une succession (1) ou la communication d'une nouvelle politique financière etc.

122. Notre Code est très bref sur les contrats faits par les entrepreneurs d'ouvrage et la plupart des articles de la section des devis et marchés ne s'occupent que de l'entreprise de construction. On doit voir un entrepreneur d'ouvrage en celui dont les services ne sont pas payés suivant leur durée, mais suivant l'ouvrage à faire.

123. En pareil cas, l'on devra appliquer à ces contrats les règles édictées au Code civil à la section III du contrat de louage et notamment l'article 1794. « La loi, disent MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl (*Du contrat de louage* t. II, n° 1831), « s'est placée à un point de vue beaucoup trop « étroit en mentionnant ici (art. 1787 et suiv.) « uniquement les devis et marchés. Dans leur nature juridique, les contrats de ce genre ne diffèrent pas de tous les autres contrats où une personne s'engage à accomplir un travail déter-

1. MM. Baudry-Lacantinerie et Barde, voient un contact innommé dans la convention qui a pour objet la révélation d'une succession. *Traité des obligations*. t. I, p. 17. Sic : Cours de Paris 12 mars 1891. S.94. 2.193 et Cass. Belg. 12 juillet 1894. D. 96. 2. 4,

« miné, vis-à-vis d'une autre à laquelle elle n'est
« pas subordonnée ».

Une autre conséquence des contrats à forfait, c'est qu'étant le plus souvent aléatoires, quelles que soient les éventualités qui surviennent durant leur exécution, si du moins ces éventualités entrent au nombre des chances de bénéfice ou de perte que les parties avaient en vue en contractant, la question de la lésion ne peut pas se poser. Nous verrons dans le chapitre suivant que contrairement aux décisions de la jurisprudence, le salaire de l'agent d'affaires ne doit pas être réduit pour excès. A fortiori, lorsque ce salaire est stipulé dans les contrats dont nous parlons, ne doit-il être l'objet d'aucune réduction. Et pourtant, dans ce cas encore, les tribunaux se sont souvent arrogé le droit de le réduire ; notamment dans le cas où un révélateur de succession fait connaître à un héritier les droits que celui-ci ignore, et lorsqu'il est commis pour liquider cette succession en échange d'une quote-part de ce qu'il fait recouvrer.

CHAPITRE III

CONDITIONS DE VALIDITÉ DES CONTRATS FAITS PAR LES AGENTS D'AFFAIRES

124. Les conditions essentielles requises pour la validité des conventions doivent évidemment se rencontrer dans un contrat conclu par un agent d'affaires. Il faut donc un consentement parfait, non vicié (1) par l'erreur, la violence ou le dol ; les parties doivent avoir la capacité de contracter (2) ; l'objet de la convention doit être certain et la cause licite.

Nous n'aurions plus rien à dire sur cette question si la jurisprudence ne s'était arrogé le droit de réduire le salaire des agents d'affaires lorsqu'il paraît excessif ; et si, à propos de la cause, la nature des opérations de certaines agences ne donnait lieu à des doutes sur la validité des conven-

1. Cass. 7 août 1837. S. 37. 1. 889. D. 37. 1. 457.

2. Sur la question des mineurs commerçants. V. Lyon-Caen et Renault. *Traité*, t. I, n° 219 et suiv.

tions intervenues. Nous allons étudier ces deux points. A propos des agences de révélation de successions, nous présenterons une brève observation au sujet de l'objet.

§ I. — De la réduction des salaires excessifs.

125. La doctrine et la jurisprudence sont divisées. Les tribunaux, à part de rares exceptions, se reconnaissent le droit, lorsque le salaire stipulé par l'agent d'affaires leur paraît trop élevé, de le réduire à des proportions équitables. La Cour de cassation a toujours admis ce système, se dispensant le plus souvent de le justifier, témoin son arrêt du 11 mars 1824 basé sur un seul attendu très laconique : « La Cour, attendu que l'arrêt « n'a violé aucune loi en déclarant que tout salaire d'agent d'affaires est sujet à évaluation et « à règlement par le juge, rejette ». En l'occurrence, la Cour nous paraît avoir rendu plutôt un décret qu'un jugement (1). C'est encore par voie

1. Cass. 11 mars 1824, S. 25. 1. 133.

d'autorité, qu'elle validait un arrêt de Paris qui, d'après elle, en réduisant le salaire, n'avait fait que juger suivant *les règles de la matière* (Cass. 18 avril 1872 ; D. 73. 1. 259). « Si l'on demandait à la Cour de cassation où se trouvent les « règles de la matière ? », observe fort justement M. Laurent (tome XXVII n° 352).

126. La Cour de Paris a parfois essayé de motiver les décisions qu'elle a prises dans ce sens. Mais son interprétation ne nous satisfait pas. Elle s'exprime ainsi dans une espèce :

« Considérant que ledit acte constituant en réalité un mandat, la rémunération stipulée au profit de T... peut être sujette à réduction ; « qu'en effet la taxe des frais des officiers ministériels est d'ordre public ; que toute convention « d'honoraires plus élevés que ceux fixés par les « tarifs légaux, tout règlement amiable et même « tout paiement volontaire, ne peuvent, en ce cas, « empêcher les parties de faire reviser et restreindre par la justice de pareils traités et même de « répéter ce qui aurait été indument payé à cet « égard ; considérant que ces principes doivent « s'appliquer à tous agents d'affaires... qui, quoique non soumis à des tarifs réguliers, exercent « cependant en réalité, les mêmes fonctions que

« les officiers ministériels en se chargeant de
« l'administration et de la direction des affaires
« d'autrui.. » (1). Il est inutile de critiquer longue-
ment ces considérants. Les tarifs imposés aux
officiers ministériels sont des mesures d'exception
qu'on doit interpréter restrictivement et n'appli-
quer qu'à ceux pour qui ils sont faits.

La Cour de cassation a pourtant rejeté le pour-
voi formé contre cet arrêt, « parce qu'en réduisant
« la rémunération de l'agent d'affaires, la Cour
« n'a fait qu'user d'un pouvoir dont l'exercice ne
« tombe pas sous le contrôle de la Cour de cassa-
« tion » (Cass. 18 avril 1855. S. 55. 1. 530).

Et dans une seconde espèce, elle a de nouveau
déclaré que la « rémunération des services d'un
« agent d'affaires est soumise à l'appréciation sou-
« veraine des tribunaux qui ne sont pas enchaînés
« par les termes du traité intervenu entre lui et
« sa cliente » (Cass. 7 févr. 55. ; S. 55. 1. 530).

127. Le texte de cet arrêt est en rébellion ou-
verte contre l'art. 1134. Les conventions légale-
ment formées tiennent lieu de loi à ceux qui les
ont faites. Elles ne peuvent être révoquées que de
leur consentement mutuel ou pour les causes que

1. Cours Paris, 25 nov. 1854, S. 55. 1. 527.

la loi autorise. Donc, lorsqu'un contrat intervient entre un agent d'affaires et un client et que ce contrat est légalement formé, ayant un objet certain, une cause licite, lorsque le consentement des parties est parfait et qu'on ne veut invoquer ni l'erreur, ni la violence, ni le dol, les juges ne sauraient réduire les obligations produites sous prétexte qu'elles seraient excessives et lésionnaires, car la lésion ne vicie les conventions qu'à l'égard de certaines personnes (et la loi n'a jamais parlé des clients des agences) et dans certains contrats (vente et partage).

« Le législateur, dit M. Laurent, laisse aux parties le soin de veiller à leurs intérêts et généralement elles le font avec plus d'intelligence et d'exactitude que ne le ferait le juge. Que si les parties se trompent, elles doivent s'en prendre à leur négligence, la loi ne vient pas au secours de ceux qui négligent leurs intérêts » (tome XXVII n° 347).

128. Un jugement du tribunal de la Seine motive le droit de réduction par un autre moyen :

« Attendu, dit-il, qu'aux termes de l'art. 1896 le mandat est gratuit à moins de convention contraire ; que le principe de gratuité énoncé dans cet article et tout particulier à ce contrat assu-

« jettit la convention en cette matière à des règles
« spéciales ; que le prix stipulé doit être la repré-
« sentation d'une rémunération juste et conven-
« ble » (Trib. Seine 11 févr. 70. Confirmé en
appel et en cassation. S. 72. 1. 207 ; D. 73. 1. 259).

Même si l'on admettait (ce qui nous paraît im-
possible)(1) que le contrat d'agence d'affaires
empruntât au mandat son caractère de bienfai-
sance, il serait difficile d'autoriser la réduction de
la rémunération promise, car l'art. 1999 dit for-
mellement que le mandant doit payer les salaires
au mandataire lorsqu'il en a été promis.

129. Ajoutons que la doctrine est généralement
hostile au système édifié par la jurisprudence (2).
V. Demolombe, *Revue de législ.* 1846, tome II,
p. 447 ; Aubry et Rau, tome IV ; p. 649 ; Baudry
et Barde, *Traité des obligations*, tome I, p. 311 ;
Baudry - Lacantinerie, *Précis de droit civil*,
tome III, n° 908 ; Boullanger, note au Sirey, 66.
1. 273 ; Laurent, tome XXVII n°s 347 et suiv. ;
Quelques arrêts sont dans ce sens. Paris, 27 juin

1. Voir *suprà* titre II chapitre I.

2. Ce système est maladroit par surcroît ; car les agents
d'affaires sachant qu'ils seront traités en parias par les
tribunaux sont portés à se mettre à couvert en exigeant
de leurs clients le versement de provisions préalables
sans donner reçu.

1863 ; S. 63. 1. 249 ; D. 63. 2. 164 ; Paris, 11 décembre 1894, *La Loi*, 19 janvier 1895.

Contra : Troplong, *Du mandat*, n° 632 ; Pont, *Petits contrats*, n° 1107 ; Cour de Montpellier, 6 février 93 ; S. 94. 2. 208.

§ II. — Cause licite.

130. Cause licite. — « L'obligation sur cause illicite ne peut avoir aucun effet » dit l'art. 1131. La cause illicite est celle qui est contraire aux lois, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs. Les conventions contraires aux lois sont encore assez facilement reconnaissables, car les lois étant des faits positifs, on peut toujours discerner en quel point elles sont enfreintes. Il n'en est pas ainsi pour les conventions contraires aux bonnes mœurs et à l'ordre public. Ces deux dernières notions ont des contours assez confus. Tandis que certains moralistes ou certains juges seront intransigeants et susceptibles sur les manquements à la morale, d'autres admettront parfaitement que, si le fait argué de nullité n'est pas d'un homme très honorable et très délicat, il peut tout de même exister et

produire tous ses effets, sans troubler les consciences et sans porter atteinte à l'ordre public. C'est ce qui est arrivé en matière de courtage matrimonial ; les uns l'ont proscrit avec horreur, les autres ont déclaré que sa validité ne pouvait faire doute.

A propos des agences, la question de la cause se pose fréquemment.

131. A. — Il est tout d'abord évident qu'il faut proscrire tous ces contrats que nous avons énumérés au n° 18 (dichotomie, rédaction de faux titres, entremise de prostitution, etc).

Mais il en est d'autres qui donnent matière à la discussion (1).

132. A propos du courtage matrimonial, nous avons déjà exposé les nombreuses opinions émises ; nous avons constaté que la jurisprudence lui paraît hostile et nous avons conclu qu'il fallait, en principe, admettre sa validité ; qu'il fallait, au contraire, le proscrire lorsque le salaire de l'intermédiaire n'est exigible qu'au cas de succès du ses négociations et n'apparaît que comme une prime à la réussite (2). Nous ne saurions également admettre qu'un agent matrimonial stipule, pour

1. Au sujet des chercheurs de successions. V. *suprà* n° 25.

2. V. *suprà* n° 27 et suiv.

prix de ses démarches, une quote-part de la dot. Une pareille promesse a évidemment pour résultat de faire passer le mariage lui-même au second plan et de faire servir un acte dans lequel les considérations de personne et de sentiment doivent être fondamentales, à la recherche d'avantages pécuniaires.

133. *Agences de paris aux courses.* — L'exploitation de maisons de jeux de hasard est punie par l'art. 410 du Code pénal. Avant la loi du 2 juin 1891 sur le pari aux courses, les hippodromes étaient envahis par des joueurs professionnels qui acceptaient les paris de tout le monde d'après la cote, ou servaient d'intermédiaires entre les parieurs. Des doutes s'étaient élevés au sujet de la prohibition de cette industrie à cause de l'art. 1966 La Cour de Cassation jugea le 5 janvier 1877, (S. 77. 1. 481; — D. 78. 1. 191), qu'il y avait jeu illicite, lorsque les parieurs occasionnels ou professionnels n'avaient pas pour objet d'améliorer la race chevaline, (art. 1966. C. civ.) Cet arrêt eût pour conséquence pratique, la prohibition du pari sur la pelouse, alors que l'on continuait à le tolérer au pesage. La loi du 2 juin 1891 supprima cette distinction en punissant des peines de l'art 410, tous ceux qui exploitent le pari sur les courses de

chevaux, soit qu'ils servent d'intermédiaires entre les joueurs, soient qu'ils vendent des renseignements sur les chances des chevaux engagés. Toutefois l'art. 5 accordait le monopole des paris aux sociétés d'élevage organisées et autorisées par le ministre de l'agriculture.

Donc toutes opérations de jeu aux courses, faites par des professionnels non autorisés, sont illicites.

134. Agents de claque.—Ils fleurissent à Paris. Ce sont des industriels chargés de recruter à la porte des théâtres, des spectateurs auxquels ils font remise du prix de leur place à condition qu'ils manifestent durant le spectacle des sentiments d'admiration vifs et bruyants. Tout le monde connaît ces bandes d'enthousiastes salariés qui embarrassent les galeries supérieures et parfois le parterre, et qui, à un signal donné par leur chef, interrompent la représentation par leurs bravos et leurs applaudissements jusqu'au moment où un nouveau signal modère leur élan. Un jugement du tribunal de commerce de la Seine du 27 juin 1896, a fort justement déclaré qu'une convention par laquelle un directeur de théâtre loue les services d'un chef de claque, est nulle comme basée sur le mensonge et la corruption.

(*Le Droit* du 12 août; *Annales du droit com.* 1896. p. 356). (1)

135. *Policiers privés.* — Ils se chargent, contre rémunérations, de faire des enquêtes intimes, de filer des personnes dont on veut surveiller les faits et gestes, et de signaler tout ce qui dans leur conduite peut être intéressant pour celui qui organise cette surveillance. Il n'existe à leur égard, aucune décision en jurisprudence ; sans doute parce que ceux qui ont recours à leur office, évitent, de dévoiler leurs procédés inavouables. De pareils actes, indépendamment de leur bassesse, sont une atteinte à la liberté individuelle. (2) Ils ne pourraient se justifier que si celui qui organise la surveillance avait un droit de puissance sur la personne surveillée, comme un père sur son fils, ou un mari sur sa femme.

136. *Pacte de quota litis.* — C'est une convention par laquelle celui qui est commis pour faire valoir des droits litigieux, stipule une quote-part des sommes qu'il aura fait recouvrer. Les avocats s'interdisent ce pacte. La validité a paru douteuse à

1. En ce sens Demolombe, *Cours de code Napoléon*, tome XXIV, n° 334.

2. V. article paru dans le *Petit Journal*, n° du 12 avril 1898, sous la signature de Thomas Grimm.

certain (Voir une note de M. Glasson au Dalloz, 90. 2. 281). On argumente du fait que cette convention a un caractère aléatoire parce que le représenté se décharge d'une partie des risques sur le représentant. Elle impliquerait une certaine défiance à l'égard de la justice dont les décisions doivent être présumées en parfaite conformité avec le droit et exemples d'aléa. Nous professons le plus grand respect pour l'autorité de la jurisprudence, bien que nous connaissions les variations qu'elle a eues sur quelques points. Mais nous croyons qu'on ne doit pas considérer comme illécite le pacte de *quota-litis*, car le plaideur se prémunit moins contre les tribunaux que contre son procureur. Par cette convention, il stimule son zèle ; en outre, celui-ci n'a plus aucun intérêt à faire durer le procès et à faire plaider son client lorsque sa cause est mauvaise.

137. Agences postales et télégraphiques. — L'Etat a le monopole des postes et des télégraphes. Néanmoins on peut concevoir que des industries privées fonctionnent sans porter atteinte au monopole. Telles sont les agences qui se chargent de déposer, d'expédier et de recevoir les correspondances des particuliers. Elles organisent souvent

un service analogue à la poste restante. Il n'y a là rien que de légitime.

Nous ne pouvons en dire autant de ces agences qui se chargent de jeter à la boîte les lettres des particuliers qui veulent donner le change et tromper leurs correspondants au sujet de la place où ils se trouvent. C'est cette opération que leurs prospectus annoncent sous le titre d'*alibi-office*. C'est comme on le voit, le mensonge organisé. De tels actes sont donc illicites.

138. Immixtion dans les fonctions publiques.

— Les faits d'immixtion sont punis par la loi pénale. Ils sont assez fréquents chez les agents d'affaires, surtout chez ceux qui s'occupent d'affaires litigieuses et qui empiètent sur le monopole des notaires, des avoués, des huissiers ; et chez les coulissiers qui pénètrent constamment sur le domaine réservé aux agents de change par l'art. 76 du Code de commerce. Les conventions ainsi faites sont viciées dans leur cause.

139. B. Sanctions. — Indépendamment de l'application des lois pénales lorsqu'il y a lieu (voir nos 104 et suiv. *suprà*), si les actes intervenus ont causé un dommage réparation en est due à ceux qui l'ont subi.

En outre, d'après l'art. 1131, les conventions

sur cause immorale, contraire aux lois ou à l'ordre public sont nulles. Lorsqu'un litige interviendra à leur propos, les tribunaux déclareront qu'elles sont inexistantes.

Mais pour l'exécution de telles conventions, des sommes peuvent avoir été versées. Faut-il les laisser aux mains de ceux qui les détiennent ; ou faut-il au contraire en admettre la répétition ?

Sur cette question règne une vive controverse qui ne paraît pas près de prendre fin. La maxime romaine « *nemo auditur propriam turpitudinem allegans* » ne saurait avoir d'empire dans notre droit (Duvergier, *De la vente*, n° 207 ; Colmet de Santerre, t. V. n° 49 *bis* ; Demolombe, *Cours du code Napoléon*, tomeXXXI, page 363 et suiv. Note de M. Meynial sous arrêt de Caen. S. 90. 2. 97. ; Note de M. Appert sous Cass, S. 96. 1. 289 ; Note de M. Ch. Lyon, Caen sous arrêt de Lyon, S. 84. 2. 49). Les auteurs se sont attachés à montrer que l'adoption de cette maxime aboutissait dans la pratique à des résultats préjudiciables à l'ordre public. « En fait, dit M. Meynial, une telle interprétation « aboutit à considérer le contrat comme inexistant « avant son exécution et comme irrévocable après, « et à lui donner ainsi des effets bien plus inatta- « quables qu'à aucun autre, puisque toute récla-

« mation à son sujet est étouffée dès sa naissance » (note citée). La Cour de cassation avait progressivement abandonné la maxime romaine ; mais un arrêt de la Chambre des requêtes du 1^{er} avril 1895 (S. 96. 2. 289) s'est rallié à la doctrine qui n'admet pas la répétition. Des décisions récentes sont basées sur la même interprétation (Cour de Grenoble, 1^{er} juin 1897 ; *Le Droit* 16 août ; Trib. com. Seine 3 nov. 1897 ; *Gaz. Pol.* 21 décembre 1897). V. *Annales du droit com.* 1898, p. 49 et suiv.) Ces solutions sont défendues en doctrine par M. Dubois (note sous Cass., 15 déc. 1873 ; S. 74. 1. 24) ; Merlin, *Questions*. V^o Cause des obligations n^o 2 ; Troplong, *Du louage*, t. II, n^o 808). *Sic* : Cass., 17 mai 1841, S. 41. 1. 623 ; 1^{er} août 59. S. 59. 1. 807 ; 5 mars 1872, 72. S. 134.

140. C. Opérations de bourse. — Nous avons admis (V. n^o 74, *suprà*) que les coulissiers, en tant qu'intermédiaires sur les transactions en Bourse, étaient agents d'affaires.

La matière des opérations de Bourse est régie par des dispositions exceptionnelles sur la portée desquelles l'accord est loin d'être fait. Deux difficultés peuvent se présenter à l'occasion d'opérations faites par les coulissiers.

Exception de jeu. — La législation sur les mar-

chés à terme a varié au cours de ce siècle et son interprétation n'a jamais cessé d'être contradictoire. Les phases successives des tendances de la jurisprudence sont remarquablement décrites dans le récent ouvrage (1) de M. Thaller. Avant la loi du 28 mars 1885, la jurisprudence avait adopté un système d'après lequel les marchés à terme étaient rangés en deux catégories : les uns, les marchés *sérieux*, qui, dans l'intention des parties devaient se terminer par la remise effective des titres et par le paiement du prix, étaient déclarés valables ; les autres, les marchés *fictifs* ou *différentiels*, qui devaient se terminer par le paiement de différences basées sur la hausse ou la baisse des valeurs ; à ceux-ci on faisait application de l'art. 1965 C. civ.

Mais comment différencier le marché sérieux du marché fictif ? « Question très délicate, souvent insoluble » a-t-on dit (2). Pour ceux qui connaissent les usages du marché des valeurs, cette question ne comporte pas de réponse. « Nous défions, » dit M. Courtois, que l'on puisse assigner une limite administrative qui détermine une ligue de

1. *Traité élémentaire de droit com.* n° 794 et suiv.

2. Lyon-Caen et Renault, *Manuel de droit commer.* n° 884.

« démarcation entre les opérations à termes faites avec ou sans l'intention de lever ou de livrer les titres » (1). Le système adopté avait donc le défaut d'être arbitraire et incertain dans ses applications. En outre, il fournissait aux spéculateurs de mauvaise foi le moyen d'éviter les conséquences de leurs opérations malheureuses. Les inconvénients de cette situation apparurent avec netteté lors de la crise financière de 1882.

La loi du 28 mars 1885 fut faite pour remédier à ces inconvénients. Tous les marchés à terme sur effets publics et autres sont reconnus légaux ; nul ne peut, pour se soustraire aux obligations qui en résultent, se prévaloir de l'art. 1965 du Code civil, lors même qu'ils se résoudraient par le paiement d'une simple différence (art. 1). Cet article crée une présomption légale en vertu de laquelle les marchés à terme doivent être tenus pour sérieux et valables, et contre laquelle la preuve contraire ne doit pas être admise (Cour de Douai, 25 mars 1897 ; *Le Droit*, 11 septembre). Cette interprétation est contestée et certains tribunaux, se basant sur le fait de la substitution dans le texte de l'art. 1, des mots « se résoudraient » aux mots « devraient se ré-

1. A. Courtois, *Traité élémentaire des opérations de bourse*. Introduction p. 34.

soudre » (texte primitivement voté par la Chambre), ont rendu des décisions analogues à celles qui sont antérieures à la loi de 1885. C'est le retour aux indécisions et aux variations auxquelles cette loi avait voulu mettre fin (Cour de Nancy, 9 novembre 1897 ; *Gaz. Pal.* 5 février 1898 ; Cour de Toulouse, 14 nov. 1897 ; *Gaz. Trib.* 3 décembre. Cour de Grenoble, 1^{er} juin 1897 ; *Gaz. Pal.*, 19 nov. 1897. V. *Annales dudr.com.*, 1898, p. 19 ; *Bulletin judiciaire*, par M. Lévy-Ullmann).

Exception tirée du défaut de qualité de l'intermédiaire. — Les coulissiers ont le droit de faire toutes opérations sur les valeurs non cotées (Cass., 1^{er} juillet 1885). Sur les valeurs cotées, ils peuvent spéculer directement en se faisant contre-parties des acheteurs ou des vendeurs ; ils peuvent servir d'intermédiaires dans les transactions sur ces valeurs, à condition de se substituer un intermédiaire officiel pour l'accomplissement des ordres qu'ils ont reçus (Thaller, *loc. cit.*, n° 809 et suiv.) Mais le fait de servir d'intermédiaire au mépris du monopole des agents de change est un délit (loi du 28 ventôse, an IX, art. 8). Les actes ainsi faits sont nuls (art. 1131. Code civ. et décret du 27 prairial, an X, art. 7). Suivant le droit commun, les parties pourraient pendant 30 ans, faire déclarer

que les transactions ainsi faites sont inexistantes. Les spéculateurs de mauvaise foi pourraient par ce moyen garder pour eux le bénéfice des opérations heureuses et éviter les pertes résultant d'une mauvaise spéculation. La Cour de cassation se basant sur l'art. 18 de l'arrêt du Conseil de 1724 (qui, dit-on, ne serait pas abrogé malgré les dispositions de l'art. 3 de la loi de 1885) a jugé que le règlement des opérations intervenu entre le client et l'intermédiaire irrégulier, couvre le vice du marché (Cass. 22 avril et 29 juin 1885 ; S. 85. 1. 250). D'autres arrêts décident que ce résultat n'est atteint que par le *paiement* effectué en connaissance de cause (Cour de Grenoble 1^{er} juin 1897. *Gaz. Pal.*, 19 nov. 97). D'autres décisions distinguent suivant que le client a consenti ou n'a pas consenti à ce que les opérations fussent faites en violation de l'art. 76 du Code de commerce (Trib. com. Seine, 11 août 1897 ; *Gaz. des Trib.* 6 sept. ; 3 nov., 1897 ; *Gaz. Pal.* 21 déc. 1897) V. le *Bulletin judiciaire des annales du droit com.* 1897, p. 126 et 256 ; 1898, p. 20.

Pour réprimer les empiètements continuels des coulissiers sur le rôle réservé aux agents de change, l'art. 14 de la loi du 13 avril 1898, astreint quiconque fait commerce habituel de re-

cueillir des offres et des demandes de valeurs de bourse à représenter des bordereaux d'agent de change, à toute réquisition des agents de l'enregistrement (1).

§ III. — De l'objet.

141. De l'objet. — Pour qu'une obligation soit valable il faut qu'elle ait un objet certain (art. 1108 C. civ.) Cette question se présente lorsqu'un agent d'affaires s'engage à révéler des droits de succession inconnus d'un héritier. Etant donné, les avantages considérables que l'héritier retire de l'intervention de l'agent d'affaires, il s'oblige généralement à lui payer un prix élevé. Il faut pour la validité de ce contrat que l'obligation de

1. Certains ont cru voir dans cet article, un arrêt de mort pour la coulisse. Il est probable qu'il n'aura pas d'aussi importantes conséquences. Déjà une transaction est intervenue entre agents de change et coulissiers aux termes de laquelle les coulissiers continueront la négociation des valeurs cotées à condition de payer aux agents de change une redevance de 20 0/0 sur le courtage perçu. Les agents de change délivreront des bordereaux et prélèveront leur redevance. V. *Le Journal des débats*, du 6 mai 1898.

l'agent ait un objet, qu'il y ait vraiment révélation d'un secret ; il faut non seulement que l'héritier ignore ses droits, mais encore que les circonstances soit telles, qu'il n'ait pu les connaître que par l'intermédiaire de celui qui les a révélés. Les juges se décideront par l'examen des faits et leur décision sur ce point sera souveraine.

CHAPITRE IV

EFFETS DU CONTRAT CONCLU PAR L'AGENT D'AFFAIRE.

142. Le moment est venu de dégager les conséquences pratiques de ce qui précède : le contrat conclu par l'agent d'affaires avec son client est un louage de services.

Il ne saurait y avoir doute à cet égard en matière d'agences de comptabilité, de traduction, de rédaction d'actes, de publicité, de garde-malades, etc.

A la lueur des considérations formulées dans le chapitre I^{er} de ce titre (Etude du mandat), nous croyons pouvoir affirmer que lorsqu'un agent d'affaires agit au nom de son client (comme en matière d'agences d'affaires litigieuses, de liquidations, de prise de brevets, de gestions diverses), nous sommes encore en présence d'un louage de services. Imitant le paragraphe deuxième de l'article 94 du Code de commerce, nous puiserons dans le titre du mandat (C. civ. liv. III, titre XIII)

les règles relatives à l'application de la fiction de représentation de la personne d'autrui. Mais nous conserverons au contrat conclu par l'agent d'affaires, le caractère pleinement onéreux et synallagmatique parfait qu'il a naturellement.

Les contrats par lesquels les agents d'affaires promettent leurs soins contre un prix fixé à forfait sont également des louages de services.

C'est donc dans le livre III, titre VIII, chapitre III, du Code civil, que nous trouverons les principes de notre matière.

§ 1^{er} — **Rapports de l'agent d'affaires et du client.**

A. — Obligations de l'agent d'affaires.

143. L'agent d'affaires est tenu d'exécuter les services qu'il a promis (1). Il doit agir de bonne foi et donner à l'affaire de son client tous les soins qu'on peut attendre d'un bon père de famille (2)

1. Les manœuvres dans le but de se faire remettre des sommes comme paiement de services illusoires, sont passibles des peines de l'escroquerie (Cass, 13 fév. 1852. D. 62. 5. 140). V. n° 26, *suprà*.

2. Il existe en jurisprudence de nombreuses décisions sur l'étendue des obligations des agents d'affaires. V. Pa-

(art 1137 et 1992, 2^o civ). Il est responsable de l'inexécution totale ou partielle et des retards qui se produisent par son fait.

Il doit gérer lui-même ou avec l'aide des employés de son agence. En tous cas, il est responsable des agissements de ces derniers (art. 1994 C. civ.)

144. Il justifie de sa procuration suivant les règles ordinaires. Mais la procuration à l'effet de constituer hypothèque doit être rédigée dans la forme authentique (art. 2127 C. civ. Cass. 20 juin 1881 ; S. 83. 1. 208 ; D. 82. 1. 406) et le pouvoir de représenter en justice doit être spécial et légalisé (1) (art. 421. C. pr. civ. et 627 C. com ; Cass.

ris, 14 août 1872. *Journ. des trib. de com.* 72. 439. Paris, 27 sept. 1837. *Gaz. des trib.* 28 sept. 1837. — Trib. de Lyon, 10 août 1882. — Monjud. Lyon, 20 nov. 1882. — Grenoble, 9 mars 1832. S. 32. 2 438. — Trib. com. Seine, 10 fév. 1886, *Jour. des fonds de com.* 1886, p. 5. — Trib. com. Seine, 12 nov. 1857. *Jour. des trib. de com.* 1857. 8. — Cour de Paris, 24 nov. 1871. Bull. arr. Paris 1870-71, p. 235. — Cass 19 déc. 1853. S. 54. 1. 701. — Cass. 7 mai 1845. D. 45. 1. 305. V. également Pont, *Petits contrats*, n^o 1102 et suiv. — Laurent, *Principes de droit civil*, t. XXVIII, n^o 26. — Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Traité du louage*, t. II, n^o 2082 et suiv. L'agent chargé de représenter son client en justice est tenu de réparer le dommage causé par le fait qu'il a laissé prendre un jugement par défaut contre son client. Trib. civ. Seine, 14 mars 1895. La loi, 28 mars 1895.

1. Les agréés sont des simples agents d'affaires. Quand

1^{er} mai 1883 ; D. 83. 1. 441. Lyon-Caen et Renault, traité, tome I, n° 429 et suiv.)

Il est tenu de se renfermer dans les limites du pouvoir qui lui est conféré. (V. sur l'étendue de certaines procurations, Amiens 18 février 1886, *Jour., aud.* Amiens 1886, p. 70. Trib. de Mayenne 10 octobre 1897, *La loi*, 17 mars 1898).

L'agent d'affaires qui agit pour le compte de son client est tenu de rendre compte (art. 1993 C. civ.) Cette obligation est commune à tous ceux qui sont chargés d'actes de gestion (V. pour le commissionnaire, Lyon-Caen et Renault, *Traité*, tome III n° 364.) (Ruten de Condès, *Dictionnaire du droit com.* V° agent d'affaires n° 20).

Tenu d'une obligation de faire, l'agent qui se refuse à l'exécuter ne pourra y être contraint par la force. Son obligation se résout en dommages-intérêts (art. 1142. C. civ.), à moins que son

le pouvoir ne leur est pas donné à l'audience même, ils sont astreints à l'obligation de produire une procuration spéciale et légalisée; mais les juges consulaires les dispensent souvent de ces formalités. La procédure du désaveu, spécialement faite pour les officiers ministériels leurs a même parfois été déclarée applicable. Toulouse, 24 avril 1841. Dalloz. *Répert*, v° agréé n° 42. En sens contraire Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. I, n° 431. Garsonnet, t. III, n° 422. Lyon, 9 juin 1832. Dalloz, *Répert*, v° agréés, n° 13 et 14.

client ne se fasse autoriser, en vertu de l'article 1144, à faire exécuter lui-même les services promis par l'agent d'affaires aux dépens de ce dernier.

145. Agences de renseignements. — Quelles sont les obligations ; quelle est la responsabilité d'un agent de renseignement à l'égard de celui à qui il fournit ces renseignements ? Les tribunaux ont eu souvent l'occasion de se prononcer sur cette question et ils se sont parfois montré sévères à l'égard de ces agences (Trib. com. Seine, 15 juillet 1890. *La loi* du 1^{er} août 1890).

On ne saurait, sous peine de rendre l'exercice de cette profession impossible, imposer aux agences de renseignements des obligations trop lourdes. L'obligation qu'elles contractent n'a pas pour effet de leur imposer la garantie de la solvabilité des personnes sur lesquelles elles donnent de bons renseignements. Si elles justifient qu'elles ont apporté dans l'exécution de leurs services, tous les soins qu'on doit attendre d'une agence bien conduite (1), on ne doit pas les rendre responsables des conséquences mauvaises des opérations faites par leurs clients sur la foi des renseigne-

1. V. note de M. Changrin sous Cass. 23 octobre 1886, S. 1887. 1. 441.

ments qu'elles leur ont fournis. Elles ne se donnent pas comme assureurs : la modicité du prix (2 à 3 francs) des fiches qu'elles émettent, ne laisse aucun doute à cet égard. Elles s'engagent seulement à prendre sur le compte des commerçants des informations touchant le degré de solvabilité qu'ils paraissent avoir : cela veut-il dire que les renseignements qu'elles donnent sont présentés par elles comme certains ? Non. Il n'y a rien d'aussi incertain et d'aussi variable que le crédit d'un commerçant ; aussi, ces agences conviennent-elles généralement que les informations qu'elles communiquent n'ont qu'un caractère de certitude relative. Elles font connaître le plus souvent la valeur, l'état hypothécaire des immeubles du commerçant sur la solvabilité duquel on les interroge ; la réputation dont ce commerçant jouit sur la place ; et font généralement suivre ces communications d'une appréciation personnelle sur le crédit que l'on peut accorder à ce commerçant en prévenant expressément que cette appréciation est donnée *sans garantie* (1).

Il a été jugé que cette clause n'a aucun effet et

1. Sur la responsabilité de celui qui donne gratuitement un renseignement. V. note de M. G. May, sous Nancy, 3 juillet 1868. S. 78 2. 249.

ne saurait décharger l'agence des conséquences de sa faute même légère. (Montpellier, 5 déc. 1892. D. 94. 2. 451). Il est pourtant généralement admis que l'on peut convenir une diminution de responsabilité en cas de faute; à condition toutefois que cette convention n'ait pas pour effet de dégager un débiteur de services de la responsabilité de son dol ou de sa faute lourde. V. Lyon-Caen et Renault. *Manuel de droit com.* n° 524. Cass. 15 mars 1876. S. 76. 1. 337.

§ II. — Obligations du client.

146. Le client est tenu de payer le salaire promis à l'agent d'affaires. Lors même qu'une stipulation expresse n'eut été faite à ce sujet, l'agent d'affaires aurait droit à un salaire : cela résulte de l'intention présumée des parties. Le client en confiant son affaire à quelqu'un qui fait profession de se charger de telles affaires, paraît avoir consenti à rémunérer les services qu'il reçoit. Sans doute l'article 1986 (C. civ.) dit que le mandat est gratuit s'il *n'y a convention contraire*. Mais nous croyons avoir démontré que cet article ne doit pas

recevoir application à notre matière (V. n° 115 *suprà*). Les auteurs sont unanimes à reconnaître ce droit à un salaire en l'absence de stipulation expresse (V. Merlin, *Rép.* V° agent d'affaires, n° 2. Aubry et Rau tome IV, § 440. Laurent, *Droit civil*, tome XXVII n° 342 et 343. Guillouard, *Du mandat*, n° 44. Cass. 5 janvier 1869; S. 69. 1. 81; 2 février 1870. S. 1870. 1. 152).

147. Des conventions particulières sont souvent faites à propos des salaires. C'est ainsi que de nombreux agents d'affaires consentent à n'être rémunérés que dans le cas où leurs soins et démarches auront abouti. (agents de détaxe, agents commis pour procurer et négocier un emprunt). Tels sont encore les agents d'affaires qui contractent à forfait. De telles conventions doivent recevoir pleine exécution.

En l'absence d'une stipulation expresse, n'accordant un salaire à l'agent d'affaires que dans le cas où ses soins auront été couronnés de succès, les juges peuvent suppléer à cette convention en s'en rapportant aux usages du commerce. (Cass. 15 juillet 1896. La Loi du 14 octobre 1896); il s'agissait en l'espèce de la négociation d'un emprunt).

148. Quand pour l'affaire dont il a été chargé,

l'agent a fait des avances de frais ou tous autres déboursés, le client doit l'indemniser de ces dépenses, (art. 1999. C. civ.)

149. L'art. 2102, 3^e qui attribue un privilège à celui qui a fait des frais pour la conservation de la chose, est applicable à l'agent d'affaires (Ruben de Couder. *Dict. du droit com.* n^o 33), qui jouit même d'un droit de rétention. (Aubry et Rau, tome III page 118. Cass. 17 janv. 1866. S. 66. 1. 92). — *Contrà*, Baudry-Lacantinerie, tome III, n^o 1054).

150. L'agent d'affaires jouit-il d'un privilège pour le paiement de ses honoraires? Nous ne le croyons pas. Sur quoi ce privilège pourrait-il être basé? L'agent d'affaires ne fait pas partie de la classe des gens de services (art. 2101. 4^e C. civ.) On ne saurait argumenter par analogie de l'article 95 du Code de commerce. Le privilège énoncé dans cet article est spécial au commissionnaire. On ne saurait également faire application des articles 657 et 662 du Code de procédure civile. Ces articles sont faits uniquement dans l'intérêt des officiers ministériels. Ruben de Couder, *Dictionnaire* V^o agent d'affaires, n^o 33. Cour de Paris, 4 nov. 1887 ; La loi 25 nov. 1887 ; Cour de Paris, 11 mai

1896. La loi 23 janvier 1898; *Annales du droit com.* 1897, p. 87.

Mais n'a-t-il pas un droit de rétention sur les pièces et documents qui lui ont été remis pour l'exécution de l'affaire. Il y a bien en ce cas *debitum com re junctum* à l'occasion d'un contrat; aussi, croyons-nous que le droit de rétention doit être accordé à l'agent d'affaires. Cass. 17 janv. 1866. S. 66. 1. 92. *Contrà*: Ruben de Couder, *loc. cit.* n° 32. Rouen, 12 déc. 1851. S. 53. 2. 299; et 15 juin 1860. S. 61. 2. 542).

151. *Prescription de l'action en paiement des salaires et déboursés.* — Cette action n'est pas soumise aux courtes prescriptions édictées par le Code civil pour les salaires des ouvriers et gens de travail (art. 2271) et pour le paiement des frais et rémunérations des huissiers (art. 2272) et des avoués (art. 2273). Elle n'est soumise qu'à la prescription du *droit commun* qui est de trente ans (Laurent, *Principes de droit civil*, tome XXVII, n° 493).

152. *Obligation de ne pas dévoiler les informations confidentielles.* Lorsque les agences de renseignements émettent leurs fiches, elles ont le plus souvent soin d'ajouter que les renseignements sont donnés à titre confidentiel. Par le seul fait que

le client s'engage à recevoir des fiches portant cette mention, il promet de garder le secret. En cas de divulgation, il commet une faute à l'égard de l'agence et si celle-ci vient à subir un dommage (1) par le fait de l'indiscrétion du client, elle peut lui en demander réparation « Il en est ainsi, » disent MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl, alors même que des renseignements inexacts ont été donnés de mauvaise foi par l'agence (*Du louage*, tome II, n° 2087). Cette appréciation ne nous paraît pas exacte.

Comment en pareil cas, pourrait-on refuser au client le droit de répondre à l'agence que, si elle a subi un dommage, elle doit s'en prendre à elle-même ? N'est-ce pas elle, en effet, qui est en faute la première par le fait de l'émission d'un renseignement qu'elle sait être inexact et de nature à porter préjudice à autrui ? De quel droit ferait-elle peser sur son client le poids de sa propre faute. (En ce sens Dalloz 1893. 2. 99, note anonyme). Nous croyons toutefois que l'agence aurait un recours contre son client, lorsqu'il dévoile un renseignement confidentiel, si elle avait convenu avec lui qu'elle ne serait pas tenue de son imprudence et de sa légèreté. Nous avons admis précédemment

1. V. n° 154, *infra*.

la validité d'une telle clause. (V. n° 45, *suprà*). En pareil cas, si des informations fournies par une agence ont été divulguées par le client, et que l'agence ait été condamnée à indemniser le tiers sur le compte duquel ces informations avaient été données avec légèreté ou imprudence, elle doit avoir un recours contre l'auteur de cette divulgation. (Paris, 21 juillet 1892. S. 94. 2. 262 ; D. 93. 2. 101 ; Trib. com. Seine, 8 janvier 1898. *Gazette des Trib.* du 23 février. *Contrà* : Paris, 10 mars 1864. S. 94. 2. 163 en note. D. 93. 2. 100. en note f.).

153. Révocation de l'agent d'affaires par le client. — L'article 2004 du Code civil autorise le mandant à « révoquer sa procuration quand bon lui semble ». Cet article peut-il recevoir application dans les contrats faits par les agents d'affaires ?

Il est certain tout d'abord que cet article n'est pas applicable lorsque le contrat conclu par l'agent d'affaires n'est pas un mandat (agences de traduction, de sténographies, de gardes malades, etc). On se trouve alors en présence d'un contrat de louage de services que la volonté d'une seule partie ne peut pas faire disparaître ; il faut pourtant réserver le cas dans lequel le contrat de

louage aurait été conclu à forfait, ce qui autoriserait celui pour le compte duquel l'ouvrage doit être fait à se prévaloir de l'art. 1794. (Baudry-Lacantinerie et Wahl. Du louage, tome II, n° 2091).

154. Mais l'agent d'affaires qui agit au nom de son client peut-il être révoqué par celui-ci? Nous croyons avoir démontré dans notre chapitre sur le mandat (V. n° 108, *suprà*), que le législateur en édictant les règles de ce contrat, s'est constamment placé dans l'hypothèse d'un contrat à titre gratuit. Le mandat salarié dont parle l'article 1986 conserve lui-même, d'après les paroles de Berlier et de Bertrand de Greuilhe, le caractère d'un contrat de bienfaisance. Or, la convention qui intervient entre l'agent d'affaires et son client n'a certainement pas ce caractère. L'agent n'entend pas faire le sacrifice de son temps et de ses peines; le salaire qu'il stipule n'est pas une simple rémunération; il y entre une part de *bénéfice*. Le contrat est donc fait dans l'intérêt des deux parties et l'on ne saurait lui appliquer, sans se faire une idée inexacte de sa nature, les principes qui régissent le mandat gratuit et le mandat salarié dont il est question dans les travaux préparatoires sur l'article 1986.

155. Empressons-nous d'ajouter que l'opinion

contraire est généralement admise. Nous ne pouvons invoquer en faveur de notre opinion qu'un arrêt de la Cour de Colmar du 31 juillet 1856 (1). qui procède, il faut le dire, de considérations contradictoires, ce qui diminue sa valeur doctrinale. La Cour, après avoir affirmé le droit absolu pour le mandat de révoquer son mandataire, déclare dans le même attendu « que l'exercice de ce droit « n'est plus qu'une rupture abusive et domma-
« geable du contrat quand la *révocation a lieu*
« *sans cause légitime.* » Exiger du mandant qu'il ne puisse révoquer son mandataire que pour *une cause légitime* n'est-ce pas nier le droit de révocation ?

§ II. — Rapport de l'agent d'affaires et du client
avec les tiers.

156. A. Représentation de la personne du client par l'agent d'affaires. — Lorsque le contrat conclu par l'agent d'affaires et son client, a pour effet de donner au premier le pouvoir d'accomplir des

1. Dalloz 56. 2. 265.

actes juridiques au nom du second (agences d'affaires litigieuses, de brevets d'invention, de locations etc), les actes faits par l'agent dans les limites du pouvoir conféré, sont considérés comme ayant été faits par le client lui-même : celui-ci devient créancier ou débiteur des tiers avec lesquels l'agent d'affaires a contracté. Dans les rapports de ceux-ci et du client la personne de l'agent disparaît. C'est l'application de la maxime : *qui mandat ipse fecisse videtur*, (art. 1998. 1^e C. civ.). Les actes faits par l'agent en dehors des limites de sa procuration sont non-avenus à l'égard du client, à moins que celui-ci ne les ratifie soit expressément soit tacitement, (art. 1998. 2^e C. civ.).

157. B. *Agences de renseignements*. — Le fait de donner des renseignements sur l'honorabilité, la fortune, le crédit d'un commerçant peut engager la responsabilité de ceux qui se livrent à de tels actes ; si un dommage résulte de leur accomplissement, réparation en est due (art. 1382. C. civ.) ; ces actes peuvent aussi constituer le délit de diffamation (loi du 29 juillet 1881).

a). *Diffamation*. — Le délit de diffamation est constitué par trois éléments : 1^o allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne à laquelle

le fait est imputé, 2^o publicité de l'imputation, 3^o intention de nuire.

Une information dans laquelle on présente un commerçant comme peu solvable ou comme insolvable, constitue bien un fait qui porte atteinte à la considération de ce commerçant.

Il y aura certainement publicité lorsqu'une agence aura fait parvenir collectivement à ses abonnés des listes sur lesquelles sont portés les noms de commerçants dont elle présente la solvabilité comme incertaine ou nulle (Cour d'Aix, 19 février 1869 ; D. 69. 2. 83.) Mais si l'agence s'est bornée à délivrer des fiches aux personnes qui lui en faisaient la demande, y aura-t-il encore publicité ? « Toute réponse absolue serait ici « téméraire, dit M. Chavegrin (note sous Cass., « 23 oct. 1886. S. 87, 1. 442). Si l'établissement « incriminé n'a donné des renseignements qu'à « des abonnés *peu nombreux, triés avec soin*, s'il « leur a communiqué sous le *sceau du secret* le « résultat de ses recherches, il sera difficile de « prétendre que les informations ont été publiées. »

La représentation d'une seule fiche contenant des imputations qui portent atteinte à la considération d'un commerçant, alors que cette fiche

émiane d'une agence qui, par ses prospectus, déclare qu'elle met en vente des renseignements commerciaux, est-elle suffisante pour établir qu'il y a eu publicité? La Cour d'Aix a jugé « que cette « vente ou mise en vente de fiches individuelles « que chacun peut se procurer au prix de 2 fr. ou « 2 fr. 50, réunissait au plus haut point l'élé-
« ment de publicité exigé par l'article 23 de la loi « du 29 juillet 1881 » (Aix, 19 mars 1885 ; S. 86. 2. 103). Cet arrêté a été cassé le 23 octobre 1886 et la Cour de cassation a estimé que l'élément de publicité n'existait pas alors qu'il n'était pas établi que des fiches eussent été livrées à d'autres personnes (Cass. crim. 23 oct. 1886 ; S. 87. 1. 141. En sens contraire, note de M. Chavegrin sous cet arrêt).

Quoiqu'il en soit, si l'on admet qu'il n'y ait pas, en ce cas, publicité l'agence est encore punissable : la diffamation non publique est une contravention passible des peines portées à l'article 471 du Code pénal (1).

1. Telle est l'interprétation donnée à la loi de 1881 par de nombreuses décisions (Nancy, 9 juin 1884, S. 84 2. 127. Aix, 16 avril 1885, S. 88. 1. 81. Paris, 19 mars 1885, S. 87. 2. 44. Cass. 18 nov. 86. S. 86. 1. 495).

Reste le troisième élément de la diffamation : l'intention de nuire. La situation des agences est très défavorable, car cette intention est toujours présumée (Cass., 13 nov. 1834, S. 84. 4. 235 ; Bordeaux, 26 déc. 1890 ; S. 92. 2. 114). Il sera très difficile à l'agence de prouver qu'elle n'avait pas l'intention de nuire au diffamé. « En effet, dit M. Villey, pour certains actes qui sont en eux-mêmes et nécessairement lésionnaires, l'intention ne se distingue pas de la volonté ; elle se confond avec elle. Imputer volontairement à quelqu'un un fait qui porte atteinte à son honneur et à sa considération, c'est lui causer intentionnellement un préjudice ; en d'autres termes, c'est vouloir le préjudice qui résulte nécessairement de la diffamation. Il se peut que l'auteur de cette diffamation n'ait pas l'intention spéciale de nuire ; il se peut qu'il ait obéi aux mobiles les plus louables ; mais la fin ne justifie pas les moyens ; le juge pourra et devra en tenir compte dans l'application de la peine ; mais le délit nous paraît légalement caractérisé » (note sous Cass., 15 avril 1885. S. 87. 1. 138. En sens contraire : Chavegrin, note citée).

b). *Responsabilité civile*. — Quand une agence a donné des renseignements sur un commerçant, elle est tenue de réparer le dommage que celui-ci

a subi par sa faute (art. 1382, C. civ.) alors même que ces renseignements auraient été donnés de bonne foi et sans intention de nuire (Cour de Paris, 22 févr. 1898. *Gaz. du Pal.*, 22 mars 1898). Il suffit pour cela que l'agence ait commis la moindre faute (Trib. com. Seine, 19 nov. 1890. *Gaz. du Pal.* 91. 1. 96. Cour de Paris, 23 oct. 1890. D. 93. 2. 97.

Mais pour qu'il y ait application de l'article 1382, il faut qu'il y ait un préjudice. Il ne saurait donc y avoir lieu à réparation, lorsque c'est le commerçant lui-même, qui par des moyens détournés, s'est fait remettre par l'agence une fiche contenant des renseignements défavorables sur son compte (Cour de Paris, 11 nov. 1897. *Gaz. des trib.*, 15 avril 1898 ; et 12 févr. 1898, *Gaz. du Pal.*, 22 mars 1898.)

Prescription. — Une très courte prescription est édictée par la loi du 29 juillet 1881 pour les actions contre les diffamateurs. Son article 65 dit que « l'action publique et l'action civile résultant « des délits et des contraventions prévus par cette « loi se prescriront par trois mois révolus à compter du jour où ils auront été commis, ou du jour « du dernier acte de poursuite, s'il en a été « fait ».

158. Nous venons de voir les graves responsa-

bilités qui pèsent sur les agences de renseignements. Il nous semble qu'il serait bon de prendre des mesures pour que cette industrie (alors du moins qu'elle est exercée par des gens scrupuleux) puisse exister sans être constamment sous la menace de poursuites correctionnelles. Dans l'état actuel, étant donnée l'étendue du marché, son utilité est incontestable. (V. n° 11, *suprà*). Plus d'un tribunal l'a reconnu : « Attendu, dit la « Cour d'Aix, que la fréquence et la rapidité des « transactions.... rendent chaque jour plus néces- « saires les investigations les plus minutieuses « sur le crédit, la surface, les habitudes des com- « merçants et jusqu'au train de vie de ceux avec « lesquels on traite.... » (19 mars 1884. S. 86. 2. 403). Et M. Chavegrin dit : « ces agences rem- « plissent un devoir professionnel dont l'accom- « plissement, dans l'état actuel du commerce, im- « porte à la société elle-même... » (note citée).

Il faudrait, croyons-nous, à raison de cette utilité reconnue, admettre le droit d'émettre des renseignements défavorables à un commerçant, lorsque ces renseignements sont conformes à la vérité et sont relatifs à la *solvabilité de ce commerçant*. La loi de 1881 s'est partiellement engagée dans cette voie en admettant que l'on puisse

faire la preuve des faits imputés aux directeurs et administrateurs de toute entreprise industrielle, commerciale ou financière faisant publiquement appel au crédit, et en déclarant que si la preuve du fait diffamatoire est rapportée, le prévenu devra être renvoyé des fins de la plainte (art. 35).

C. — 159. Droit de propriété des agences de renseignements politiques, financiers, etc. sur les nouvelles.

Nous avons déjà donné un aperçu des nombreuses opérations auxquelles se livre l'agence Havas (V. *suprà* n° 12). Les établissements de ce genre sont organisés de telle façon qu'ils peuvent connaître promptement les événements intéressants qui se produisent sur tous les points du globe. Ils réalisent des bénéfices en communiquant aux journaux abonnés les dépêches qu'ils reçoivent.

Ces agences peuvent-elles se prévaloir d'un droit de propriété sur ces nouvelles ? Ont-elles une action contre le journal non abonné qui, les ayant connues par des moyens détournés, en fait la publication ? Il nous semble qu'on doit leur reconnaître ces droits. En effet, si la nouvelle a pu parvenir avec rapidité à la connaissance de l'agence, n'est-ce pas grâce à l'organisation compli-

quée d'un corps de correspondants, à l'établissement coûteux de services d'informations spéciaux? Le fait que ces nouvelles sont connues dans un temps très court, qu'elles sont émises par un établissement dont les informations ont une réputation de sûreté et de véracité à lui propres, n'est-il pas une création de l'agence? Un jugement du tribunal de commerce de la Seine l'a reconnu en déclarant que ces agences « ont un droit de propriété exclusif sur ces nouvelles jusqu'au moment où, par leur fait, ces nouvelles ont été portées à la connaissance de tous et sont tombées dans le domaine public » (Trib. com. Seine 4 sept. 1895, *Le Droit*, 22 sept. *Annales du droit com.* 1896, p. 98).

Vu par le président,

CH. LYON-CAEN

Vu par le doyen,

GARSONNET

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le vice-recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD

TABLE DES MATIÈRES

ÉTUDE CRITIQUE

CHAPITRE I. — *Utilité économique des agences.*

Pages

Loi de la division du travail. — Partout où le commerce a pris quelque importance, l'agent d'affaires est apparu. — Rome — Renaissance ; Montaigne — Renaudot — Révolution. — L'ère du plein épanouissement des agences date des grandes découvertes du siècle ; nouvelles habitudes sociales. -- Agences de renseignements commerciaux. — Agence Havas. — Agences de voyages, etc.	1
---	---

CHAPITRE II. — *Les agences devant l'opinion*

Discrédit jeté sur les agences. — Ce discrédit résulte en grande partie du sens vague du mot agence. — Agents d'affaires litigieuses. — Révélateurs de successions. — Agences matrimoniales. — Bureaux de placement. — Exposé des motifs de la proposition de loi de 1887. . . .	20
--	----

CHAPITRE III. — *Moyens à employer pour remédier aux abus.*

Système de la loi. — Surveillance du ministère public, — Surveillance administrative ; propo-	
---	--

sition de loi de 1887.— Surveillance corporative. — Adoption du registre du commerce (système proposé)	47
--	----

ÉTUDE JURIDIQUE

Préliminaires: division.	58
----------------------------------	----

TITRE PREMIER

Les agences considérées en tant qu'entreprises commerciales.

CHAPITRE I. — *Analyse de l'entreprise d'agences d'affaires.*

Motifs de la commercialité des agences. — Entre- prise. — Non-gratuité. — Actes d'agence d'affaires. — Absence de qualité légale.	63
--	----

CHAPITRE II. — *Revue des agences* 76

CHAPITRE III. — *Conséquences du fait que l'entreprise d'agences d'affaires est réputée acte de commerce.*

Obligations particulières aux commerçants ; li- vres, faillite, banqueroute, etc. — Compétence. — Preuve. — Patente. — Elections consulaires.	94
---	----

CHAPITRE IV. — *Les agences d'affaires en droit administratif.*

L'entreprise d'agences d'affaires est, en principe,
libre. — Restrictions exceptionnelles. — Bu-
reaux de placement ; décret de 1852 ; législa-
tions en discussion. — Bureaux de nourrices. —
Agences d'émigrations. — Restrictions appor-

tées au libre exercice de l'entreprise d'agences d'affaires par le fait que certains actes sont réservés à ses privilégiés	101
--	-----

TITRE DEUXIÈME

Les contrats faits par les agents d'affaires.

Préliminaires	115
-------------------------	-----

CHAPITRE I. — *Du mandat.*

Obscurité de la question. — Le mandat à Rome. — Coquille — Pothier — Code civil ; le mandat qu'il décrit suppose toujours, même lorsqu'il est salarié, un office d'ami. — Incompatibilité d'une telle conception avec le droit commercial. — Les contrats faits par les agents d'affaires sont des louages de services	117
--	-----

CHAPITRE II. — *Du louage d'ouvrage.*

Extension que cette forme de contrat a reçu de nos jours. — Les agents d'affaires l'emploient le plus souvent. — Les agents de renseignements, les révélateurs de nouvelles, de succession, sont des locateurs de services. — Applications des art. 1787 et suiv. du Code civil	130
---	-----

CHAPITRE III. — *Conditions de validité des contrats faits par les agents d'affaires.*

Capacité, consentement.	135
I. De la réduction des salaires excessifs ; système de la jurisprudence ; critique de ce système.	
II. <i>Cause licite</i>	

- A. Révélateurs de successions ; — courtage matrimonial ; pacte de quota-dotis. — Agences de paris aux courses. — Claqueurs. — Agences de police privée. — Pacte de quota-litis. — Agences postales ; Alibi-office. — Immixtion dans les fonctions publiques. .
- B. Sanctions ; nullité. — Répétition de l'indû.
- C. Opérations de bourse illicites faites par les coulissiers
- III. De l'objet. — Révélateur de succession .

CHAPITRE IV. — *Effets du contrat conclu par l'agent d'affaires.*

- I. Rapports de l'agent d'affaires et du client. . 156
 - A. Obligations de l'agent d'affaires.
 - B. Obligations du client
 - C. Révocation de l'agent d'affaires.
- II. Rapports de l'agent d'affaires et du client avec les tiers
 - A. Représentation de la personne du client.
 - B. Responsabilité pénale et civile des agences de renseignements
 - C. Droit de propriété des agences d'informations politiques, financières, etc. sur les nouvelles

